

EN ITALIE  
**M. Craxi**  
secrétaire général  
du parti socialiste  
est chargé de former  
le gouvernement

LIRE PAGE 4

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Beau-Méry  
Directeur : André Laurens

**3,80 F**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 B. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 77 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4247 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

**Dangereuse escalade en Amérique centrale**

Les Etats-Unis sont-ils véritablement décidés à en découdre en Amérique centrale ? L'escalade verbale dans laquelle s'est engagé le président Reagan ces derniers jours oblige à s'interroger. Intervenant publiquement sur le sujet pour la quatrième fois en une semaine, il a déclaré le 21 juillet qu'une solution des conflits dans l'isthme centro-américain serait « extrêmement difficile » aussi longtemps que les sandinistes seront au pouvoir à Managua.

Ce propos d'une rare netteté avait été précédé de l'annonce de l'envoi, au large des côtes pacifiques du Nicaragua, d'une force de huit navires autour du porte-avions « Ranger ». L'arrivée de cette « task force » préluède à de grandes manœuvres aéronavales et maritimes américano-honduriennes en début d'août. Des sources « discrètes » ajoutent même, au Pentagone, qu'un « blocus » du Nicaragua n'est pas exclu.

Jusqu'à présent, rien ne permet de penser qu'il s'agisse là d'un simple geste de « gestulation », d'un déploiement de force militaire visant à obtenir des avantages politiques ou diplomatiques. L'opinion américaine, dont les hommes au pouvoir à Washington doivent bien tenir compte, n'est manifestement pas préparée à l'ouverture d'un « nouveau Vietnam » aux portes des Etats-Unis. Et l'élection présidentielle approche...

Il n'est jamais prudent pourtant de promettre une flamme autour d'une poudre. Et les petites Républiques centro-américaines constituent bel et bien autant de « chambres d'explosion », avec leur environnement de misère un peu partout, de surpopulation au Salvador, et de tensions raciales au Guatemala.

La modération, en cette affaire, ne saurait pourtant être précisée aux seuls Etats-Unis. Ils font bien compris, ces quatre chefs d'Etat qui se sont réunis récemment au Mexique, au nom du groupe dit « de Contadora », en vue de rendre ses chances, s'il est possible, au dialogue face aux armes : leurs propositions seront adressées non seulement à leurs collègues centro-américains et à M. Reagan, mais également à M. Fidel Castro. Des dizaines de milliers de tonnes d'armes soviétiques qui arrivent chaque année dans l'île caribbe, combien, en effet, reportent vers le Nicaragua ?

L'Internationale socialiste, dont la caution avait tellement servi les sandinistes en 1979, s'interroge, elle aussi, sur l'évolution du régime de Managua. M. Felipe Gonzalez a certes démenti que la lettre envoyée début juillet à Managua par ses soins et ceux de M. Willy Brandt ait constitué un « rappel à l'ordre démocratique », comme l'avait affirmé peu auparavant l'« International Herald Tribune ». Mais M. Hatzinger, chargé des questions internationales au P.S. français - que la démarche « en continu » d'autres socialistes européens a visiblement choqué - ne s'en inquiète pas moins des « dérives du régime de Managua », contraires à l'esprit initial de la révolution sandiniste.

Il y a bien un problème. M. Reagan l'exploite à fond lorsqu'il rappelle que les actuels gouvernements de Managua n'auraient jamais triomphé d'Anastasio Somoza sans l'appui de l'Organisation des Etats américains - appui qui ne leur a été accordé que contre la promesse que le pluralisme politique serait respecté. C'est loin d'être le cas aujourd'hui.

Un régime escaroté ne peut avoir pour première préoccupation d'organiser des élections, cela va de soi. Mais les sandinistes désarment bien des préventions en annonçant que des élections véritablement libres auront lieu en 1984. Et en les gagnant !

**La fin de l'état de guerre en Pologne n'ouvre pas la voie à un compromis**

*Le général Jaruzelski annonce que « l'armée passe en deuxième ligne », mais que toute activité contre l'Etat continuera d'être sévèrement réprimée*

Devant la Pologne de l'état de guerre levé, le vocabulaire politique, toutes ses ressources étant à l'impasse, doit définitivement rendre les armes.

Pour la Pologne de M. Gierk, d'un communisme aussi orthodoxe que modérément répressif, on pouvait toujours hasarder le concept de « totalitarisme mou ». Pour celle de Solidarité, la difficulté était contournable, puisqu'il s'agissait d'un pays en évolution, en révolution, en mutation à tout le moins. Celle de l'état de guerre pouvait, elle, être qualifiée de dictature militaire - à condition d'oublier que cette dictature était d'une part tempérée par le rapport de forces politiques et venait, de l'autre, consolider un système institutionnel totalitaire auquel elle se surajoutait.

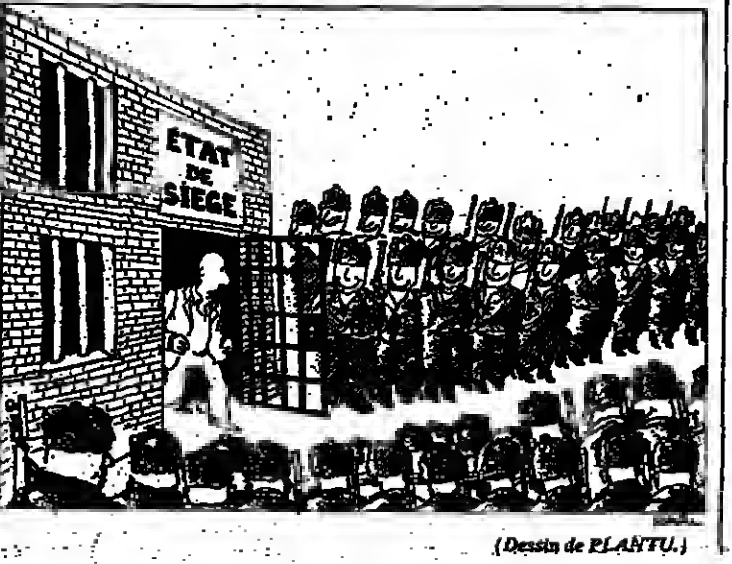
En revanche, pour la Pologne de l'après-état de guerre qui commence, seul un constat est possible. Jusqu'à ce 22 juillet, tout, au regard de la norme du socialisme réel, était utopique. Ce régime dans lequel le parti, de par la Constitution, est censé tenir le « rôle dirigeant » était militariste. La population, de son côté, persistait, malgré dix-neuf mois de loi martiale, à ne pas abdiquer ses aspirations à la démocratie. Un Etat d'exception faisait en somme pendant à une situation d'ex-

ception, et c'est en cela - mais en cela seulement - qu'intervient aujourd'hui un changement non négligeable.

Pour la première fois depuis le 13 décembre 1981, on peut en effet parler maintenant d'une « normalisation ». Pourtant, paradoxalement, ce n'est pas celle du pays mais celle

du pouvoir, désormais débarrassé de son vêtement militaire. Les quelques huit millions de Polonais pressés sur le chemin du pays ont, il y a juste un mois, exprimé avec assez d'éclat leur constance dans la fidélité aux idéaux de Solidarité pour qu'il n'y ait pas de doute à ce sujet.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 4.)



(Dessin de ELANTU.)

**Réduction du taux d'intérêt des caisses d'épargne**

*M. Delors s'oriente vers une baisse générale du coût du crédit afin de favoriser l'investissement*

Un communiqué du ministère de l'économie, des finances et du budget, diffusé jeudi 21 juillet en fin de journée, a fait connaître qu'à compter du 1<sup>er</sup> août prochain le taux du livret des Caisses d'épargne sera ramené de 8,50 % à 7,50 %. Parallèlement, le taux des bons à cinq ans émis par le Trésor et les autres réseaux de collecte (Crédit agricole, etc.) va être réduit d'un point, à 13 %, et le Conseil national du crédit sera prochainement saisi d'une proposition d'abaissement de 1 % du taux des comptes sur livret des banques (8,50 % actuellement) et d'une réduction corrélative de la rémunération des comptes à terme. Toutefois, le taux du livret d'épargne populaire (LEP, ou « livret rose ») est maintenu à 8,50 %. Enfin, le taux des prêts aidés pour l'accès à la propriété (PAP) sera abaissé de 0,75 %, revenant à moins de 11 %, tandis que celui de 3 milliards de prêts consentis dans le cadre du Fonds industriel de modernisation, et relayés par la Caisse des dépôts en attendant la mise en route des comptes pour le développement industriel (Codevi), est fixé à 9,75 %.

Delors l'annonce dès maintenant, afin de frapper les esprits et de préparer une rentrée qui s'annonce difficile, notamment pour le bâtiment. C'est dans ce but que les prêts aidés pour l'accès à la propriété, très demandés mais très chers, notamment en ce qui concerne les prêts complémentaires des banques, vont être favorisés : en janvier dernier, une première baisse de 1 % sur les taux moyens avait déjà été pratiquée, et le mouvement se poursuit. Ce qui est bon pour le bâtiment étant bon pour les entreprises, il est pratiquement acquis que, très prochainement, et certainement avant le 1<sup>er</sup> septembre, le taux de base des banques (T.B.B.), déjà ramené de 12,75 % à 12,25 % au début de l'année, va être réduit à nouveau. Rappelons qu'une diminution de 1 % du T.B.B. représente 8 à 9 milliards de francs d'allègement de leurs charges financières pour les entreprises.

Mais, comme le signale M. Dromer, président de l'Association française des banques, au début de ce mois (le Monde du 2 juillet), tout abaissement supplémentaire du coût du crédit passait par un abaissement corrélatif du coût des ressources des banques, constituées à 60 % par des dépôts rémunérés. Or les taux du livret des Caisses d'épargne et des divers bons publics (Trésor, Crédit agricole, P.T.T.), constituaient une sorte de « plancher », un « verrou » bloquant toute l'échelle des taux, et qu'il s'agissait de faire sauter.

On se rappelle qu'en janvier dernier la décision en avait été prise par M. Jacques Delors, pour « anticiper en janvier la désinflation », mais le ministre avait été désavoué par M. Mauroy, la direction du P.S. jugeant inopportune la réduction du taux des Caisses d'épargne en raison de la persistance de l'inflation (10 à 11 % au début de cette année) et de la diffusion insuffisante du « livret rose », notamment auprès des personnes âgées.

FRANÇOIS RENARD.  
(Lire la suite page 22.)

**Une déclaration de M. Hernu**  
*« La France ne réintègrera pas l'organisation militaire de l'OTAN »*  
affirme le ministre de la défense à l'Ecole supérieure de guerre

LIRE PAGE 6

**La situation chez Peugeot**  
*« Le gouvernement va entamer des négociations sociales avec le groupe »*

LIRE PAGE 20

**Point de vue**  
**Le parti de la réussite**  
par MICHEL CHARZAT (\*)

« C'est un art que d'aller contre les règles de l'Etat quand c'est le seul moyen d'obtenir le bonheur du succès. »

BALTASAR GRACIAN.

Dans la majorité, nombreux sont ceux qui souhaitent, au-delà du Plan du 25 mars, favoriser l'approfondissement de la politique de rigueur. Il est aujourd'hui un mauvais usage de la discussion qui consiste à nourrir de fausses querelles avec de vrais problèmes. Je pense, par exemple, à cette rumeur qui s'élève contre le danger « protactinien » au moment où trop de ses inspirateurs acceptent, avec la purge récessionniste, la pire forme de protectionnisme qui soit.

Ne nous trompons pas de débat. La guerre économique mondiale nous impose bien des contraintes : le rétablissement de la balance commerciale et la poursuite de la désinflation sont des impératifs incontournables.

(Lire la suite page 20.)

(\*) Député de Paris, président du haut conseil du secteur public.

**Le conflit saharien ou « comment s'en débarrasser » ?**

*Les négociations entre Rabat et le Polisario sont au point mort. Le rôle de l'Algérie sera déterminant pour favoriser la paix ou rallumer la guerre*

Que Hassan II et Chadli Bendjedid venissent en finir avec le conflit saharien est une évidence. Qu'ils aient grand mal à trouver une solution en est une autre. Rabat ayant proclamé la marocanité des « provinces sahariennes » envahies par les FAR (Forces armées royales) en novembre 1975 et Alger ayant reconnu la République arabe sahraïenne démocratique proclamée le 28 février 1976, le successeur de Boumedienne et son royal voisin ne peuvent se déjuger du jour au lendemain. Ils le peuvent d'autant moins que leurs positions de départ sont fort éloignées et les obligent à ruser avec leurs « ultras ».

C'est ainsi que Hassan II, aux prises avec les partis politiques, a refusé que ses ministres rencontrent une nouvelle fois les dirigeants sahraouis, au risque de bloquer le processus imaginé par l'O.U.A. en juin dernier. En effet, l'organisation a adopté une résolution qui « exhorte les parties au conflit - le Royaume du Maroc et le Front Polisario - à entreprendre des négociations directes » en vue de parvenir à un cessez-le-feu et à un référendum

d'autodétermination avant la fin de l'année. En outre, elle a chargé un comité de mise en œuvre de veiller à la bonne application de ce texte. Le comité, qui a les pleins pouvoirs, aurait dû se réunir le 20 juillet mais il n'a pu le faire en raison de la défection des Marocains.

Alger et Rabat doivent, en outre, compter avec les intérêts et les ambitions de leurs voisins et alliés qui interviennent dans le jeu. D'abord, le Front Polisario qui n'attend nullement être sacrifié sur l'autel du Grand Maghreb et encore moins se saborder. Ensuite, la Mauritanie : maillon faible de la région, elle ne veut pas, selon une expression prônée à Hassan II que « le Maroc et l'Algérie mangent sur son dos la mèche de la réconciliation ».

Solidaire des Sahraouis - Maures comme l'ethnie dominante en Mauritanie, - le président Khouni Ould Haïdalla préfère qu'un Etat indépendant s'installe dans les frontières de l'ancienne colonie espagnole, par souci d'équité mais aussi par réa-

lisme : il redoute les appétits des guerriers du Polisario qui seraient privés de leur terre et préfère que la R.A.S.D. serve de « zone tampon » face au puissant voisin du Nord. Il soupçonne, en effet, Rabat de ne pas s'être libéré de ses « démons expansionnistes » et de s'avoir pas définitivement renoncé au rêve d'intégrer Nuakchott dans le « Grand Maroc », cher à feu Allal El Bassi.

Ami du Maroc, le président du Sénégal, M. Abdou Diouf s'affirme de plus en plus comme un grand chef d'Etat mais il va devoir adapter des mesures impopulaires pour juguler une des plus graves crises économiques qu'ait connue son pays. Aussi préfère-t-il agir dans un environnement pacifié. Moins engagé aux côtés de Hassan II que son prédécesseur, M. Léopold Senghor, il ne cherche pas, contrairement à ce dernier, à soulever les Négro-Africains du sud de la Mauritanie contre les Maures au risque de faire éclater le pays ; en outre, il veut à la fois préserver l'O.U.A. et faire prévaloir une solution négociée dans le conflit saharien.

(Lire la suite page 3.)

**Les Français s'interrogent. Pour sortir des malentendus, un livre d'espoir et de clarté.**

**Alain Peyrefitte**  
QUAND LA ROSE SE FANERA...

**225.000 exemplaires**

« Le talent de l'auteur s'y retrouve : chapitres brefs qui marient étroitement les idées et les exemples, don de la formule, images expressives, titres ingénieux... L'auteur du *Mal français* n'est pas homme à affirmer sans preuves. L'opposition pulvérisera à pleines mains dans le répertoire ainsi mis à sa disposition. La majorité aussi serait bien inspirée de lire Peyrefitte. »

René REMOND, Le Monde

« L'acte politique le plus éclatant que l'opposition ait engagé depuis sa débâcle. Le principal mérite de ce livre explosif est sa sérénité. Les ennemis de Peyrefitte ne sont pas des hommes, mais des idées. »

Alain-Gérard SLAMA, Le Point



Le Monde

# idées

## La réconciliation nécessaire

par DANIEL AMSON (\*)

LES Français n'ont pas confiance dans leur justice. Ils lui adressent, si l'on veut simplifier les choses à l'extrême, trois séries de griefs : il l'estiment dépendante à l'égard du pouvoir, ils la trouvent trop longue et trop coûteuse.

Beaucoup de justiciables éprouvent, d'abord, le sentiment que l'institution judiciaire est naturellement bien disposée à l'égard des « puissants », que leur « puissance » résulte de la fortune ou des relations avec le monde de la politique. Combien de fois entend-on un plaideur malheureux attribuer son échec non à la faiblesse de son dossier ou au manque de talent de son avocat, mais au soci des juges de ménager son adversaire en raison de l'influence qu'il exerce ? Paro- diant ce tennisman qui observait qu'il n'avait jamais battu un joueur en bonne santé — signifiant par là qu'un perdant a toujours une excuse, — on pourrait presque dire que la justice ne peut s'empêcher d'y voir le résultat d'une « intervention » qui aurait faussé le cours normal de la justice. Et il importe, au fond, assez peu que cette constatation soit exacte, dès lors qu'elle traduit la réalité vécue par le justiciable.

Beaucoup reprochent également à la justice de fonctionner avec lenteur. De fait, il n'est pas rare de voir une affaire de divorce durer pendant quatre ans — avec tous les inconvénients matériels et moraux qui peuvent en résulter — ou un dossier de pension militaire se prolonger pendant dix ans et n'être réglé ainsi qu'après la mort du demandeur. Chacun le sait, les magistrats ne sont pas assez nombreux pour faire face rapidement au travail qui leur incombe, et la « gorgne » des Français, sur ce point, est légitime.

Il est reproché, enfin, à la justice d'être coûteuse, et force est bien d'admettre que ce grief n'est pas infondé.

manque pas de fondement. Non, certes, que les auxiliaires de justice s'enrichissent aux dépens des justiciables. Mais les frais d'organisation et de fonctionnement qu'ils doivent supporter ne leur permettent pas — ou ne leur permettent plus — de demander des honoraires moins élevés.

Est-ce à dire qu'il faille se résigner à ce que les Français ne se retrouvent pas dans leur justice ? Il ne le semble pas.

### Les conditions de l'avancement

Il est possible, d'abord, d'enlever au pouvoir politique — car personne ne conteste sérieusement que le Conseil supérieur de la magistrature soit un organe politique — le droit de désigner et de promouvoir les magistrats. On pourrait concevoir, en effet, que les propositions d'avancement au choix fussent faites par une personnalité placée en dehors de toute hiérarchie dans l'Etat, élitiste tous les six ans par le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et la Cour des comptes et non rééligible. Cette personnalité échapperait ainsi aux fluctuations de la vie partisane et les propositions qu'elle émettrait perdrait le caractère politique qu'ont nécessairement aujourd'hui les décisions du Conseil supérieur de la magistrature, présidé par le chef de l'Etat.

Il est également possible de diminuer la durée des procédures. Trop souvent, en effet, celles-ci ne sont retardées que par la négligence d'une des parties et par le souci des magistrats de ne pas la sanctionner. Or si le respect du caractère contradictoire des décisions est un principe essentiel de notre droit, il ne faut pas qu'il en soit de même pour la procédure.

(\*) Avocat à la Cour.

paralyse l'application. Le législateur pourrait, par exemple, fixer les délais maximaux à l'intérieur desquels les procédures devraient se terminer. Les parties seraient ainsi naturellement conduites à se montrer plus diligentes et à ne plus retarder le cours des instances par esprit de système.

Il serait également possible de développer le recours à l'arbitrage en créant, auprès de chaque juridiction, des commissions arbitrales qui pourraient, avec l'accord des parties, statuer sur le litige dans un bref délai et dont les décisions ne seraient susceptibles que d'un pourvoi en cassation.

La question du coût de la justice est, sans doute, plus difficile à résoudre. Mais les pouvoirs publics pourraient, notamment, lancer une campagne d'information, indiquant aux justiciables que, dans beaucoup d'hypothèses, ils peuvent recourir à la justice sans le concours d'un auxiliaire. Tel est, par exemple, le cas devant les conseils de prud'hommes, les tribunaux d'instance et de police, les tribunaux administratifs et, parfois même, devant le Conseil d'Etat. L'efficacité de la défense n'y perdrait pas trop, tant il est vrai que, dans certains cas — notamment devant les juridictions de l'ordre administratif, — l'auxiliaire n'est pas toujours préparé à exercer sa mission dans les conditions qu'attendent les magistrats.

Sans doute la mise en œuvre de ces quelques idées ne suffirait-elle pas à résoudre tous les problèmes que connaît la justice de ce pays et qui tiennent, pour une large part, à des contraintes budgétaires irrépressibles. Mais, si elle était présentée avec clarté, elle pourrait, peut-être, redonner aux Français la confiance qu'ils ont perdue dans l'institution judiciaire. Et les assurer de la volonté de l'Etat de résoudre, enfin, les vrais problèmes auxquels la plupart d'entre eux sont confrontés.

## Réformer la juridiction du travail

par LAURE SINÉ (\*)

Il est de bon ton de crier haro sur la justice et son fonctionnement. Pour l'avocate que je suis, cette critique n'est pas fondée et ne constitue ni plus ni moins qu'un pa- nache d'idées reçues et d'impressions recueillies auprès de justiciables non initiés qui n'ont pas compris.

Si une critique doit être faite, c'est celle de l'instruction du ci- toyen, pas celle de la justice.

Pourtant, et comme toujours, l'ex- ception qui confirme la règle existe : c'est la juridiction prud'homale.

Ce n'est pas l'idée qui est mau- vaise, c'est l'institution et son fon- ctionnement.

S'il semble équitable de créer et de maintenir une juridiction spé- cialisée dans les litiges issus du contrat de travail, il n'en est pas moins vrai que cette juridiction est une déri- sion.

On o voudrait dépeupler les salles d'audience de leur solennité et les magistrats de leur robe. Soit. Mais il est incompréhensible qu'on ait jugé utile de les dépouiller aussi de toute compétence juridique.

La constatation évidente de cet état de fait a abouti à la multipli- cation des « sections » spécialisées at- tachées à cette juridiction.

On a pensé en effet que l'absence de praticien du droit serait compen- sée par la présence du professionnel appelé à juger des litiges dont il est censé connaître la solution par réfé- rences aux « usages » propres à cha- que branche d'activités.

Hélas, les « branches d'activités » sont aujourd'hui trop nombreuses et trop spécialisées pour qu'il soit envi- sagable de créer une section par secteur. Quant aux usages, ils ne constituent plus une source impor- tante du droit social et sont large- ment supplantés par le code du tra- vail et les conventions collectives, dont la lecture ne peut être utile- ment faite que par des juristes.

La conséquence de tout cela est que l'on obtient des jugements qui sont le fruit d'un « gentleman's agreement » entre les conseillers sa- lariés et les conseillers patrons et qui ne font la satisfaction ni de l'em- ployeur ni de l'employé, le premier étant partiellement condamné et le second partiellement content.

Résultat : tout le monde se pour- voit en appel.

Le laxisme a son revers : la faci- lité avec laquelle une demande est dé- posée devant le conseil des prud'hommes aboutit obligatoirement à l'encombrement de cette ju- ridiction. Il faut compter entre un an et dix-huit mois pour être jugé. Si l'on tient compte des délais qui exis- tent aussi devant la cour d'appel, la dorée de vie d'une procédure prud'homale est alors de deux à trois ans, parfois plus !

Pour le salarié qui est au chômage et qui ne perçoit pas ou peu d'indem- nités, la situation est intolérable.

On a, ces derniers temps, beau- coup réformé la législation du tra- vail, il faudrait maintenant réformer la juridiction.

(\*) Avocate.

## RÉPLIQUE A... BERTRAND LE GENDRE

### Une erreur d'appréciation

par RAOUL BÉTEILLE (\*)

L'INTERESSANT article de Bertrand Le Gendre, « La justice au fond des urnes » (Le Monde du 17 juillet), contient cette phrase : « M. Mitterrand a commis une erreur d'appréciation en gardant Robert Knobelspiess, cela n'est rien à côté de la responsa- bilité qu'a prise M. Peyrefitte, en 1977, en libérant Thommy Reco, le- quel devait commettre ensuite six nouveaux meurtres ».

Rapprochement inadmissible. La grâce et la libération conditionnelle ont sans doute en commun d'ouvrir les portes de la prison. Mais la grâce est définitive. En outre, elle peut in- tervenir d'importer quod. Au contraire, la libération condition- nelle — comme son nom l'indique — ne tient pas compte du temps de peine restant à subir. Elle porte donc en elle la menace d'une réincarcération. En second lieu, elle ne s'auto- rise pas à contredire de plein fouet la décision du juge : elle est seule- ment une modalité légale d'exécu- tion de la fin de la peine : tout dé- tenu peut donc y prétendre dès lors qu'il se conduit bien, et s'il est ar- rivé à une certaine proximité (fixée par la loi) de la fin de sa peine.

### Le bon plaisir

En d'autres termes, la grâce est une faveur arbitrairement accordée par le président de la République eo tant que successeur de nos anciens monarques de droit divin. De sorte qu'il l'accorde quand il veut, à qui il veut. Pour libérer définitivement Knobelspiess, lequel avait mené la plaisante campagne que l'on sait contre les Q.S.R., M. Mitterrand n'avait pas à comparer des durées de peine déjà subies. Il n'a eu qu'à se dire : « Tel est mon bon plaisir. D'autres n'ont pas eu à en avoir leur regard. Tant pis pour eux. » Au contraire, la libération condition- nelle consiste à appliquer un texte de loi à ceux qui entrent dans une des catégories définies par ce texte. De sorte qu'elle libère Reco sous condition, et après l'expiration d'un délai légal qui ne pouvait pas être inférieure à quinze ans dans le cas considéré. M. Peyrefitte, ou plus exactement le directeur des affaires criminelles, a constaté : « Telle est la loi, qui doit être égale pour tous. Or Reco se conduit en prison aussi convenablement que d'autres. »

La différence est notable. C'est ce qui explique que la grâce, mesure véritablement providentielle, est toujours signée par le président de la République en personne, qui en prend lui-même la responsabilité, comme l'écrit Bertrand Le Gendre (mais à propos de M. Peyrefitte). Le mécanisme légal et quotidien de la libération conditionnelle, en revanche, n'appelle évidemment pas la signature du ministre de la justice mais, par délégation ou sous- délégation, celle du directeur des af- faires criminelles ou d'un sous- directeur.

Les services de la chancellerie ont donc, pour Reco comme pour beau- coup d'autres, appliqué la loi. Je n'étais pas directeur en 1977. Je n'en suis que plus à l'aise : bien sûr, la loi n'interdit pas de refuser la libé- ration conditionnelle à tel ou tel, ou tout au moins de la retarder ; mais enfin, après dix-sept ou dix-huit ans d'incarcération (le curé d'Uruffe, qui a dépassé vingt ans, a battu une sorte de record), comment la refuser durablement à tel ou tel qui se conduit aussi bien qu'un autre, et donne apparemment autant de « gages de réinsertion » qu'un autre, lorsqu'on l'accorde à cet autre ? La loi doit être égale pour tous.

### Un délai pour la libération conditionnelle

Pendant que ses services libé- raient Reco en 1977, soit après dix- sept ans de détention, M. Peyrefitte mettais en chantier une réforme es- sentielle : c'est à son initiative que la loi du 22 novembre 1978 est ve- nue permettre aux jurés des cours d'assises de décider, en condamnant tel ou tel, que, compte tenu de la gravité de ses actes, sa libération conditionnelle ne pourra pas inter- venir avant un certain délai plus long que le délai minimal légal, et fixé par eux, jurés, de manière « in- compréhensible ». C'était la borne mé- thode, et démocratique, pour éviter à l'avenir certaines libérations pré- maturées. Pour ma part, arrivé au ministère en 1979, j'ai voulu que le nouveau texte puisse s'appliquer à un plus grand nombre de cas. Tel était l'objet de l'article 35 de la loi « sécurité et liberté ».

Cette extension législative a été abrogée le 10 juin dernier à la de- mande de M. Badinter, en attendant l'abrogation prochaine de la loi du 22 novembre 1978 elle-même, a-t-il précisé devant le Parlement pour se faire pardonner de ne pas la deman- der tout de suite. A chaque jour suf- fit sa peine. Il y a de l'espoir pour les futurs Reco.

(\*) Conseiller à la Cour de cassation.

## Défense de Robert Badinter

par DANIEL SOULEZ-LARIVIÈRE (\*)

DANS cette période de course en sac vers l'exercice de lan- gage et l'irresponsabilité, c'est encore une fois la justice qui en prend un coup et le ministre de la justice qui sert de bouc émissaire.

Ce n'est pas parce que deux poli- ciers ont été tragiquement abattus dans l'exercice de leurs fonctions que M. Badinter est un assassin et que toute la politique qu'il mène depuis 1981 est mauvaise. Tout au contraire, cette politique est la seule qui objectivement, que l'on soit de droite ou de gauche, est cohérente et va dans le bon sens dès lors que l'on connaît réellement les problèmes judiciaires.

L'abolition de la peine de mort n'a aucun effet sur la grande crimi- nalité ; tout le monde le sait ; et le nombre de policiers tués en faisant leur devoir est sans rapport avec cette question.

L'abolition de la peine de mort n'a aucun rapport avec la petite et moyenne criminalité ; le fait de l'avoir supprimée était raisonnable, à moins de considérer que donner à la foule quelques têtes chaque année procure une « impression de sécu- rité », ce qui est peut-être vrai mais relève de la démagogie.

Il n'existe aucun laxisme de la justice ; lorsque Robert Badinter explique que « la justice française est l'une des plus répressives de l'Europe occidentale », il dit vrai ; tous les professionnels le savent.

Lorsque le ministre cherche à réformer le code pénal et casser l'engrenage de la petite délinquance vers la grande en trouvant des peines de substitution, il a raison ; tout le monde sait que la prison a toujours été criminogène.

L'abrogation de la loi « sécurité et liberté » dans ses éléments déraison- nables est une bonne chose ; cette loi avait réuni contre elle, rappelons- le nous, l'unanimité des professionnels voici deux ans et demi ; alors, ayons encore aujourd'hui le courage de nos opinions.

Et fait, la justice souffre d'un mal que le public ignore parce que tous les leaders politiques préfèrent manipuler pour leur camp des fan- tasmes plutôt que du réel.

Le réel, c'est qu'il n'existe guère plus de magistrats maintenant que sous Charles X.

Le réel, c'est que depuis le Pre- mier Empire, jusqu'en 1958, l'Etat a supprimé cent quatre-vingt-seize des trois cent cinquante-neuf tribunaux existant alors, et huit cent quarante- deux juridictions faisant office de justices de paix, sans pouvoir doter les quelques juridictions nouvelles créées récemment de moyens suffi- sants.

Le réel, c'est que la justice civile et pénale est au bord de la faillite par manque de personnel et de matériel.

Le réel, c'est que les crédits à l'aide judiciaire, au civil et au pénal, sont vingt fois moins importants qu'aux Etats-Unis et qu'en Alle- magne, trente fois moins importants qu'en Grande-Bretagne. Cela signifie que la masse des justiciables n'a pas accès à la justice en France comme dans d'autres pays indus- triels.

Le réel, c'est que, pour pouvoir payer des avocats au prix d'une secrétaire de direction, pour s'occuper de la masse des justiciables pauvres ou moyens, il fau- drait 900 millions de francs de crédits, et nous en sommes aujourd'hui à 140, soit presque déjà deux fois plus qu'en 1978, grâce à la politique présente.

Le réel, c'est que la justice fran- caise est, dans son organisation actuelle, bérébère de plus d'un siècle de misère, et dans l'incapacité de traiter correctement aussi bien les problèmes des riches que ceux des agents éconómiques, grands ou petits.

Voilà ce à quoi s'attaque pour la première fois un garde des sceaux avec énergie et compétence.

Voilà les vrais problèmes qui devraient faire réfléchir et parler les hommes politiques responsables plutôt que de jouer au mistigri, en essayant de le glisser dans la main du garde des sceaux, ministre de la justice.

(\*) Avocat à la Cour.

LU

## « LE CONTROLE SOCIAL DU CRIME », DE MAURICE CUSSON

### Punissez !

Il y a deux manières de consi- dérer les criminels : comme des irresponsables ou comme des responsables. Dans les deux cas, les vœux sont les mêmes. On peut, à l'opposé, les considérer pour ce qu'ils sont : des hommes sensibles aux autres, craignant la punition, et sensibles à la ré- probation, mais qu'une moindre résistance à la tentation a fait trébucher. Ni ange ni bête : c'est la thèse que développe dans son livre le Contrôle social du crime un professeur de criminologie de Montréal, M. Maurice Cusson.

L'auteur se défend d'avoir des recettes à proposer. Mais, à l'heure où les gouvernements s'in- terrogent sur l'efficacité des sanctions pénales, ce livre leur donne un conseil : punissez ! Pour lui, le crime est d'abord et un moyen facile de promouvoir ses intérêts et d'assouvir ses passions. De là, est conviction que, si le contrôle social du crime se relâchait, c'en serait fini de la société.

Restaurer l'affliction de la peine et réhabiliter le criminel comme individu responsable de ses actes apparaissent indispen- sables à l'auteur. L'originalité du livre tient moins cependant à ces préceptes qu'à la définition que donne M. Cusson du contrôle so- cial. Sorte de « sur-moi » collectif aux pulsions individuelles, il ne se résume pas au quadrillage social, tel qu'on le conçoit généralement, mais repose sur trois pi- lers : la morale, la sanction et la justice.

M. Cusson ne se veut pas mo- raliste au sens philosophique du terme, mais sociologue. Il n'existe pas, selon lui, de « sous- culture » criminelle qui aurait sa morale propre et entrainerait les délinquants dans la conviction de leur bon droit, mais plutôt des environnements psychologi- ques « pousse-au-crime ».

M. Cusson voit en particulier dans la faiblesse des parents un risque sérieux de chute. Se réfé- rant à certaines recherches, il écrit : « 91 % des mères de dé- linquants ont un style éducatif soit relâché soit autoritaire. » Ins- teur ou restaurateur une morale de la contrainte est donc un impératif, car « le crime est rare là où il est vu avec indulgence ».

est blâmé », et « il fleurit là où il est vu avec indulgence ».

Contrairement à une opinion répandue dans les cercles in- vestis de la politique, M. Cusson croit que la « certitude » d'être arrêté fait réfléchir les délinquants, car- mina les fuit hâtives les condamnations à répétition.

Avec la morale et la peine, la justice est le troisième pilier de la sagesse, selon M. Cusson. C'est cette sagesse qui retient l'indi- vidu de s'écarter du droit che- min. Contrairement à une idée elle aussi répandue, le délinquant ne serait pas insensible aux va- leurs de justice, en raison, en particulier, de la prohibition uni- verselle du meurtre et du vol, dé- montrée par de nombreuses études. Partageant ces valeurs communes, le criminel n'aurait donc rien d'un être à part.

M. Alain Peyrefitte, qui pré- face ce livre, y voit un encourage- ment à la politique qui fut la sienne au ministère de la Justice, même s'il l'exprime discrète- ment. En réalité, le débat politi- que français, illustré par la que- relle Peyrefitte-Badinter, est égaré par des préoccupations de M. Cusson. Ce qu'il critique, c'est une certaine criminologie américaine plus tournée vers le traitement thérapeutique du dé- linquant que vers la sanction. C'est cet état d'esprit qui est à l'origine de l'incertitude dans les peines indéterminées, dans les- quelles M. Badinter lui-même voit une aberration : selon ce système, le condamné reste en prison tant qu'il n'a pas été « rééduqué ».

Pour schématiser les positions de chacun, qui sont en réalité beaucoup plus nuancées, M. Cusson croit à la responsabi- lité de l'individu, tandis que M. Badinter — et le gauche avec lui — insiste sur la responsabi- lité de la société. Vieux débat au- quel se ramène en définitive ce li- vre après des détours qui en sont la vraie richesse.

BERTRAND LE GENDRE.  
\* Maurice Cusson, Le Contrôle social du crime. Presses universi- taires de France, 342 pages, 180 F. Frédéric Gascas a rendu compte du précédent livre de M. Cusson, *Delinquants, pourquoi ?* dans le Monde daté 20-21 septembre 1981.

كتاب النجلى



# Le Monde étranger

## AFRIQUE

### Le conflit saharien

(Suite de la première page.)  
Ce n'est donc pas un hasard s'il a pris sur lui de déplaire à Rabat en recevant à Addis-Abeba, M. Mohamed Abdelaziz, président de la R.A.S.D., et en rédigeant avec ses collègues mauritaniens et éthiopiens la résolution adoptée par le sommet de l'O.U.A.

La Tunisie, qui bénéficie sur tous les plans de sa réconciliation avec l'Algérie, se sent désormais mieux assurée face aux visées unitaires ou subversives - de la Libye et plus incertaine à pousser le Maroc à accepter un compromis avec le Front Polisario pour favoriser la naissance du Grand Maghreb qu'elle n'a cessé d'appeler de ses vœux. Elle sait, au demeurant, comme tous les États intéressés, que le référendum d'autodétermination au Sahara occidental risque fort de ne pas avoir lieu ou de n'avoir aucun sens s'il n'est l'aboutissement de négociations directes entre belligères.

On ne saurait ignorer, non plus, le colonel Kadafi qui est prêt à broiller les cartes pour régler ses comptes. Ainsi n'a-t-il pas pardonné au président Haïdalla de n'avoir pas entériné l'union mauritano-libyenne promise à Tripoli au début de 1982 par son premier ministre, M. Boudjara, aujourd'hui en prison. On affirme à Nouakchott que le « guide de la révolution libyenne » a d'ailleurs tenté à deux reprises de persuader l'ancien président Ould Daddah - « qui a refusé », souligne-t-on - de reprendre le pouvoir avec l'aide de Tripoli. C'est pour combattre de telles menées et pour maintenir à la tête du mouvement sahraoui des dirigeants qui lui soient fidèles, que l'Algérie a contrarié les ambitions sahariennes, voire africaines, de son « allié » libyen.

En se rendant récemment à Rabat où il n'était pas allé depuis 1969, le colonel Kadafi souhaitait inquiéter le Front Polisario qui ne l'a pas soutenu jusqu'au bout dans sa querelle pour obtenir la présidence de l'O.U.A. Il voulait aussi montrer à Alger qu'il conserve des atouts dans le jeu maghrébin et qu'il peut lui aussi, pour défendre ses intérêts, rassembler des alliés jugés décevants, quitte à pratiquer des politiques apparemment contradictoires mais toutes mises au service de son rêve d'« États-Unis du Sahara » : discuter avec Hassan II, inciter les Sahraouis à se montrer intransigeants dans une négociation ou encore les pousser à s'unir à la Mauritanie, voire à prendre le pouvoir à Nouakchott.

#### Le rôle d'Alger

Dans cette partie d'une rare complexité où tous les fils s'enchevêtrent et les coups bas fréquents, le rôle de l'Algérie demeure cependant déterminant : plus que tout autre État, elle peut aussi bien favoriser la paix que rallumer la guerre : elle vient de le prouver en donnant un feu vert, au moins implicite, à l'attaque de Lemsiyad par le Front Polisario après une accalmie de plus de dix-huit mois. Dans la phase actuelle du conflit, le rôle de l'Algérie est de maintenir le Maroc dans une négociation ou encore le pousser à s'unir à la Mauritanie, voire à prendre le pouvoir à Nouakchott.

Pour rencontrer Hassan II le 26 février dernier, le président Chaddi avait toujours posé comme condition que le souverain reconnaisse d'une façon ou d'une autre le Front Polisario. C'est pourquoi, peu après ce tête-à-tête qui semblait s'être déroulé sans condition préalable, Algériens et Sahraouis ont eu intérêt à faire savoir qu'une « rencontre secrète » avait bien eu lieu à Alger entre des dirigeants du Front et une délégation marocaine comprenant MM. Boucetta, ministre marocain des Affaires étrangères et chef de l'État, et le ministre du Grand Maroc, Driss Basri, ministre de l'Intérieur, et Reda Guedira, conseiller du roi.

Ainsi, en obtenant cette satisfaction de principe et en proclamant qu'aucun conflit ne l'opposait au Maroc avec lequel elle normalisait ses relations, l'Algérie laissait face à face Marocains et Sahraouis comme seuls belligères, situation enfermée par l'O.U.A. Toute négociation supposant des concessions réciproques, qu'elle donne en échange ? Dans un premier temps, elle a pu faire valoir que depuis la chute de Gueata Zemmour, au sud du Sahara occidental, en octobre 1981, elle avait persuadé le Front Polisario de s'entreprendre aucune attaque d'envergure. Destinée à favoriser un accord négocié, cette accalmie avait aussi pour but de calmer les États-Unis et de limiter l'aide massive qu'ils ont accordée au Maroc après l'attentat de chars et de fusées soviétiques d'origine libyenne, à Gueata Zemmour.

Sans doute aussi a-t-elle obtenu de la R.A.S.D. qu'elle s'abstienne de participer au sommet de l'O.U.A. en échange de la reconnaissance officielle du Front Polisario comme interlocuteur. Enfin, elle a toujours dit qu'elle s'entreprendrait entre les deux négociateurs pour favoriser un compromis,

laissant entendre qu'elle s'emploierait à persuader les Sahraouis de se montrer « réalistes ». Mais sous peine de trahir les principes qu'ils défendent et de perdre toute crédibilité dans le tiers-monde, les Algériens doivent sauver les apparences et ne peuvent « poligrander dans le dos » le Polisario. Ils ne manquent pas, néanmoins, de moyens de pression, l'un d'eux consistant à rappeler les erreurs commises par ses dirigeants à l'instigation de la Libye.

Au cœur de ces critiques figure la proclamation même de la République sahraouie en tant qu'État. Elle a singulièrement gêné la diplomatie algérienne depuis sept ans. En effet, celle-ci avait obtenu du Comité de libération de l'O.U.A., réuni à Maputo, qu'il recommande à l'unanimité la reconnaissance du Front Polisario comme mouvement de libération. Cette recommandation devait être entérinée à une confortable majorité par le conseil des ministres de l'organisation siégeant à Addis-Abeba du 26 au 28 février 1976. Apparaissant, l'Espagne avait annoncé qu'elle se retirerait du Sahara occidental à cette date et qu'elle transmettrait l'administration - et non la souveraineté - du territoire au Maroc et à la Mauritanie.

C'est pour combler le « vide juridique » découlant de ce départ que les dirigeants sahraouis voulaient proclamer la R.A.S.D. Boumediène leur avait alors dépêché deux émissaires (1) afin de les mettre en garde contre les inconvénients d'un « gouvernement provisoire » constitué prématurément et leur demandant, en tout cas, de différer leur décision jusqu'à ce que le Front soit reconnu par l'O.U.A. La proclamation de la R.A.S.D. avait été cette procédure - à la grande satisfaction des Marocains qui la redoutaient - et ce n'est que le 22 février 1982 que le « 5<sup>e</sup> État » a été admis au sein de l'O.U.A. dans ces circonstances fort controversées. En privé, les dirigeants algériens ne manquent pas de constater que Hassan II a profité de ce laps de temps pour améliorer son audience internationale et consolider son emprise sur le « triangle sahraoui ».

En public, les Algériens défendent unanimement une position fondée sur des principes. En privé, toutefois, les responsables se divisent en deux tendances. Les tenants de la première estiment que le roi n'a d'autre solution que d'en finir avec ce conflit et de favoriser la coopération maghrébine pour sauver son trône en établissant une situation économique et financière devenue insupportable au fil des ans. Ils rappellent que l'Arabie Saoudite, principal bailleur de fonds du royaume, dispose de moins de liquidités, et soulignent qu'ils persuaderont le Front Polisario de consentir à Rabat des avantages appréciables dans les domaines des phosphates et de la pêche.

L'Algérie, quant à elle, mettrait dans la corbeille le gazoduc de l'Onass, au lieu de la relater directement à l'Espagne par la Méditerranée - solution onéreuse, qui a la faveur de la firme américaine Bechtel chargée des études que dirigeait naguère le secrétaire d'État américain M. Schultz - le conduit passerait par le Maroc qui bénéficierait, tout comme la Tunisie, grâce au gazoduc de l'Est, de réductions en devises et de paix à un tarif avantageux. Les Marocains pourraient également être associés à l'exploitation du fer de Gara Djebilet, dans le sud algérien, et à d'autres projets.

Les tenants de la seconde tendance estiment toutefois que ces avantages risquent d'être lointains et que le roi a besoin de résultats concrets immédiats pour lâcher du lest. Hassan II ayant déclaré le 26 février : « laissez-moi le drapeau et le timbre et tout le reste négociable », ils imaginent une solution de type Sud-Soudan qui avait permis aux Anya-Nya d'obtenir une large autonomie et de conserver leur propre armée. Un accord du même genre pourrait même, ajoutent-ils, reconnaître aux Sahraouis « le droit à la sécession ». Toutefois, à l'heure où le président Nemery remet en cause les avantages accordés aux Anya-Nya, on voit mal les Sahraouis se laisser tenter par une telle solution. Cette dernière supposerait, en outre, des négociations directes et Hassan II vient de dire qu'il n'en voulait pas. On peut enfin se demander quel profit réel l'Algérie tirerait d'un tel arrangement, à moins qu'il ne s'agisse d'une manœuvre tactique destinée à apaiser les Marocains. Pourtant, le seul fait que des responsables algériens aient pu imaginer un tel compromis est, en soi, un élément nouveau.

Au Maroc aussi, derrière une unanimité de façade, les positions sont moins figées qu'il n'y paraît. Certes, les chefs de partis politiques défendent toujours aussi vigoureusement la politique de tout ou rien. Mais la population est lasse de subir l'insécurité pour « quelques arpent de sable » et la plupart des hommes d'affaires dé-

ploraient que les millions « engloutis dans ce désert » n'aient pas été investis dans « le Maroc utile ». Enfin, quelques hommes politiques qui tiennent à garder l'anonymat se demandent s'il n'est pas temps, le roi ayant refait l'unité autour de sa personne, d'arrêter une solution de repli pour assurer la pérennité du trône. Mais quelle serait alors l'attitude de l'armée ? N'accepterait-elle pas, en dernier recours, un partage qui conserverait au Maroc le « triangle utile » à l'exploitation duquel pourrait être associée une R.A.S.D. installée sur le reste du territoire ?

Six semaines après le sommet de l'O.U.A., la situation semble à nouveau gelée entre l'Algérie et le Maroc, tandis que le Front Polisario prend l'Afrique à témoin de sa bonne volonté et des tergiversations de Rabat. « Il ne reste à l'O.U.A. qu'à tirer les conclusions qui s'imposent. Ou bien elle se résigne ou bien elle assume ses responsabilités et considère le Maroc comme rebelle à ses résolutions », a déclaré M. Ibrahim Hakim, « ministre sahraoui des affaires étrangères. Désormais l'espérance de voir la mise en œuvre qui peut et doit prendre avec la participation des Nations unies toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'exécution correcte » de la résolution votée à Addis-Abeba. Le casse-tête saharien est loin d'être terminé.

PAUL BALTA.

(1) Il s'agit du colonel Slimane Houtan et de M. Hadj Yalla, actuel ministre de l'Intérieur.

■ M. Fadel Ismail, représentant du Front Polisario à Paris, a déclaré, dans un communiqué publié mercredi 20 juillet, que « pour la première fois, des hélicoptères Gazelle, équipés de missiles antichar Hot et une partie des trois cents blindés VAB livrés récemment (en avril) par la France au Maroc, ont fait leur apparition lors des combats de Lemsiyad ». M. Ismail s'étonne que la France « conforte le roi dans son intransigence... en mettant généreusement à sa disposition experts, armes et munitions ».

### Tchad

#### Trente soldats gouvernementaux auraient été exécutés par les rebelles près d'Abéché

De notre envoyé spécial

N'Djamena. - Les forces gouvernementales ont découvert près d'Abéché, dans l'est du pays, un charnier vieux d'une dizaine de jours et contenant une trentaine de cadavres, a annoncé jeudi 21 juillet, le ministre de l'Information, M. Soumaïla. Trois corps ont été identifiés : il s'agissait du lieutenant Bira et des sous-lieutenants Nguetigongar et Dalgalo, des officiers sudistes ralliés à M. Hissène Habré et qui se trouvaient à Abéché lors de l'éphémère occupation de la ville par les rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddei, les 10 et 11 juillet.

Selon le ministre de l'Information, les rebelles, employant des « méthodes barbares » et « ne respectant pas les lois de la guerre », ont « froidement exécuté » une trentaine d'hommes, parmi lesquels une majorité d'officiers et de sous-officiers originaires du Sud. M. Soumaïla rend directement responsables

### Maroc

■ Le tribunal de première instance de Rabat a annulé mercredi 20 juillet l'élection de vingt-deux des trente-neuf membres d'un des conseils municipaux de la capitale marocaine, élu en juin.

Le tribunal, dont la décision peut être contestée en appel, a jugé que certains bureaux de vote avaient été irrégulièrement constitués.

L'annulation vise l'élection de onze membres de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), le principal parti d'opposition, et celle de candidats de deux formations de la coalition gouvernementale, l'Union constitutionnelle et l'Institut. (Reuter.)

### Tunisie

Fondé en 1881

#### LE LYCÉE CARNOT PASSE SOUS TUTELLE TUNISIENNE

(De notre correspondant.)

Tunis. - Fondé en 1881, avant le Protectorat français, par les Pères blancs, le lycée Carnot de Tunis passera sous tutelle tunisienne à partir de la rentrée de septembre et deviendra le lycée Bourguiba. Les documents relatifs au transfert du plus ancien établissement d'enseignement français de Tunisie, dont les modalités avaient été mises au point lors de la visite à Tunis, en janvier, de M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, ont été signés récemment par l'ambassadeur de France, M. Gilbert Peyrol, et les autorités tunisiennes.

Établissement pilote à vocation biculturelle, au fonctionnement duquel participera la France, le lycée Bourguiba sera plus particulièrement destiné à préparer des jeunes Tunisiens, sélectionnés parmi les meilleurs, aux concours d'entrée aux grandes écoles françaises. Priorité sera donnée à l'enseignement scientifique, mais une section littéraire est également prévue. Pour la première rentrée, six classes équivalentes à la sixième fonctionneront avec cent quatre-vingt élèves. Cinq professeurs français et enseignants aux côtés de maîtres tunisiens. A la rentrée de 1984, aux classes de sixième viendront s'ajouter celles de cinquième et de quatrième, et le nombre d'enseignants français passera à dix. En 1987, le lycée aura étendu son cycle jusqu'aux classes de terminale, avec la participation d'une quarantaine d'enseignants français.

La transformation du lycée Carnot n'a nécessité l'intégration de quel que cinq cents élèves français, tunisiens et étrangers qui le fréquentaient encore cette année au sein d'un autre établissement de mission culturelle française dans la capitale, à Mutuelleville, et dont les locaux ont été agrandis.

MICHEL DEURÉ.

## Michel Albert

### Après "Le pari français"

# Un pari pour l'Europe

#### L'Europe est sur la pente du déclin

La croissance de l'économie européenne est tombée de 4,5% depuis 1973 à 0% depuis 1981.

Entre 1973 et 1981, la production industrielle n'a progressé que de 6% en Europe contre 76% aux USA et 26% au Japon.

On a créé, depuis 1974, cent fois moins d'emplois dans la CEE qu'aux États-Unis.

L'absence d'un vrai Marché Commun en matière de commandes publiques et de recherche-développement coûte à chaque Européen l'équivalent d'une semaine de revenu par an.

La CEE ne peut guère espérer une croissance supérieure à 2% dans les années 80. Les chômeurs risquent d'être 20 millions en 1990, (contre 12 millions aujourd'hui).

La dépendance de l'Europe est encore plus forte pour l'électronique que pour la pétrole. Elle rate la 3ème révolution industrielle.

Entre 1970 et 1982 les impôts et cotisations sociales ont augmenté 2 fois plus vite dans la CEE qu'aux USA.

#### Le redressement de l'économie européenne demeure possible

Une politique économique concertée au niveau de la CEE, bénéficierait d'un multiplicateur d'efficacité communautaire de 1,5 à 2 pour la balance extérieure, de 2 à 4 pour la croissance. C'est considérable.

Un supplément de 1% de croissance commun à l'ensemble de la CEE pendant 3 ans suffirait - sous certaines conditions - à renverser les perspectives.

Les pays de la CEE déclinent à eux seuls le tiers des réserves en devises du monde et près de la moitié des réserves d'or. Quant aux dettes propres de la Communauté elles sont insignifiantes.

En matière de recherche, les pays de la CEE disposent ensemble, de moyens bien supérieurs à ceux du Japon mais ils sont utilisés en ordre dispersé, donc gaspillés.

## Michel Albert

# UN PARI POUR L'EUROPE

Seuil

## L'Histoire immédiate au Seuil



# EUROPE

## Espagne

### M. Felipe Gonzalez relance le dialogue avec le gouvernement autonome basque

De notre correspondant

Madrid. - Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a longuement reçu le jeudi 21 juillet, au palais de la Moncloa, à Madrid, le chef du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikotzea. Les deux hommes, qui se rencontrent pour la première fois dans l'exercice de leurs responsabilités, ont cherché à mettre un terme à la détérioration constante des relations entre les administrations de Madrid et de Vitoria.

L'autonomie basque traverse sa phase la plus difficile depuis le début de la transition vers la démocratie, affirmait-il y a quelques jours M. Garaikotzea. L'arrivée du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) au pouvoir à Madrid, en décembre dernier, avait pourtant suscité un grand espoir au pays basque. La gauche ne semblait-elle pas davantage en mesure d'assurer la pacification de cette région tourmentée et de mener à son terme la politique de transfert d'attributions aux différentes administrations régionales ? Sept mois plus tard, rien ne va plus entre les socialistes et les nationalistes - tant les modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque), qui contrôlent le gouvernement de Vitoria, que les radicaux de la coalition Herri Batasuna, proches de l'E.T.A. militaire.

La liste des récriminations est longue des deux côtés. Le P.N.V. reproche aux socialistes d'avoir pratiqué un transfert d'attributions au Pays basque, prévu par le statut de Guernica, approuvé par référendum en 1979, et qui est censé parvenir à son terme cette année (1). Des critiques importantes ont encore fait l'objet d'un accord, comme la sécurité sociale, l'emploi ou la politique universitaire. Les désaccords techniques recouvrent souvent des divergences de fond, comme dans le domaine de la sécurité sociale, où le P.N.V. demande la constitution d'une caisse particulière pour le Pays basque - ce qui, aux yeux du P.S.O.E., rompt le principe de solidarité entre régions en matière de prestations sociales.

Le P.N.V. critique également la présentation par le gouvernement d'une série de projets de loi organique qui, en définissant de manière exhaustive les prérogatives de l'administration centrale dans de nombreux domaines (éducation notamment) réduisent d'autant celles qui pourraient être octroyées aux régions. Selon le P.N.V., qui considère que les « nationalités historiques »

(Pays basque, Catalogne, Galice) ont droit à une autonomie plus large que les autres régions (ce que contestent les socialistes), on assiste à un véritable « nivellement par le bas », des prérogatives des différentes administrations régionales.

Les griefs ne sont pas moins nombreux de la part du P.S.O.E. Ce dernier accuse en particulier le P.N.V. de maintenir une attitude ambiguë face à la violence de l'E.T.A. militaire, qui n'a pas cessé depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir : le gouvernement de Vitoria saut utiliser l'agitation du terrorisme pour obtenir davantage de concessions de l'administration centrale, affirme-t-on à Madrid.

Selon les socialistes, le P.N.V. aurait refusé plusieurs transferts d'attributions partielles en exigeant d'abord un accord global. Il s'agirait pour les nationalistes de maintenir une « stratégie de la tension » à l'approche des élections régionales qui auront lieu au Pays basque au printemps prochain, et qui prendront une fois de plus l'aspect d'un duel P.N.V.-P.S.O.E. Soumis à une surenchère de la part d'Herri Batasuna, qui entend récupérer l'électorat nationaliste déçu par l'attitude du gouvernement socialiste, le P.N.V. se doit de montrer qu'il sait lui aussi être inflexible à l'égard de Madrid.

Sur le plan national, le gouvernement socialiste, qui dispose d'une solide majorité au Parlement, peut être tenté de jouer la fermeté à l'égard des nationalistes, alors que son prédécesseur centriste devait rallier des « voix régionales » afin de gouverner.

Pourrait une solution définitive du problème basque, indispensable pour consolider la démocratie en Espagne, passer par un accord entre les deux forces majoritaires dans la région (aux législatives d'octobre, au Pays basque le P.N.V. avait obtenu 32 % des voix et le P.S.O.E. 29 %). Bien des préventions devront, pour cela, être surmontées entre socialistes et nationalistes, prompts aujourd'hui à se qualifier respectivement de « jacobins intrusants » et d'« indépendantistes novateurs ».

THERRY MALINIAK

(1) C'est à Guernica, cité historique de la Biscaye, où Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique avaient juré de respecter les libertés des Basques, que le gouvernement centriste de Madrid avait, en 1979, signé un « statut » marquant le point de départ du renouveau de l'autonomie de la région.

## Italie

### Le cabinet Craxi est assuré d'une majorité de cinq partis

De notre correspondant

Rome. - Le président de la République, M. Sandro Pertini, a élargi, dans la soirée du jeudi 21 juillet, le secrétariat général du P.S.I., M. Bettino Craxi, de former le premier gouvernement de la neuvième législature. Celui-ci commence ce vendredi ses consultations afin de s'assurer une majorité et d'élaborer la liste des membres de son cabinet. M. Craxi, à la sortie de son entretien avec le président de la République, a souligné qu'il s'emploierait à reconstituer l'ancienne majorité de centre gauche à cinq et qu'il exécuterait « la signification et la nature des aspirations qui se sont déjà manifestées », c'est-à-dire en particulier celle des communistes.

Habitué à des crises gouvernementales qui s'étaient en longueur et à des formations de cabinet qui prenaient des semaines - qu'on se souvienne du premier gouvernement de la législature précédente, l'opinion publique italienne est quelque peu surprise par la rapidité et la facilité avec lesquelles s'est opéré ce choix. Certes, le président de la République n'aime pas que les crises s'éternisent et souhaite raccourcir le temps : cette fois, il n'a même pas demandé vingt-quatre heures de réflexion avant de prendre sa décision. Il reste que l'évidence avec laquelle s'est imposée la désignation de M. Craxi a de quoi surprendre.

Il s'est écoulé quatre ans depuis que M. Craxi a obtenu, en juillet 1979, un mandat analogue de la part du président de la République. Le P.C.I. avait alors reconnu qu'il s'agissait d'une nouveauté de grande importance : c'était, en effet, la première fois depuis la chute du fascisme qu'un socialiste était appelé à la présidence du conseil. Mais la démocratie chrétienne grignotait des dents et, quinze jours plus tard, M. Craxi déclarait forfait. Cette fois, il a assurément de meilleures cartes en main, en raison de l'affaiblissement de la D.C., qui a été plus en position de s'opposer à un cabinet socialiste, mais y voit, au contraire, un moyen d'éviter un bas-

culement du P.S.I. du côté des communistes.

Lors de leurs entretiens avec le chef de l'Etat, les communistes ont réaffirmé leur opposition à une reconstitution de la majorité à cinq (démocratie chrétienne, socialistes, républicains, libéraux et sociaux-démocrates) qu'ils estimaient avoir failli. Ils ont fait valoir, en revanche, que les résultats des dernières élections autorisent la formation d'un gouvernement rejetant la démocratie chrétienne dans l'opposition. M. De Mita, pour sa part, a proposé au président de la République, sans trop y croire, les noms de trois démocrates-chrétiens (M.M. Andreotti, Fanfani et Rognoni), mais il l'a surtout assuré de sa « disponibilité » à une désignation de M. Craxi. Les petits partis latents ont fait de même, le P.S.D. allant plus loin en proposant M. Craxi.

Une « disponibilité » des partis de l'ancienne majorité à la formation d'un cabinet Craxi semble aller de soi. Et pourtant, au regard de leurs résultats électoraux médiocres par rapport à ce qu'ils attendaient, les socialistes n'ont aucune prérogative à faire valoir pour revendiquer la présidence du conseil. Elle leur arrive cependant sur « un plateau d'argent » parce que personne n'est en mesure de l'exiger et parce que, compte tenu des difficultés, personne ne la veut vraiment pour l'instant.

PHILIPPE PONS.

Le semaine de manifestation pacifique n'a commencé mardi 19 juillet devant la future base d'euro-missiles à Comiso (Sicile). Environ trois cents manifestants italiens et étrangers, auxquels s'étaient joints des députés du parti communiste et de l'extrême gauche, ont, pendant plusieurs heures, bloqué les entrées de l'aéroport militaire sur lequel sont en cours les travaux, demandant lieu à des accrochages avec les forces de l'ordre. (Corresp.)

## LA FIN DE L'ETAT DE SIEGE EN POLOGNE

### Le général Jaruzelski :

#### « L'anarchie ne reviendra plus »

A Varsovie, le général Jaruzelski, en concluant la session de la Diète, a estimé que les « cinq cent quatre-vingt-cinq jours difficiles » de l'état de guerre avaient permis la création « des conditions nécessaires d'une renouveau ». Il a affirmé que « l'anarchie ne reviendra plus en Pologne » et que toute « activité contre l'Etat serait punie aussi sévèrement que pendant l'instauration de la loi martiale ». Il a ajouté : « Ce fut une période orageuse. Il y a trop de haine dans les regards. Il est temps de se servir les mains. Cela ira mieux demain qu'aujourd'hui. L'espoir revient en Pologne ».

Dans la partie de son discours consacrée aux relations internationales, il a affirmé que « les ultimatum de l'étranger, adressés à la Pologne presque chaque semaine, ne sauraient influencer son gouvernement ». Après avoir reproché aux Etats-Unis d'avoir pris la tête de la campagne antipolonaise et constaté que les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi mauvaises, le chef de la junte s'est dit prêt à les « normaliser » sur des bases d'égalité, d'intérêts mutuels et de respect des accords.

La loi « sur les règlements juridiques particuliers en temps de crise socio-économique », qui se substitue jusqu'au 31 décembre 1985 à la législation de l'état de guerre, n'a pas été adoptée à l'unanimité. Trois députés sans parti, connus pour leur indépendance d'esprit, se sont abstenus : MM. Romuald Bukowski, un sculpteur de Gdynia, Karol Malczynski, un ancien journaliste, et Ryszard Reiff, ancien président du groupe catholique Pax limogé de cette présidence au lendemain de la proclamation de l'état de guerre.

### Des mesures qui n'ouvrent pas la voie à un compromis

(Suite de la première page.)

La normalisation à laquelle on assiste est un retour à la norme institutionnelle d'un pays communiste mais dans une situation politique en tout contraire à celle d'un régime totalitaire.

On pourrait donc penser qu'on en reviendrait, comme sous M. Giersek, à une coexistence relativement pacifique entre le pouvoir et l'opposition, à cette différence fondamentale près que l'opposition n'est plus marginale mais reconnue par le pays entier. Ce n'est en fait autrement le cas, car les autorités ne sont pas disposées à tolérer quoi que ce soit qu'elles soient à même d'empêcher. A l'état de guerre a immédiatement été substitué jeudi une loi sur les règlements juridiques particuliers en temps de crise socio-économique - applicable jusqu'au 31 décembre 1985.

Cette loi élargit encore le pouvoir de discrétion de l'exécutif sur le sort des salariés contestataires et le fonctionnement de l'auto-gestion dans les entreprises et les universités. Elle autorise également le gouvernement à dissoudre une direction régulièrement élue d'une association légale - mesure dont l'Union des écrivains pourrait bien être bientôt la première victime. Les officiers placés à des postes de responsabilité dans les appareils de l'Etat, du parti et de l'économie, resteront en place. Un amendement à la Constitution y a introduit la notion d'« état d'exception » (d'un maintien plus strict de l'insurrection de l'état de guerre) et, pour qu'aucune ambiguïté ne subsiste, le général Jaruzelski a déclaré jeudi devant la Diète : « Toute tentative d'activité anti-Etat sera réprimée avec la même sévérité que pendant l'état de siège. Il ne doit pas y avoir d'illusion de ce sujet ».

On peut le croire sur parole : il ne s'agit pas là de mots, mais cela ne signifie pas pour autant que, concrètement, rien ne serait changé dans le paysage politique. Amarcé en décembre dernier avec la « suspension » de l'état de guerre, le retour du régime à la vie civile est devenu bien réel avec la dissolution du conseil suprême de salut national (WRON) et l'annonce par le général Jaruzelski de sa démission, d'où la fin de l'année, du poste de ministre de la défense. Le premier secrétaire premier ministre ne sera ainsi plus ni président d'une junte militaire ni même chef d'une armée qui va, a-t-il annoncé, « passer en deuxième ligne ».

Cela implique deux choses : premièrement, que le numéro un polonais et son équipe estiment avoir redonné, sous leur férule, une cohésion suffisante à l'appareil dirigeant du parti pour pouvoir désormais exercer leur autorité sans boucher.

## Union soviétique

LES SEPT MEMBRES DE L'ORGANISATION ÉCOLOGISTE GREENPEACE - six Américains et un Canadien - arrêtés lundi 18 juillet par les autorités soviétiques, à Loria (Sibirie-Orientale), pourraient être remis dans les prochains jours à leurs gouvernements respectifs, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales à Moscou. L'agence Tass a confirmé cette « bonne volonté » du gouvernement soviétique jeudi 21 juillet dans la soirée. (A.F.P.)

## POUR LEVER LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES

### Le président Reagan attendra la libération des prisonniers politiques

Après l'annonce officielle de la levée de l'état de guerre en Pologne, le président Reagan a déclaré qu'un « changement superficiel » ne serait sans doute pas suffisant pour conduire à une levée des sanctions économiques américaines à l'encontre de ce pays. Les sanctions y pourraient être levées, a-t-il précisé, que si, entre autres, les détenus politiques étaient libérés et les syndicats à nouveau autorisés. « Nous allons juger sur les faits plutôt que sur les paroles », a-t-il ajouté.

A Londres, cinq cents hommes politiques, syndicalistes, artistes et intellectuels britanniques ont lancé jeudi à la Chambre des communes un appel au général Jaruzelski en faveur de la libération des sept dirigeants de Solidarité et des cinq membres du KOR (Comité d'auto-

défense sociale, qui avait prononcé sa propre dissolution en septembre 1981). Incarcarés depuis quatorze mois et en instance de jugement, cet appel, soutenu par le parti travailliste, l'alliance libérale-social-démocrate et divers pacifistes, estime que ces hommes devraient bénéficier, eux aussi, de la nouvelle loi d'amnistie, car leur condamnation « porterait un coup majeur à tout processus international d'apaisement et de réconciliation ».

A Moscou, où l'agence Tass a annoncé sans commentaire la levée de l'état de guerre, les dirigeants soviétiques ont publié le message adressé à MM. Jablonski et Jaruzelski à l'occasion de la fête nationale. Ils s'y félicitent du « développement multiforme des relations soviéto-polonaises ». Ils rappellent que pour les deux pays, l'alliance politico-défensive multilatérale du pacte de Varsovie joue « un rôle déterminant dans la garantie de leur sécurité ». Enfin, ils affirment que « la communauté de buts » des deux partis communistes a apporté « des résultats tangibles dans l'économie, la culture et d'autres domaines de la vie sociale » des deux pays.

### PARIS APPELLE VARSOVIE A PRENDRE EN COMPTE TOUTES LES ASPIRATIONS DE LA POPULATION

Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré vendredi 22 juillet en fin de matinée, à propos des mesures prises à Varsovie : « Le gouvernement français accueille avec satisfaction l'annonce de la libération de certains prisonniers politiques polonais. Il se réserve d'apprécier cette mesure en fonction de son étendue réelle. Pour le reste, il constate que la levée de l'état de siège s'accompagne de l'adoption de nouvelles dispositions juridiques coercitives. »

« Solidarité du peuple polonais, la France appelle les autorités de Varsovie à une politique de réconciliation nationale qui prenne en compte toutes les aspirations de la population. »

Pour sa part, pour M. Claude Cheysson il faut en dire « un moment de réflexion » pour savoir si « la légère amélioration par rapport à la situation qui prévaut depuis le 13 décembre 1981 » devrait être prise en compte « dans l'examen des dispositions prises [par la France] pour dénoncer les excès qui ont été commis » depuis l'instauration de la loi martiale. De l'avis du ministre français des relations extérieures, on reviendra en Pologne « à peu près à la situation des années 79-80 », ce qui est « incomparable avec ce qui avait pu espérer et même ce qui avait été obtenu à partir d'août 1980 ».

BERNARD GUETTA.

## AMÉRIQUES

### Brésil

#### LA « GRÈVE GÉNÉRALE » DU 21 JUILLET A SURTOUT AFFECTÉ SAO-PAULO

La grève générale décrétée par les syndicats brésiliens pour le jeudi 21 juillet n'a connu un certain succès qu'à Sao-Paulo. Encore n'a-t-elle affecté que les entreprises industrielles, et très peu le secteur tertiaire, alors que l'ordre initial d'arrêt de travail était parti des organisations d'employés.

Selon M. Joaquim Santos de Andrade, président du syndicat des métallurgistes de la banlieue industrielle de Sao-Paulo, 90 % des activités auraient cessé dans la grande métropole. En revanche, le ministre du travail, M. Murillo Macedo, a estimé que, pour une grève annoncée comme « générale », l'échec était retentissant.

De fait, en dehors de Sao-Paulo, la grande cité méridionale de Porto Alegre semble avoir été le seul autre lieu où le mouvement ait eu quelque ampleur.

En revanche, des marches de protestation ont été organisées en plusieurs points du pays.

Ces manifestations ont donné lieu à des arrestations : environ quatre cents à Sao-Paulo et ailleurs.

### La situation en Amérique centrale semble diviser l'Internationale socialiste

Diverses déclarations contradictoires semblent prouver l'existence d'un malaise au sein de l'Internationale socialiste au sujet de l'Amérique centrale. La situation actuelle de cette région avait été évoquée au cours d'un dîner qui réunissait à Madrid au début du mois de juillet, en l'absence de représentants français (le Monde du 12 juillet), quatre membres de cette organisation, dont MM. Felipe Gonzalez et Willy Brandt.

La parution dans l'International Herald Tribune du lundi 18 juillet d'un article faisant état d'une lettre d'avertissement adressée à cette occasion par l'Internationale socialiste au gouvernement sandiniste a entraîné la réaction de M. Jacques Hunzinger, chargé des relations internationales au parti socialiste. « Il semble bien, a-t-il déclaré jeudi 21 juillet au cours d'une conférence de presse, qu'il n'y ait pas eu de lettre envoyée au gouvernement de Managua. Si cette lettre existait, le parti socialiste ne s'y reconnaîtrait pas. »

Un communiqué de la présidence espagnole a cependant confirmé, jeudi, l'existence d'une lettre, et précisé que celle-ci avait été signée par

les quatre membres de l'Internationale socialiste présents à Madrid. Cela infirmerait l'hypothèse d'un simple message privé de M. Gonzalez au gouvernement sandiniste. « Nous nous étonnons d'un tel procédé », a déclaré M. Hunzinger. On remarque que le parti socialiste a attendu trois jours avant de répondre à l'article de l'International Herald Tribune.

M. Hunzinger a, d'autre part, affirmé le soutien du parti socialiste aux récentes propositions du groupe de Contadora, tout en restant très sceptique sur leur réelle efficacité. « Ni le Nicaragua ni les Etats-Unis ne sont décidés à mettre en œuvre les principes définis par le groupe de Contadora, a-t-il déclaré. Nous condamnons le plan de déstabilisation délibérément orchestré par Washington. Mais nous estimons que le Nicaragua pourrait faire un geste en faveur d'une réduction de la tension dans la région, notamment en matière d'acheminement d'armes. »

« Nous comprenons que à tout le monde, a-t-il ajouté, mais on ne peut avoir de position différente sur l'Afghanistan et sur le Nicaragua. »

PROC

Il demandera affirmé  
à ses bombardiers

Nouveau

محسان النحل



# PROCHE-ORIENT

# ASIE

## Liban

### M. Gemayel affirme que son pays «ripostera» si les bombardements syriens continuent

Tandis que les tirs d'artillerie, de provocation syrienne ou druze, sur des agglomérations chrétiennes de la périphérie de Beyrouth, se poursuivent. Le président Amine Gemayel a déclaré, jeudi 21 juillet, à Washington, où il est en visite officielle, que le Liban riposterait si la Syrie continuait à bombarder Beyrouth et ne retirait pas ses troupes du territoire libanais. « J'ignore quand la Syrie cessera de commettre de tels actes terroristes. Mais je sais une chose, si elle n'arrête pas, qu'il s'agit de bombardements ou d'autre chose, les bombes retomberont sur Damas », a-t-il dit.

Si les négociations sur le retrait des quarante mille soldats syriens du Liban échouent, « nous n'hésiterons pas à prendre entretemps toutes les mesures adéquates pour protéger notre peuple et l'intégrité de notre pays », a ajouté le chef de l'Etat. Le Liban est « prêt à négocier » dans ces négociations. Mais il est « franchement stupéfait par le refus de la Syrie de rappeler ses troupes », a-t-il poursuivi. Tous les secteurs dangereux évacués par l'armée israélienne seront occupés par l'armée libanaise. Celle-ci se chargera elle-même des « secteurs chauds », sans l'aide de la Force multinationale de sécurité, mais avec son soutien moral, a dit M. Gemayel.

Un éventuel déploiement de troupes françaises dans la montagne libanaise du Chouf suppose au préalable une demande du président Amine Gemayel, une concertation des pays composant la Force multinationale (entre la France, les Etats-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni) et l'accord des druzes et des chrétiens en guerre larvée dans cette région, a indiqué de son côté jeudi 21 juillet, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson. Le ministre était interrogé, lors d'un entretien accordé à R.T.L., sur la possibilité d'un tel déploiement après la décision israélienne de retirer ses forces de cette région (le Monde du 21 juillet).

La France, a notamment déclaré M. Cheysson, est prête à examiner les besoins du président Amine Gemayel, conjointement avec ses partenaires de la Force multinationale. S'il y a une de-

mande du gouvernement libanais, un vrai besoin, et si enfin les éléments libanais - druzes et phalangistes - dans la région sont d'accord. « Nous n'allons pas étendre le mandat de la Force multinationale pour faire la guerre, mais pour permettre à l'armée libanaise de ramener la paix », a-t-il ajouté, précisant que la France soutient M. Gemayel parce qu'il « représente la chance de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban arabe ».

A Beyrouth, M. David Dodge, citoyen américain, qui avait été enlevé il y a un an alors qu'il exerçait les fonctions de président ad interim de l'université américaine de Beyrouth, a été libéré récemment, a-t-on annoncé jeudi. M. Dodge, examiné par un médecin américain après sa libération, a été jugé en excellente santé. A Washington, la Maison Blanche a exprimé sa gratitude à la Syrie, pour « ses efforts humanitaires » en faveur de la libération de M. Dodge.

A Tripoli, M. Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes loyalistes, a décliné et remplacé, jeudi 21 juillet, les deux chefs ministres du Fatah, dont la nomination avait déclenché en août un mouvement de dissidence au sein de l'organisation. Le commandant Abboud a été désigné comme commandant en chef des forces de l'unité El-Qastal déployées au Nord-Liban, en remplacement de M. Hajj Ismail, et le commandant Alaeiddine Hussein remplacera M. Abou Ajem à la tête de la brigade El-Karam dans la plaine libanaise de la Bekaa.

D'autre part, nous signalons notre correspondant à Tunis, la Ligue arabe va tenter une médiation entre la Syrie et M. Arafat. Le comité de conciliation arabe, qui s'est réuni jeudi 21 juillet durant deux heures à Tunis, a décidé de charger le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Kibbi, de prendre rapidement contact avec le président Assad, ainsi qu'avec le chef de l'O.L.P.

Enfin, l'armée israélienne a pu un prisonnier palestinien et en a libéré deux autres en réprimant mercredi 20 juillet une révolte dans le camp de détention d'Ansar.

### LA BANQUE MONDIALE ET SEPT PAYS INDUSTRIELISÉS ENVISAGENT D'OCCTROYER A BEYROUTH UN PRÊT DE 230 MILLIONS DE DOLLARS

La Banque mondiale et un groupe de sept pays industrialisés envisagent d'octroyer au Liban un prêt de 230 millions de dollars, en 1983, en vue de financer des projets de reconstruction dans ce pays, a annoncé jeudi 21 juillet à Paris M. Mohamed Attalah, président du Conseil libanais de développement et de reconstruction. M. Attalah a fait cette annonce à l'issue de la première conférence internationale sur l'aide à la reconstruction au Liban, qui s'est tenue mercredi 20 et jeudi 21 juillet au siège européen de la Banque mondiale, à Paris.

Des hauts fonctionnaires du Trésor de neuf pays occidentaux (R.F.A., Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Autriche et Pays-Bas) ainsi que des représentants de quatre institutions multilatérales (Fonds saoudien, Banque européenne d'investissement, le P.N.U.D., programme des Nations unies pour le développement et le Fonds monétaire international) ont pris part à cette réunion qui a permis de passer en revue les projets susceptibles d'être financés par les pays industrialisés : réfection du port, du réseau de télécommunications et du système de canalisation de la capitale libanaise, et restauration de l'habitat à Beyrouth et des établissements d'enseignement dans l'ensemble du Liban.

Le montage financier des opérations reste à définir. M. Attalah a déclaré que plusieurs représentants des pays occidentaux présents à la conférence ont indiqué que leurs gouvernements « envisagent une participation » aux opérations de reconstruction, mais à un prix de décision définitive à ce sujet. La France, pour sa part, souhaiterait que sa contribution soit prélevée sur le crédit de 1 milliard de francs qu'elle a alloué en 1983 au Liban.

## DIPLOMATIE

### Présentation de lettres de créance à l'Elysée

M. Mitterrand a reçu, mercredi 20 juillet, les lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs.


- L'ambassadeur de Jordanie, M. Hani Al-Khasawneh, né en 1939, est diplômé de droit public de l'université du Caire et titulaire d'un doctorat de l'Académie des sciences économiques et politiques de Bucarest. Entré dans la carrière diplomatique en 1964, il a servi notamment à la mission jordanienne à l'ONU avant de devenir chef de protocole du roi Hussein en 1970. Il a été ensuite ambassadeur en Syrie, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, ambassadeur à Bucarest de 1975 à 1976. Depuis mai 1977, il était ambassadeur de Jordanie en U.R.S.S., représentant également son pays dans d'autres pays de l'Est européen, en Finlande et en Corée du Sud.

- L'ambassadeur du Guatemala, M. Guillermo Putz, est un universitaire de quarante-huit ans, spécialiste de littérature et de linguistique et auteur de plusieurs ouvrages sur la littérature hispano-américaine. Il a été notamment doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université San-Carlos de Guatemala, puis, de 1974 à 1978, ministre de l'éducation. En 1980, il avait été élu vice-président du conseil exécutif de l'UNESCO.

- L'ambassadeur de Guinée-Equatoriale, M. Jesus Els Abame, est né en 1953. Ancien technicien de l'énergie, il est entré dans la carrière diplomatique en 1979 et a obtenu en 1980 le diplôme de l'Ecole diplomatique de Madrid. Depuis 1982, il était chef de protocole au ministère des affaires étrangères de son pays.

M. Mitterrand a reçu également les lettres de créance de M. Reginald Mokheeng Tekatka, ambassadeur du Lesotho, déjà accrédité en République fédérale d'Allemagne et qui réside à Bonn.

Malte n'a toujours pas donné son accord définitif, les ministres des affaires étrangères des pays participants se retrouveront à partir du 7 septembre dans la capitale espagnole pour ratifier le document final. (A.F.P.)



MECANIQUE + ELECTRONIQUE  
PROTECTION  
RENFORCEE

## Chine

### Le Tibet revisité

Le Tibet s'ouvre aux visiteurs, après deux cents ans de quasi-interdiction. Deux au moins des plus grandes agences de tourisme françaises ont un voyage d'une semaine à Lhasa dans leurs catalogues (1).

Du Sikkim, d'où elle s'apprêtait, en 1914, à pénétrer clandestinement sur la « toit du monde », la célèbre voyageuse française Alexandra David-Néel s'indignait de la politique de la Grande-Bretagne visant à créer un immense « périmètre de sécurité » autour du royaume des Indes. Les Anglais, en effet, avaient interdit aux étrangers, outre les territoires adjacents - Afghanistan, Népal, Bhoutan, Sikkim, Assam - le lointain « pays de la haute », séparant la sous-continent de la puissance chinoise. Mais, à dire vrai, le confi-

des groupes de touristes sont autorisés par le gouvernement de Pékin à visiter, à prix d'or, Lhasa et ses environs. Des universitaires français, en particulier des géologues, se sont également vu accorder, au compte-gouttes, des autorisations d'entrée à des fins scientifiques.

Nous avons interrogé deux de ces voyageurs privilégiés, MM. Fernand Meyer et Philippe Blanc, qui ont, l'un et l'autre, à plusieurs reprises, séjourné plusieurs mois dans le « Haut-Pays ». Médecin, le premier a écrit un ouvrage très original, le système médical tibétain (2). Homme d'affaires, passionné par l'Asie himalayenne, le second a rapporté un livre magnifiquement illustré, intitulé Tibet éternel. L'un et l'autre ont pu sortir des sentiers déjà battus par les touristes, et

nue pour responsable de tous les excès de la révolution culturelle. La goutte de la fête a rejoint : le losar, traditionnelle célébration populaire du nouvel an, insupportable du contact culturel bouddhiste, a, de nouveau, connu un vif éclat.

Reste que, ajoute F. Meyer, « lorsque la conversation revient à la période noire, une grande tristesse est perceptible, car les gens mesurent bien tout ce qui a été irrémédiablement perdu ». Les images tragiques du monastère de Rambock, au flanc nord de l'Everest, dynamité en 1980, ou celles de la citadelle de Shigatse, démolie par l'armée chinoise, flottent mélancoliques sur les paysages, les travaux et les jours du Tibet éternel...



leur connaissance de la langue tibétaine leur a permis de franchir l'écran constitué par leurs dévotions chinoises et d'entrer en contact avec des autochtones. Leur témoignage est donc véritablement précieux.

Tout deux confirment, tout d'abord, « la renaissance de la pratique religieuse » après le « cataclysme » qu'a été, de 1966 à 1976, la révolution culturelle chinoise. Particulièrement frappantes à cet égard sont les photos publiées dans « Tibet éternel » : la plus des plus inattendues montre un Tibétain en costume Mao « en train de dresser un drapeau à prières dans une campagne. Il n'est moins surprenant que ces images rapportées du monastère de Koudum Boun, dans l'extrême nord-est du Tibet, montrant des moines imprimant au xylographe des textes religieux, et des novices s'exerçant à souffler dans des radions, ces immenses trompes dont les notes profondes accompagnent les rites bouddhistes. A Lhasa, l'objectif de Philippe Blanc a fixé la prosternation des fidèles, certains très jeunes, devant la Jokhang. Dans la Farkor, la rue qui ceint ce temple très sacré, des marchands, chapeliers à la main, vendent des images pieuses, des textes imprimés des banderolles imprimées de prières...

Dans les campagnes, Fernand Meyer a, pour sa part, vu un peu partout des paysans reconstruire, à partir des débris laissés par les gardes rouges chinois, les petits sanctuaires, les stupas, les « murs à prières » dont s'honorait jadis les abords du moindre village.

Lhasa confirme cette impression de développement séparé. La vieille ville, autour du Jokhang, plus propre que jamais, est le domaine de quelques 30 000 Tibétains. Et, entre elle et la « colline rouge », sur laquelle se dressent les trois étages du Potala, coiffés de toits d'or, les Chinois ont construit, en cordeau, leur propre cité, deux fois plus peuplée, avec son hôpital, ses magasins socialistes, sa poste - tous lieux où l'on ne voit guère d'autochtones. Lhasa fait donc figure de « ville occupée » (Ph. Blanc). Les Chinois considèrent, en général, leur séjour au Tibet comme un purgatoire : « Ce pays est tout ce qu'il n'aime pas : les espèces innombrables, sans arbres, balayés par le vent, avec des maisons-fortresses rébarbatives. Ils ne comprennent pas et, semble-t-il, redoutent ces gaillards exubérants, de moeurs plutôt loistes et au Tibet des vallées, aussi recouverts-ils double soie pour le temps de leur séjour. »

En fait, observent nos voyageurs, « deux pays coexistent au Tibet ». Il y a celui des routes, dont le pays a été doré depuis un quart de siècle : des camions le sillonnent, suivent militaires, conduits par des Chinois ; sur lui veillent, tous les 50 kilomètres, des escouades de « cantonniers » venus de l'intérieur, comme l'on dit, c'est-à-dire de Chine. Et il y a le Tibet des vallées et des plateaux, où « des pasteurs indigènes accompagnent encore le déplacement des troupeaux au pas millénaire des caravanes ». Dans les villages, « on ne rencontre aucun Chinois » ; ceux que l'on aperçoit au hasard des haltes, dans des casernes, dans les rares localités de quelque importance, ne parlent jamais le tibétain ; et rares sont les autochtones, anciens boursiers ou fonctionnaires, qui ont eu l'occasion d'apprendre le chinois, à Pékin ou ailleurs. La grille n'a véritablement pas pris, et l'on ne voit nulle trace de l'urgence d'une « classe moyenne » (si l'on ose dire), qui collaborerait ardemment avec le régime communiste.

augmentation de la population, malgré l'exode et la ségrégation de 1959 : la région autonome du Tibet comptait aujourd'hui 1,9 million d'habitants (4), contre 1,2 million il y a vingt ans.

L'ancien équilibre élémentaire du pays a été rompu, après les famines des années 70 : celles-ci avaient sévi lorsque les autorités de Pékin avaient imposé le remplacement, dans un esprit de planification et d'uniformisation, de la culture de l'orge par celle du blé d'hiver. Les échanges immémoriaux ont repris entre les nomades du nord, qui ont en excès le fameux beurre « rance » dont on agrémentait le thé venu de la Chine depuis des siècles, et les agriculteurs du sud, qui leur envoyaient, à l'échange, cette farine d'orge grillée qui, sur la « toit du monde », sert à la fois de pain, de viande et de légume pour l'ordinaire des jours.

L'un et l'autre voyageurs, enfin, sont revenus fascinés par ce pays « si beau qu'on comprend que les Tibétains l'aient aimé tellement » (F. Meyer). Un pays moins monotone qu'on ne l'imaginait souvent, avec ses vallées méridionales boisées et les immenses steppes herbeuses du nord ; avec ses lointains de montagnes enneigées et ses milliers de lacs crevant la surface du haut plateau ; avec ses printemps verdoyants et ses étés dorés, comme minuscules les champs d'orge ; et, par-dessus tout, ses cieux somptueux, dont l'altitude approfondit l'azur, et qu'a bien fixés la pellicule de Ph. Blanc. Un pays rendu inoubliable par les hommes qui l'habitent : joyeux dans l'épreuve (le chantent tout le temps), observe F. Meyer, hospitaliers dans leur pauvreté et comme l'aurait déjà noté Alexandre David-Néel, « sceptiques et bienveillants, aptes et ironiques », en un mot « détachés » et pourtant assez « fous de Dieu » pour forcer un membre, chinois et marxiste, du gouvernement du Tibet à admettre qu'il est impossible de supprimer la religion, phénomène spirituel que le matérialisme ne peut atteindre » (cité par Ph. Blanc).

JEAN-PIERRE CLERC.

- (1) Les Toits et Kuoni.
- (2) Gao-ba Rig-pa, le Système médical tibétain, par Fernand Meyer, aux éditions du C.N.R.S., 237 pages.
- (3) Tibet éternel, par Philippe Blanc, aux éditions Guy le Prat, 172 pages, 390 F.
- (4) La « région autonome du Tibet » représente 1,2 million de kilomètres carrés. Le « Tibet intérieur », c'est-à-dire les régions de culture tibétaine traditionnelle rattachées directement au territoire chinois (Amdo, Kham oriental), représentent 2,8 millions de kilomètres carrés, et comptent environ 2 millions d'habitants.

Les ministres des affaires étrangères des pays indochinois ont invité les pays de l'ASEAN à négocier sur la base de la résolution sur le Cambodge de la dernière conférence des non-alignés, et non des Nations unies, comme nous avions indiqué par erreur dans le Monde du 22 juillet.

C'est  
dépayçant



... c'est dans le  
guide bleu Périgord

guides  
Hachette

LE SENS DU VOYAGE

TWA vers et à travers les USA

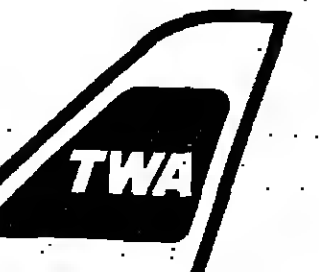
Nouveau

# Moins de 14 jours aux USA ?

## Gagnez plus de 2000 F avec TWA.

Si vous partez à New York pour 7 jours minimum, TWA vous fait économiser 2150 F\*  
Nouveau tarif aller-retour Paris - New York : 4.950 F. Le compte est bon.

Vous plaire nous plaît



\* Tarif normal Economie : 7100 F A/R. Tarif bis : 11.450 F A/R. Nouveau tarif sujet à approbation gouvernementale.



Le Monde

# politique

## LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

### La « leçon » de M. Mitterrand au P.C.F.

Interrogé, mercredi 20 juillet, à l'issue du conseil des ministres, sur le point de savoir s'il avait été question, au cours des délibérations, de la controverse sur les euromissiles et des déclarations faites le veille par le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais - lequel avait affirmé l'absence d'accord avec M. François Mitterrand, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a été montré extrêmement évasif. Il avait renvoyé ses interlocuteurs à la mise au point faite le 14 juillet sur TF 1 par le président de la République.

En vérité, ce mercredi 20 juillet, au lendemain de ses entretiens avec le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, M. Mitterrand avait longuement évoqué cette controverse. Et il l'avait fait en manifestant, selon certains témoins directs, un évident « souci pédagogique » à l'attention des ministres communistes et, par-delà ceux-ci, à l'adresse de l'extrême-gauche du P.C.F.

L'argumentation du chef de l'Etat est, en substance, la suivante : Moi, je soutiens qu'il n'y a pas de missiles américains Pershing en Europe. Mais, pour cela, il faut remédier à l'actuel déséquilibre stratégique qui profite, en Europe, à l'Union soviétique. D'ailleurs, j'avais naguère eu l'occasion, à l'Assemblée nationale, de souligner qu'il n'y a pas d'implantation de missiles soviétiques SS-20. Aujourd'hui, demander que l'on prenne en compte la force nucléaire française parmi celles de l'OTAN, comme la veulent les Soviétiques et les communistes français, cela semble répondre à une considération de simple bon sens. En réalité, ce bon sens cache un gros piège. Parce que, si l'on accepte cette thèse, on offre sur un plateau à Moscou un extraordinaire succès diplomatique et stratégique.

En effet, d'une part, dans la pratique, on laisserait l'arsenal défensif franco-britannique face à l'immense potentiel offensif soviétique, ce qui favoriserait le « découplage » entre l'Europe et les Etats-Unis que souhaitent ceux des Américains qui sont partisans d'un désengagement en Europe ; les pays européens autres que la Grande-Bretagne et

la France seraient alors à la merci totale des Soviétiques. Les Etats-Unis seraient amenés, de toute façon, à se désengager. Qui, en France et en Grande-Bretagne, prendrait le risque d'opposer nos petites forces à l'arsenal soviétique en cas de menaces contre les autres pays européens ?

D'autre part, si la force nucléaire française était dans le décompte des forces de l'OTAN, cela reviendrait à faire glisser le débat U.R.S.S.-U.S.A. vers un débat U.S.A.-France. Cela ouvrirait une faille à l'intérieur de l'OTAN, car si la France persistait alors à vouloir conserver son indépendance, elle ne pourrait plus, par exemple, envisager de construire le moindre nouveau sous-marin nucléaire sans être aussitôt accusée par Moscou, mais aussi par son allié de Washington, de briser l'équilibre en Europe. Quelle belle opération pour l'Union soviétique ! Bref, si les négociations de Genève n'aboutissent pas à une solution raisonnable, il y aura nécessairement implantation de Pershing en Europe, car on ne saurait accepter que la France se soumette.

Les ministres communistes ont enregistré en silence cette démonstration. Chacun a bien compris que le chef de l'Etat demande au P.C.F. d'approfondir sa réflexion. M. Mitterrand espère-t-il qu'au terme de cette « phase pédagogique » la direction du P.C.F. acceptera cette argumentation et la prendra en considération ? « En tout cas, il fait comme si... », disent ceux qui tiennent à ce que cela soit rapporté. Pour M. Mitterrand, il s'agit de prendre acte avec ses partenaires de la majorité. Mais la « leçon » a aussi valeur de mise en garde. Si le « pédagogique » n'a pas affaire à des « dévots » compréhensifs, il faudra bien qu'il en tire « des conclusions », dit-on. Qu'il tienne à ce que cela soit répété, après l'avoir déjà laissé entendre, semble signifier que M. Mitterrand n'exclut aucune hypothèse quant à l'attitude du P.C.F. à la fin de l'année. Du moins, là encore, fait-il « comme si »...

ALAIN ROLLAT.

## LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA MAJORITÉ

### M. Jospin : c'est du seul P.S. que peut venir une vraie difficulté

Dans une interview publiée par le Nouvel Observateur du 22 juillet, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., déclare notamment, à propos de l'attitude de l'opposition d'une part, des partis de la majorité d'autre part : « Le problème n'est pas de savoir si certaines méthodes de l'opposition nous plaisent ou pas mais si elles sont ou non dangereuses pour la démocratie. Je crois qu'en ce domaine la mesure est par-

fois largement passée. Ainsi les attaques scandaleuses, du type de celles des années 30, menées contre le ministre de la justice et son action, ne doivent pas être tolérées. Il ne faut pas oublier qu'il y a une tradition bonapartiste, illégitime, au sein de la droite française. C'est contre ces bouffées boulangistes que la gauche doit mener un combat politique. Et c'est justement ce qui est natif de chercher à convaincre l'opinion qu'il y a risque.

« Mais c'est un problème que je ne dramatise pas. Dans la situation que nous connaissons depuis mai 1981, avec une majorité parlementaire absolue pour le P.S., les seules vraies difficultés ne pourraient venir que des socialistes. La droite peut faire pression, y compris jusque dans la rue, mais elle ne peut compter ouvrir - à moins d'une tentative de type extrémiste - de crise politique majeure comme en 1937. D'un autre côté, une telle crise ne pourrait pas non plus surgir avec la défection des communistes. Défection que je ne crois pas à l'ordre du jour et que je ne souhaite d'ailleurs nullement.

« C'est donc bien du seul P.S. que peut venir une vraie difficulté. Je ne le prévois pas, mais cela doit inciter les responsables et le gouvernement à veiller à l'état de leur propre parti. (...) L'automne sera peut-être une phase de tension Est-Ouest, mais il dépend des communistes et des socialistes français qu'elle soit maîtrisée sur le plan intérieur.

Interrogé sur le recul de la majorité dans les dernières consultations électorales partielles, M. Jospin répond : « Pourrons-nous inverser la tendance à nouveau ? Oui, si nous réunissons notre pari économique et social. Il faudra bien que les milieux économiques acceptent de considérer les socialistes comme des interlocuteurs naturels au niveau national, comme ils le font déjà, depuis de longues années, au niveau local ou régional. Cela ne signifie nullement qu'il faut rêver d'une combinaison politique avec la droite. Ce sera un processus social.

« M. Rodolphe Pesce (P.S.), député de Valence, a été nommé président de la commission nationale pour le développement social des quartiers en remplacement de M. Hubert Dubedout (P.S.).

## A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

### La France ne réintégrera pas l'organisation militaire de l'OTAN souligne M. Charles Hernu

« La France n'appartient pas à l'organisation militaire intégrée de l'OTAN : cet espace de liberté est un phénomène irréversible », a souligné, vendredi 22 juillet en fin de matinée, M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui prononçait, dans les locaux de l'Ecole supérieure de guerre de Paris, une allocution à l'occasion de la séance annuelle de clôture de cette école. Mais, a rappelé le ministre de la défense, qui paraît en présence de représentants du ministère des relations extérieures et du secrétariat d'Etat à la coopération, et d'officiers français et étrangers, attachés militaires et stagiaires, « particulièrement attentifs aux déséquilibres militaires qui existent en Europe et qui ont tendance à s'accroître, nous sommes des partenaires fidèles et à part entière de l'alliance atlantique, y renforçant notre coopération avec les pays membres ».

La politique de défense de la France, a encore souligné M. Hernu, s'inspire logiquement et naturellement d'un cadre de notre politique étrangère, qui prend en considération trois données essentielles : la recherche

« Les ministres de la défense français et britanniques ont constaté, au terme d'un entretien qui a eu lieu jeudi 21 juillet à Paris, une convergence entre leurs deux pays sur le refus de décompter les forces nucléaires française et britannique dans les négociations de Genève, a déclaré M. Charles Hernu, qui rentrait pour la première fois son homologue britannique, M. Michael Heseltine.

« M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a estimé, jeudi 21 juillet, que les déclarations de M. Pinton, secrétaire général de

de la paix dans la liberté comme but principal, l'émergence des pays du tiers-monde, et l'organisation de l'Europe « à laquelle la France consacre depuis longtemps une large part de ses efforts ». « Il en résulte une ferme volonté d'inscrire la sécurité de la France dans celle de l'ensemble européen et donc dans l'alliance atlantique. »

Après avoir déclaré que les moyens militaires de la France lui permettent d'intervenir « dans toutes les aires géographiques qui concernent notre sécurité et celle de nos amis », le ministre de la défense a affirmé : « Rien ne peut être fait de valable, face aux incertitudes des lendemains, si l'on oublie en chemin que la cohérence et la valeur d'une armée reposent sur des équilibres fondamentaux : entre les forces nucléaires et les forces classiques, entre les hommes et les équipements, entre les moyens et les ressources. Nous estimons, pour ce qui nous concerne, que c'est à prix que nous nous sommes fixé le principal qui est de travailler au rapprochement des nations, à l'établissement de la

l'U.D.F., selon lequel la force nucléaire française est « injustifiable moralement » posent « un problème préoccupant mais interne à l'U.D.F. » (Le Monde du 22 juillet).

Il a ajouté : « Il serait bon de savoir quelle est la doctrine officielle de l'U.D.F. en matière de défense. »

Le président de l'Union des jeunes pour le progrès, (jeunes gaullistes), M. Bernard Fournier, s'est montré surpris que le secrétaire général de l'U.D.F. « se fasse indirectement le chantre du pacifisme en une période critique pour la défense de la France ».

« M. Lemoine est venu voir ce que nous avons dans le ventre, mais je lui ai dit que nous nous opposerions à lui », a déclaré M. Michel Renard, maire de Marignol, chef de file de l'opposition, qui est minoritaire au conseil régional, alors qu'elle est majoritaire à l'Assemblée départementale. Le président du conseil régional, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, s'est déclaré satisfait des propositions du secrétaire d'Etat, mais il a attendu pour voir.

FRANÇOIS RENÉVILLE.

### M. DENIAU (U.D.F.) SOUHAITE UNE « ALLIANCE ORGANISÉE » DE L'OPPOSITION

M. Jean-François Deniau, président des clubs Perspectives et Étalités, l'une des composantes de l'U.D.F., écrit dans le numéro de juillet du bulletin de son mouvement : « Dans notre pays c'est l'addition des voix dans une alliance organisée qui permet de l'emporter. C'est donc l'union, davantage que l'unité, qui est le gage de la victoire. (...) Mais l'opposition ne doit pas se présenter seulement comme un cartel électoral. Elle doit donner le sentiment d'être coordonnée de façon permanente. » Évoquant la préparation de l'élection présidentielle, M. Deniau propose « une procédure ou une organisation garantissant dès maintenant que les candidats seront désignés dans l'entente, assurés ainsi, le moment venu, si nécessaire, les reports, en tout cas la victoire. »

[M. Deniau rejoint ainsi les propositions faites à plusieurs reprises depuis mai 1981 par le R.P.R. pour l'établissement d'une « concertation régulière », d'une « plateforme commune » et d'un « code de bonne conduite dictatoriale » entre les formations de l'opposition. Chaque mois, une rencontre a lieu entre les responsables de l'U.D.F. et du R.P.R. - A.P.]

## LA VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT EN VENDÉE

### « Il faut que les Français réapprennent à vivre ensemble » déclare le Président de la République

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. - M. François Mitterrand a effectué, jeudi matin 21 juillet, une visite imprévue en Vendée, en venant découvrir l'usine de confection Big Chief à La Roche-sur-Yon, appartenant au groupe Bidermann (nos dernières éditions du 22 juillet). Cette visite-éclair, tenue secrète jusqu'au dernier moment, a permis au chef de l'Etat de s'entretenir durant une demi-heure avec les ouvriers de l'usine de pantalons et de chemises pour hommes soumises depuis quelques mois à un plan de restructuration particulièrement contraignant. En effet, les ateliers de production de Big Chief à La Roche-sur-Yon n'emploient plus aujourd'hui que quatre cents salariés contre mille en 1975. Conscient d'être venu visiter une entreprise en difficulté, M. François Mitterrand a déclaré que le plan de restructuration du groupe Bidermann, appuyé par le Fonds européen de solidarité et le Fonds national de l'emploi, devait permettre à terme à cette importante entreprise textile de reconquérir le marché intérieur et de jouer un rôle non négligeable à l'exportation.

Pouvant ses brefs entretiens avec les ouvriers par des « Au revoir et bonne chance », le chef de l'Etat s'est montré soucieux de découvrir la réalité telle qu'elle se présente sur le terrain. « Je m'efforce de voyager en France avec des objectifs précis, devait-il indiquer ensuite à l'hôtel de ville. Cela me permet de mieux sentir la réalité des choses. » A l'occasion d'une réception à l'hôtel de ville de La Roche-sur-Yon, le président de la République a évoqué la nécessité de l'unité nationale en ces termes : « Ma raison d'être, en tant que président, conforme à mon propre caractère,

c'est de chercher en permanence les conciliations sans rien renier de mes convictions et de mes objectifs. Il faut que les Français réapprennent à vivre ensemble tout en restant fidèles à ce qu'ils croient ! »

Parlant ensuite de ses ambitions pour la France, M. Mitterrand a notamment déclaré : « J'aperçois des doutes et des hésitations ; cela fait partie de la politique française, à condition de ne pas perdre de vue l'objectif de faire de la France un grand pays, capable de tenir son rang, de tenir tête aux plus puissants, de leur dire « non », ce que nous faisons, d'un côté ou de l'autre, selon les cas, sans nous gêner. »

Le chef de l'Etat a souligné que la politique menée doit, « d'une façon tout à fait légitime, s'exposer à la critique et, donc, être livrée à l'analyse des diverses oppositions, qui doivent être respectées, mais il faut, aussi, rester dans la ligne droite de la politique qui a reçu le consentement populaire. »

A propos de la sécurité internationale, le président de la République a souligné : « La paix reste un objectif essentiel et majeur. La paix ne sera pas préservée, simplement, par le consentement à tout ce que les autres proposent ou par des ambitions hypocritement voilées, tandis que les expansionnistes se perpétuent. » Ce qui n'a pas provoqué de réactions de la part des élus communistes vendéens présents à ses côtés.

En conclusion, évoquant à nouveau les critiques adressées à la politique gouvernementale, M. Mitterrand a ajouté : « Je ne suis ni sourd ni aveugle, moi aussi j'ai appris à lire, j'entends les bruits de la rue. Je sais ce qui se passe ! »

HERVÉ LOUBOUTIN.

## TROIS DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC SONT JUGÉES CONTRAIRES À LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi, le 1<sup>er</sup> juillet, par cent vingt-trois sénateurs et soixante-douze députés de l'opposition, a déclaré non conformes à la Constitution trois dispositions de la loi sur la démocratisation du secteur public, votée définitivement par l'Assemblée nationale, le 30 juin dernier (Le Monde du 2 juillet).

Le Conseil constitutionnel a tout d'abord jugé que le nombre des représentants des salariés dans les entreprises du secteur public ayant moins de deux cents salariés, ne pouvait être fixé par décret (art. 4 - alinéa 2), et qu'il relevait du domaine de la loi.

La deuxième disposition annulée concerne la représentation des actionnaires dans les entreprises du secteur public. La loi prévoyait que le conseil d'administration ou de surveillance comprendrait « le cas échéant, des actionnaires nommés par décret » (art. 5 - 1<sup>re</sup> alinéa). Le Conseil constitutionnel, considérant qu'il n'appartenait pas au législateur de conférer purement et simplement au gouvernement le pouvoir discrétionnaire d'assigner des représentants à des actionnaires privés, a déclaré non conformes les mots « nommés par décret ».

Enfin, le Conseil constitutionnel a annulé une disposition limitant le nombre des représentants des cadres dans les entreprises du secteur public dont le nombre des salariés est au moins égal à mille ou dont le nombre des cadres est au moins égal à vingt-cinq (art. 16 - alinéa 2).

Ces trois dispositions, déclarées non conformes à la Constitution, n'ont pas été jugées incompatibles avec l'ensemble du texte. La loi de démocratisation du secteur public pourra donc être promulguée, mais amputée des dispositions annulées.

### La Lettre de la Nation : juridiquement raison

Dans la Lettre de la Nation du vendredi 22 juillet, Pierre Charpy écrit : « Au moment même où les conflits sociaux s'exacerbent et où la C.G.T. s'emploie à renforcer son emprise sur le secteur public, le Conseil constitutionnel donne raison à l'opposition, qui avait déposé cette loi. Le Conseil constitutionnel, au risque de faire verser quelques larmes au député socialiste qui avait dit le contraire, a choisi celui qui avait juridiquement raison contre le gouvernement qui avait majoritairement gagné. En effet, dans de nombreuses lois, à commencer par la fameuse loi Savary, le gouvernement s'est fait purement et simplement attribuer le pouvoir de prendre par décret des décisions qui ne sont pas inscrites dans les textes votés par le Parlement. Le Conseil constitutionnel refuse cette mécanique. Il a juridiquement raison, et le gouvernement a à même plus les moyens de lui répondre, comme un député socialiste, il y a deux ans, « le droit bourgeois, je m'assieds dessus ! »

## MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

Le numéro trois de la lettre mensuelle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie sera publié dans « Le Monde » du samedi 23 juillet (daté 24-25 juillet)

مكتبة النظم



# Le Monde

## société

### La situation en Corse reste tendue

Une plaque commémorative apposée à Vero (Corse-du-Sud) sur la maison de famille de Guy Orsoni, militant indépendantiste corse, disparu depuis le 17 juin, a été retirée, jeudi 21 juillet, par les pouvoirs publics. La plaque avait été dévoilée le 10 juillet par un commando de l'Armée de libération de l'Arménie (A.L.A.) armée et masquée (le Monde du 14 juillet).

Une cinquantaine de gendarmes et de policiers ont participé à l'opération. La plaque portait notamment l'inscription suivante : « Guy Orsoni, militant F.L.N.C., martyr du peuple corse, assassiné par l'Etat français ». Selon un communiqué de la préfecture de région d'Ajaccio, la plaque a été enlevée en raison du texte injurieux et diffamatoire à l'égard du gouvernement de la République. La Consultation des comités nationaux exprime, de son côté, son « profond dégoût de telles pratiques ». Il s'agit, ajoute-t-elle, d'un acte indigne, car il porte atteinte aux traditions de respect à l'égard des disparus, et la Consultation appelle « tous les Corses à une messe à la mémoire de Guy Orsoni, le 6 août, à Vero ». Au terme de la cérémonie, est-il précisé, « une nouvelle plaque sera apposée ».

● Un attentat à l'explosif a été commis le vendredi 22 juillet vers 0 h 45 dans la commune de Saint-Paul (Pyénées-Atlantiques). Les locaux du syndicat d'initiative ont été détruits par la déflagration. La mairie, installée dans le même immeuble, ainsi que six magasins environnants ont subi d'importants dégâts. Il n'y a pas eu de blessés. Vendredi, en fin de matinée, l'attentat n'avait pas été revendiqué.

### POLICE

#### Les syndicats réagissent aux agressions de Reims et de Belfort

L'assassinat à Reims dans la nuit de 18 au 19 juillet du gardien de la paix Marc Wawrzyniak dont les abaissements ont été célébrés jeudi 21 juillet, suivi à Belfort, le 20 juillet, par des coups de feu tirés sur un autre gardien, M. Christian Grasset, grièvement blessé (le Monde des 21 et 22 juillet), a causé une vive émotion dans les milieux syndicaux de la police.

Dans un communiqué, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui rappelle non seulement les assassinats et les attaques de policiers les plus récentes, mais aussi le meurtre du jeune immigré à la Courneuve et l'attentat d'Orly, déclare que « devant tous ces crimes effectués par armes à feu (elle) interpelle le gouvernement pour la mise en place immédiate d'une procédure d'urgence sur la détention, le port, le trafic et l'acquisition des armes. Elle exige en outre que toutes les mesures soient prises pour que les policiers puissent assurer aussi bien la sécurité des personnes et des biens que la leur ».

Pour l'Union des syndicats catégoriels (U.S.C.) « la démolition et la démobilitation des policiers arrivent à un sommet jamais atteint (...). Il est urgent que les pouvoirs publics s'en rendent compte faute de conduire au chaos l'institution toute entière ».

Enfin la Fédération F.O. de la police « tient à souligner que la position constante qu'elle soutient depuis plusieurs mois, visant à rendre plus strict le régime d'application des peines pour les auteurs de violences graves envers les policiers, trouve malheureusement une fois de plus sa pleine justification ».

### FAITS DIVERS

● Le quatrième malheureux du hold-up contre un garçon blindé le 5 juillet à Tours, qui n'avait pas pu être identifié, serait Gilles Bourgain, trente-deux ans, originaire de Reims, repris de justice déjà condamné pour homicide volontaire et plusieurs vols à main armée. Gilles Bourgain, comme Fortuné Dicars, est mort lors de l'explosion de la fourgonnette utilisée par les malfaiteurs pour prendre la fuite après le hold-up. Christian Darco et Alain Balkom sont toujours dans un état critique au centre des grands brûlés de Lyon.

● Avion contre train : 4 morts. — Un avion de tourisme de l'aérodrome de Tromblaine (Meurthe-et-Moselle) s'est écrasé, le jeudi 21 juillet, en fin d'après-midi, sur le train Strasbourg-Paris à Fontenoy-sur-Moselle. Cet accident, dont les causes ne sont pas encore connues, a provoqué la mort des quatre occupants de l'appareil : Francis Cambou, de Soissons (Aisne), Pascal Verplanke, de Montreuil (Seine-Saint-Denis), Christine Person, de Foug (Meurthe-et-Moselle) et Suzy Saacz, de Toul (Meurthe-et-Moselle). Aucun passager du train n'a été blessé.

● Un garçonnet de douze ans se noie malgré la présence de matras-nageurs. — Jean-Philippe Grosos, douze ans, s'est noyé jeudi après-midi, 21 juillet, à la base de loisirs de Cergy-Neuville (Val-d'Oise), où il était venu avec une vingtaine d'autres enfants, encadrés par deux moniteurs du centre aéré de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Il a été découvert, par un parent, au fond de l'eau alors que personne n'avait remarqué son absence. La baignade est pourtant surveillée en permanence par deux sapeurs-pompiers maîtres-nageurs.

### LES SUITES DE L'ATTENTAT D'ORLY

#### La police française aurait identifié les assassins du diplomate turc de Bruxelles

Un membre du groupe de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) a bien réussi à prendre la fuite avant l'opération lancée, lundi 18 juillet, par les policiers. Mais, contrairement à ce qu'on circulait depuis jeudi, il ne s'agit pas d'un complice présent le 15 juillet à l'aéroport d'Orly pour faire exploser la bombe.

Souner Nanyir, de nationalité turque, est soupçonné d'avoir mis au point le système de minuterie de l'engin explosif que Vardjian Garibedian a reconnu être allé chercher à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), au domicile de la famille Semerci. Il est même plus généralement suspecté d'avoir fabriqué la plupart des systèmes de mise à feu employés dans les attentats de l'ASALA ces derniers mois en Europe et en France, notamment lors de l'explosion qui s'est produite l'été dernier, dans un café de la place Saint-Michel à Paris.

Les policiers s'apprêtent pas trouvé l'Arménien à son domicile de Courbevoie (Hauts-de-Seine) lorsque, samedi 19 juillet, soit deux jours avant les interpellations, ils ont lancé leurs filatures. C'est lui que, pendant sa garde à vue, Garibedian a paru protéger : Souner Nanyir pourrait être, en effet, un personnage aussi important que l'auteur présumé de l'attentat dans la hiérarchie

de l'ASALA en Europe. Farné, comme Vardjian Garibedian, dans les camps d'entraînement du Liban, il est présenté comme un expert en explosifs. Selon certaines informations officielles mais sûres, son appartement de Courbevoie aurait pu accueillir, en août 1982, l'un ou l'autre des membres du commando de la rue des Rosiers. C'est en tout cas autour de sa personnalité que s'établissent les liens éventuels entre l'ASALA et certains extrémistes palestiniens. A son domicile, les enquêteurs de la brigade criminelle ont trouvé un titre de transport établi à un nom de consonance roumaine.

#### La France pour base opérationnelle

Plus vérifiable dans l'immédiat : l'ASALA avait bien choisi la France comme base opérationnelle de sa branche militaire. De Paris sont partis les hommes et les explosifs qui ont frappé ces derniers mois en Europe. De très bonne source, on signale aussi que les deux personnes qui ont assassiné le 14 juillet un agent secret turc à Bruxelles sont parmi les Arméniens que le gouvernement s'apprête à expulser.

Aucune preuve, aucun aveu n'aurait pu être obtenu pendant la garde à vue, mais une première analyse sommaire des pistolets mitrailleurs découverts chez le Semerci pourrait laisser penser que ces armes ont été utilisées pour l'attentat de Bruxelles. De plus, les deux Arméniens suspectés correspondraient aux signalements recueillis par la police belge.

Ces éléments de l'enquête expliqueraient le temps que semble se

donner le gouvernement avant de procéder à l'expulsion des Arméniens, de nationalité turque et iranienne, peut-être une vingtaine, qui sont frappés d'un arrêté, signé par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, depuis le mercredi 20 juillet. Les enquêteurs belges et français ne désespèrent pas, en effet, de confondre les Arméniens soupçonnés. Ils disposent encore pour cela de quatre jours. Au-delà de cette limite, les personnes placées en détention administrative à la préfecture de police, sous le contrôle d'un magistrat instructeur du tribunal de Paris, devraient être soit expulsées, soit relâchées.

La personnalité vraisemblable de ces Arméniens, leur importance présumée dans le monde du terrorisme international, rendent plus délicate la recherche, par le gouvernement, d'un pays d'accueil pour les expulsés éventuels.

Les rapports sur la branche militaire de l'ASALA courent désormais l'Europe entière. Les services de police, à la lumière de l'enquête sur l'attentat d'Orly, confirment leur retard d'information et considèrent que les Turcs et les Iraniens, qui détiennent encore les autorités françaises, ont pu avoir des liens avec l'un ou l'autre des pays du Proche-Orient, sans avoir la fraction la plus extrémiste du mouvement palestinien. Cela pourrait attirer des représailles éventuelles au pays qui accepterait ce cadeau empoisonné de la France.

Cela ne fait pas peur, en tout cas, au gouvernement turc, qui a demandé à la France, jeudi, l'extradition de ses ressortissants.

Ph. Bg.

#### M. GALLO : il aurait fallu une coïncidence extraordinaire pour prévenir l'attentat

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a répondu, jeudi 21 juillet, sur France-Inter, à ce qu'il a appelé « une question de gros bon sens » : pourquoi ne pas avoir arrêté les responsables de l'attentat d'Orly avant qu'ils ne passent à l'acte ? « La police », a expliqué M. Gallo, « surveille un ensemble d'individus suspects, mais il faut une coïncidence extraordinaire ou un hasard tout à fait miraculeux pour que cet ensemble de dossiers et de filatures conduise à faire coïncider la filature et le moment de l'attentat ».

Le porte-parole a ajouté que « la police avait rassemblé, sous la direction de Gaston Defferre, un ensemble d'indications, qui, quand l'attentat s'est produit, ont permis de rattacher dans toute cette population à risque ».

M. Gallo a déclaré que les menaces de l'ASALA doivent être prises au sérieux et qu'une « cellule antiterroriste », qui se réunit au ministère de l'Intérieur, a pris des dispositions, gardées secrètes, tandis que la police « conduit ses investigations, tant en France qu'en accord avec les polices des autres pays européens ».

#### BIZARRE, BIZARRE

La Lettre de la Nation, organe du R.F.R., estime dans son numéro du vendredi 22 juillet que « tout est bizarre » dans l'affaire de l'attentat d'Orly. Elle ajoute : « Quand le ministre de l'Intérieur dit « il est faux de prétendre que la police aurait pu empêcher l'attentat d'Orly car rien ne laissait supposer que les préparatifs de l'attentat étaient en cours », il ment purement et simplement ».

« Nous l'écrivons clairement, et si le ministre de l'Intérieur s'estime démenti par un tel propos nous lui demandons rendez-vous devant les tribunaux. Il a déjà perdu une fois contre nous et, comme chacun sait, bis repetita placent ».

Cependant La Lettre de la Nation conclut : « Mais nous ne souhaitons pas cet affrontement. Nous voulons simplement, comme nous l'avons déjà écrit, que l'homme ou les hommes qui ont sept morts, des milliers de vies et des blessés sur la conscience cessent de nous dire qu'ils ont fait leur devoir ».

#### L'ASALA REVENDIQUE DEUX ATTENTATS COMMIS A TÉHERAN CONTRE LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE FRANÇAISE ET L'AGENCE D'AIR FRANCE

Téhéran. — L'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) a mis à exécution, jeudi 21 juillet, ses menaces contre les intérêts français en perpétrant deux attentats à Téhéran contre la représentation commerciale française et l'agence d'Air France. Vers 23 h 30 locales, deux hommes à moto ont lancé deux grenades contre la représentation commerciale française dans le nord de Téhéran. Les dégâts matériels sont peu importants et le veilleur de nuit n'a pas été blessé.

Moins d'une heure plus tard, même scénario au centre de Téhéran : une grenade de faible puissance était jetée contre la vitrine de l'agence d'Air France depuis une moto. Les dégâts, là aussi, sont minimes.

A la même heure, une alerte à la bombe était déclenchée à l'ambassade de France par la police iranienne, mais les recherches ne devaient rien donner.

Les deux attentats ont été revendiqués peu après par un coup de téléphone au bureau de l'Agence France-Presse dans la capitale iranienne. Un correspondant anonyme, se réclamant de l'ASALA, a annoncé la poursuite de telles actions « contre toutes les représentations françaises à travers le monde », tant que les Arméniens emprisonnés en France ne seront pas libérés. « Le gouvernement français sera responsable de tous les tués, et nos futures attaques seront très, très dures », a déclaré ce correspondant. « Nous exigeons la libération des prisonniers arméniens des bastilles françaises et nous exprimons notre solidarité avec le peuple arménien. Les forces démocratiques et révolutionnaires françaises et le peuple français », ajoute-t-il.

Jeudi 21 juillet au matin, un correspondant anonyme, la même personne semble-t-il, avait lancé un nouvel avertissement au gouvernement français, après celui de lundi, également communiqué à l'A.F.P. de Téhéran. Le correspondant avait alors menacé de « faire couler le sang dans toute la France et aux quatre coins du monde » si les sympathisants de l'ASALA n'étaient pas libérés sur-le-champ. Ces dernières années, l'agence d'Air France à Téhéran avait déjà été deux fois leur cible, mais les dommages avaient été plus importants. La communauté arménienne d'Iran, avec près de deux cent cinquante mille personnes, est l'une des plus importantes du monde. — (A.F.P.)

● Le Syndicat national des pilotes de ligne a rappelé dans un communiqué qu'« il a alerté à plusieurs reprises les directions des compagnies aériennes, et plus particulièrement la compagnie Air France, sur le danger que représentent les colis confiés par des inconnus à certains passagers ». Tout en regrettant « que les mesures nécessaires n'aient pas été prises de façon plus systématique », le syndicat « met en garde les utilisateurs du transport aérien et attire leur attention sur les risques qu'ils prennent et font prendre à l'avion et ses passagers : un occupant des colis non identifiés ».

#### La Turquie attend un changement d'attitude de la France à l'égard des terroristes

De notre correspondant

Ankara. — Les obsèques de Durus Aksoy, attaché administratif de l'ambassade de Turquie, assassiné le 14 juillet dernier à Bruxelles par des terroristes arméniens se sont déroulées dans la capitale turque. Au cours de la cérémonie officielle, M. Turkmen, ministre turc des Affaires étrangères a exprimé « le deuil et l'indignation » d'Ankara devant « cet abominable assassinat », au vu de « ceux qui cherchent un prétexte à leurs crimes en déformant l'histoire et s'emploient à commettre un massacre odieux devant les yeux du monde. C'est cela le véritable génocide ».

Le ministre n'a également mis en garde « certains pays » de la région qui se font « complices des folies arméniennes ». « Qu'ils réalisent que la Turquie est capable de leur infliger des dégâts encore plus lourds », a-t-il dit.

M. Turkmen s'est félicité du « comportement exemplaire » du gouvernement belge, indiquant que ce dernier avait condamné « sans ambiguïté » l'assassinat de Bruxelles. M. Turkmen a rappelé que la Turquie avait toujours averti que les pays qui tolèrent ou se comportent complaisamment à l'égard des menées et de la propagande ter-

roristes sur leur propre sol, parce qu'elles sont dirigées à l'encontre d'autres Etats, deviendront eux aussi, tôt ou tard, la cible du terrorisme. « Ce qui a été malheureusement démontré », a-t-il dit, se référant indirectement à l'attentat d'Orly.

ARTUR UNSAL.

REOUVERTURE DU GOLESTAN DEGUSTATION DE CAVIAR ET SPECIALITES IRANIENNES MAISON DE L'IRAN 225.62.90 65, CHAMPS-ÉLYSÉES.

# Le Monde

DI MANCHE

de l'été

Au sommaire du numéro du 24 juillet

- Portrait imaginaire de... Louise Brooks, par Roland Jaccard.
- Havas ou le bonheur de l'ambiguïté. Enquête de Daniel Schneider.
- Histoire des Français : La Normandie. La Charte aux Normands de 1315, par Philippe Contamine.
- Le flot croissant des eaux usées, par Hubert d'Erceville.
- Entretien : Yves Lacoste, penseur de l'espace, par Christian Descamps.
- Feuilleton : Tentation, par Catherine Ribot. Chapitre V : Aventure sous les tropiques.
- Une page de jeun, avec le « portrait chinois », de Jean-Claude Gaudin.
- Les joies familiales du micro-ordinateur, par Richard Clavard.

Et aussi

Illustration de la semaine : l'École régionale des beaux-arts de Saint-Étienne.

**ELIMINEZ**  
sans produits chimiques  
**MOUSTIQUES**  
et insectes volants indésirables

contrôle breveté utilisant une source lumineuse pour attirer, capturer et détruire les insectes nuisibles. Pour un intérieur de 150 m<sup>2</sup>, 1 appareil suffit. Pour un intérieur de 300 m<sup>2</sup>, 2 appareils sont nécessaires. Fabrication française. Garantie totale 1 an. Prix : 24 900 F. (TVA 20% comprise). Livraison gratuite.

Paris et région : **THIEBAUT**  
30, pl. de la République, 75008 Paris. Tél. (01) 742 28.03

Province : **Désinsecteur B.R.C.**  
50, pl. de la République, 75008 Paris. Tél. (01) 742 28.03

950 F.T.T.C. - France 985 F.  
Documentation B12 sur demande



## SCIENCES

### Quatorze pays étudient l'éventuelle exploitation des ressources minérales de l'Antarctique

Des spécialistes de droit maritime international des quatorze pays membres du traité sur l'Antarctique (1) se sont réunis, du 11 au 12 juillet, à Bonn, dans le cadre d'une session consultative spéciale chargée d'établir un régime juridique pour les ressources minérales de l'Antarctique. Cette session a préparé la douzième réunion consultative du traité sur l'Antarctique qui doit avoir lieu du 13 au 27 septembre 1983 à Canberra.

Le traité sur l'Antarctique, signé à Washington en 1959 par douze pays (la Pologne et l'Allemagne fédérale ont rejoint les « fondateurs » respectivement en 1977 et 1981), ne contient aucun article sur les ressources minérales et vivantes. A l'époque, il n'était pas possible d'envisager l'exploitation de ces ressources, étant donné l'éloignement de la région et les conditions de climat régissant au sud du 60° parallèle sud, c'est-à-dire dans toute la zone couverte par le traité.

Plusieurs pays ont manifesté de l'intérêt pour les ressources vivantes de l'océan Austral. En mai 1980, a été signée une convention pour la protection de la faune et de la flore marines antarctiques à laquelle peuvent adhérer les pays qui le désirent. Cette convention, qui ne définit pas encore de quotas de pêche, marque un début de volonté d'exploiter rationnellement les ressources vivantes et d'éviter toute surexploitation.

Pour les ressources minérales, rien ne semblait pressé. Le continent antarctique, dont 80 % sont recouverts par une énorme calotte glaciaire épaisse en moyenne de 2 000 mètres, est absolument hors de portée des prospecteurs miniers. L'océan Austral semble un peu plus accessible. Mais le plateau continental antarctique est sous 400 à 500 mètres d'eau (contre 200 mètres pour les autres plateaux continentaux du monde) ; une bonne partie de l'océan Austral est gelée au moins dix mois par an, et il est couvert d'icebergs énormes (de la glace d'eau douce descendue du continent).

#### Campagnes scientifiques

L'exploration et, encore plus, l'exploitation des éventuels gisements d'hydrocarbures antarctiques offshore ne peuvent donc être envisagées qu'à long terme, et le délai peut se prolonger pendant quelques décennies. Cependant, les membres du traité préfèrent se doter dès maintenant d'un cadre juridique, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le traité a neutralisé les revendications territoriales de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Norvège, sans les reconnaître ni les nier. Ensuite, l'Antarctique est devenue, comme les grands fonds marins, un Eldorado dont les Etats en voie de développement revendiquent maintenant les « bénéfices » en voulant inclure l'Antarctique dans le « patrimoine commun de l'humanité ». En outre, le traité, qui est entré en vigueur en 1961, doit être renforcé de manière qu'un texte reconduit ou modifié soit prêt.

#### RELIGION

##### Une déclaration de l'épiscopat belge

#### LA DISSUASION NUCLEAIRE EST TOUT AU PLUS UN MOINDRE MAL

Bruxelles (A.F.P.). - Condamnation de la guerre nucléaire, mais soutien à la stratégie actuelle de dissuasion « comme un moindre mal », telle est la position de l'épiscopat belge affirmée dans une déclaration publiée, mercredi 20 juillet, à Bruxelles.

Dans ce document intitulé *Désarmement pour construire*, les évêques belges soulignent que la guerre totale, qu'elle soit ou non nucléaire, ne peut être considérée comme « juste ». « Mais la stratégie actuelle de dissuasion, déclarent-ils, qui ne peut être considérée comme une voie sûre pour une paix stable et véritable, est tout au plus un moindre mal, une solution de détresse strictement provisoire, à maintenir dans les limites les plus rigoureuses. »

Pour les évêques de Belgique, « les problèmes posés par la détention comme par l'implantation de nouvelles armes nucléaires sont certainement parmi les plus complexes » et « les conversations de Genève risquent l'impasse avec la menace d'implantation en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, de nouvelles armes redoutables ».

En 1989. Enfin, les mouvements écologistes ont déjà manifesté bruyamment leur opposition à tout projet d'exploitation de l'Antarctique, notamment pendant la réunion de Bonn et en janvier 1983 à Wellington (Nouvelle-Zélande).

Le plateau continental antarctique était totalement inconnu encore en 1972-1973, jusqu'à ce que le navire de carottes scientifiques *Glomar Challenger* prélève les premiers échantillons du sous-sol. En 1980, les Allemands de l'Ouest ont fait la première campagne de reconnaissance scientifique par méthodes géophysiques (sismique, magnétique, gravimétrie), du côté de la mer de Ross. Pendant l'été austral 1981-1982, une association française regroupant Total, la société nationale Elf-Aquitaine et l'Institut français du pétrole a fait, elle aussi, une campagne géophysique entre la terre Adélie et la mer de Ross. Les Japonais et les Norvégiens auraient « travaillé » sur le plateau continen-

tal antarctique sans faire connaître leurs résultats.

Actuellement, on ne connaît toujours que très peu de choses sur le plateau continental antarctique. Personne de sérieux n'ose même avancer de chiffre précisant la superficie des zones où les sédiments sont épais. On en est au stade tout à fait préliminaire d'essais d'évaluation des potentialités éventuelles du sous-sol.

Cependant, les levés magnétiques semblent confirmer ce que l'on soupçonnait depuis peu : l'Australie aurait commencé à se séparer de l'Antarctique il y a quatre-vingts ou cent millions d'années, et non plus il y a une cinquantaine de millions d'années comme on le croyait depuis environ dix ans.

YVONNE REBEYROL

(1) Afrique du Sud, Allemagne fédérale, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Union soviétique.



## SUR LES SENTIERS DE L'IMAGINAIRE avec le Monde Dimanche de l'été

Pendant l'été, jusqu'au 12 septembre, le Monde Dimanche vous entraîne sur les sentiers de l'imagination, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux thèmes.

#### Portraits imaginaires

Patrick Grainville, Gilbert Lascault, Pierre Bourgeade, Max Gallo, Roland Jaccard, Michel Chailou, Michel Grisolia... rêvent sur des personnages réels du passé : Vergilétorix, Landru, Sade, Conrad, Mirabeau, Manet, Louise Brooks...

#### Tentation

Ce feuilleton inédit de Catherine Rihoit vous emmène au Cocazu avec une jeune journaliste à la recherche d'un grand cinéaste disparu.

#### Jeux d'imagination

Portrait chinois, dictionnaire et fantasmes : une page de jeux avec la collaboration de douze personnalités.

#### La bride sur le cou aux écoles d'art

Les élèves de douze écoles d'art illustrent le Monde Dimanche sur des thèmes qu'ils ont choisis.

#### Et des itinéraires pour le passé :

#### Douze histoires de France

Racontés par douze historiens, des épisodes « exemplaires » qui ont marqué la vie des régions et leur place dans l'entité française.

Ainsi que les enquêtes et chroniques habituelles.

**Le Monde**  
DIMANCHE

## SPORTS

### CYCLISME

### La dix-neuvième étape du Tour de France Van Impe n'a pas inquiété Fignon

Meilleur grimpeur du Tour de France à trente-sept ans : c'est le Belge Lucien Van Impe qui a remporté, jeudi 21 juillet, la dix-neuvième étape contre la montre Morzine-Avoriaz 15 kilomètres avec une descente de 900 m. Laurent Fignon conserve le maillot jaune. Le Néerlandais Willems devient le deuxième du classement général, tandis que Bernaudeau rétrograde à la sixième place.

Morzine-Avoriaz. - Le Tour de France est-il fait pour les rouleurs ou pour les grimpeurs ? On a constaté qu'il s'adressait surtout aux rouleurs complets représentés hier par Hinault et aujourd'hui par Fignon. Cependant, les étapes contre la montre remettent souvent en question le verdict des étapes de montagne, beaucoup plus longues et beaucoup plus nombreuses.

#### De notre envoyé spécial

En quinze kilomètres dans la moraine d'Avoriaz, Jean-René Bernaudeau a perdu le bénéfice des efforts qu'il avait accomplis dans les Pyrénées et les Alpes. En un peu moins de quarante minutes, il a vu s'écrouler ce qu'il avait construit patiemment depuis dix jours, tombant de la deuxième à la sixième place du classement général. L'exercice contre la montre exige un style et une technique qu'il ne possède pas, sans que ses qualités physiques soient en cause. Jacques Anquetil était, autrefois, le maître incontesté de cette discipline très particulière parce qu'il en avait assimilé les finesses. Son directeur sportif, Francis Pébessier, le définissait comme un coureur « qui rejoint tout le monde et ne lâche personne ». Le Normand se montrait en effet insubmersible lorsqu'il poursuivait un concurrent parti plusieurs minutes devant lui. Il savait choisir sa trajectoire, négocier la route et doser ses accélérations en fonction du terrain.

Voilà justement ce qui manque à Bernaudeau. Pénalisé par son coup de pédale accidenté, le routier vendéen

a concédé 3 min. 33 sec. à Van Impe - soit 15 secondes par kilomètre - et 1 min. 49 sec. à Fignon, qui ne l'aurait pas devancé aussi nettement dans le cadre d'une épreuve en ligne, sur un parcours identique. Alors qu'il reste l'un des meilleurs du peloton, trente-quatre coureurs l'ont précédé, parmi lesquels Arnaud, Gagne et de Vos, la lanterne rouge du Tour 82. C'est invraisemblable...

Autre invraisemblance : Kelly, lâché dans tous les cols, a pris la onzième place de l'étape, à deux minutes de Van Impe et devient, de ce fait, septième du classement général, immédiatement derrière Bernaudeau. « On connaît difficilement qu'un homme ayant passé les Pyrénées et les Alpes en catastrophe n'ait finalement que dix minutes de retard », remarquait à ce propos Raphaël Géminiani. Les bonifications dont l'Irlandais a fait une ample moisson faussent en partie les classements.

Sur les pentes d'Avoriaz, le Suisse Gavillet a révélé des talents insoupçonnés. Roche a terminé devant Winnen, tout près de Van Impe. C'est une surprise. Le jeune Espagnol Delgado, défilant la veille,

### DEUX ACCIDENTS MORTELS AU GRAND PRIX DE FRANCE U.L.M.

Deux concurrents du Grand Prix de France U.L.M. (ultra-légers motorisés) ont trouvé la mort, jeudi 21 juillet, au cours de l'étape Saint-Girons-Carcassonne. L'appareil du britannique Steve Hunt, vingt-quatre ans, un triaxial, s'est écrasé peu après le décollage dans le canyon de Rimont (Ariège). Celui du Français Denis Martinache, vingt-deux ans, un quadricycle, a percuté le sol près de la bastide de Séren (Ariège). Les deux pilotes ont été tués sur le coup.

Ces accidents ont porté à trois le nombre des victimes de ce premier tour de France U.L.M. Pascal Dargent s'étant tué au départ de la première étape, le 12 juillet. Une dizaine d'autres appareils ont été contraints à des atterrissages forcés en survolant l'Ariège en raison des turbulences particulières que crée le relief dans cette région.

Comme à la suite de chaque accident grave dans un sport à risques - alpinisme, automobilisme, voile... - la fiabilité du matériel, les normes de sécurité et la formation des concurrents ont été mises en cause. Certains souhaiteraient en effet que la réglementation soit beaucoup plus contraignante alors que les pratiquants risquent leur vie en toute connaissance de cause. C'est ce que pensent les concurrents du Grand Prix de France U.L.M., qui ont décidé de continuer la course jusqu'à son terme, dimanche 24 juillet à Cannes.

A. G.

#### DIX-NEUVIÈME ÉTAPE

(Morzine-Avoriaz)

(15 km contre la montre)

1. Lucien Van Impe les 15 km en 25 min. 2. Winnen à 2 min. 35 sec. ; 3. Roche à 36 sec. ; 4. Winnen à 49 sec. ; 5. Arroyo à 55 sec. ; 6. Gavillet à 1 min. 19 sec. ; 7. Agostinho à 1 min. 28 sec. ; 8. Delgado à 1 min. 37 sec. ; 9. E. Corredor à 1 min. 44 sec. ; 10. Fignon à 1 min. 45 sec. ; 11. Kelly à 2 min. 2 sec. ; 12. Ph. Anderson à 2 min. 4 sec. ; 13. Caritoux à 2 min. 4 sec. ; 14. Vandembroucke à 2 min. 13 sec. ; 15. Lubbarding à 2 min. 13 sec., etc.

#### CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Laurent Fignon 90 h. 53 min. 25 sec. ; 2. Winnen à 2 min. 35 sec. ; 3. Van Impe à 2 min. 48 sec. ; 4. Arroyo à 3 min. 5 sec. ; 5. Alban à 4 min. 11 sec. ; 6. Bernaudeau à 4 min. 52 sec. ; 7. Kelly à 10 min. 37 sec. ; 8. M. Madiot à 11 min. 10 sec. ; 9. Boyer à 14 min. 37 sec. ; 10. Ph. Anderson à 15 min. 19 sec. ; 11. Lubbarding à 16 min. 30 sec. ; 12. Agostinho à 17 min. 21 sec. ; 13. P. Jimenez à 18 min. 13 sec. ; 14. Miller à 18 min. 59 sec. ; 15. Roche à 20 min. 29 sec., etc.

### FAITS ET JUGEMENTS

#### Condamné dans l'affaire de Broglie Guy Simoné est remis en liberté

Guy Simoné, condamné à dix ans de réclusion criminelle, le 23 décembre 1981 par la cour d'assises de Paris pour complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie, a été remis en liberté au mois de mai dernier, apprend-on aujourd'hui, après six ans et demi de détention. Son avocat, M. Roland Dumas, indique que son client a bénéficié de réductions de peine légales accordées aux détenus qui ont fait des études en prison.

Guy Simoné avait passé une licence en droit et commencé à préparer un doctorat. Actuellement, il travaille comme représentant de commerce et met sur pied une association pour venir en aide aux anciens détenus.

● *Le meurtre d'un jeune Maghrébin à Grenoble.* - Après le meurtre d'Ahmed Benkhidi, dix-sept ans, mercredi 20 juillet, à Grenoble (Isère), M. Jean-Michel Baylet, président par intérim du Mouvement des radicaux de gauche, exprime dans un communiqué « sa consternation et se prononce pour l'élaboration d'une politique globale en matière de sécurité. Il est bien clair que les problèmes de sécurité ne peuvent être traités séparément les uns des autres, a noté M. Baylet. Il faut, en connaissance de cause, définir des réponses aussi bien à toutes les formes de violence, à l'embarquement du bruit, à la situation des immigrés et au racisme qu'aux accidents de la route et à ceux du travail ».

#### Installation du Conseil national de prévention de la délinquance

M. Pierre Mauroy, premier ministre, a installé jeudi 21 juillet le Conseil national de prévention de la délinquance, dont il est président (le Monde du 16 juillet). « La lutte contre la délinquance est une cause nationale », a-t-il déclaré, elle implique une politique qui prenne en compte aussi bien les conditions de protection que les contraintes de la vie moderne, l'évolution économique ou la transformation des mentalités familiales ou éducatives. Le Conseil a élu vice-président M. Gilbert Bonnemaison, député (P.S.) de la Seine-Saint-Denis, qui avait présidé en 1982 les travaux de la commission des maires sur la sécurité.

● *Relaxe d'un inculpé dans l'affaire de la rue Dragon, à Marseille.* - Le tribunal de Marseille a relaxé, jeudi 21 juillet, M. Jean-Claude Graf, inculpé de complicité de falsification de documents administratifs après l'explosion, rue Dragon à Marseille le 8 mars, d'une voiture non loin de la grande synagogue. Les papiers d'identité de M. Graf, barman à Avignon, avaient été retrouvés sur les lieux. Leur propriétaire avait toujours affirmé que ses papiers lui avaient été volés.

● *Richard Chanfreau, quarante-trois ans, qui s'est fait appeler « comte de Saint-Germain », s'est donné la mort ou lieu-dit Collobasse, près de Saint-Tropez (Var), avec son amie, M. Paulette Guilli, quarante ans, au moyen d'un tuyau en caoutchouc relié au pot d'échappement d'un véhicule qu'ils avaient loué. Dans une lettre, le couple explique son geste par des raisons d'ordre personnel.*



# ÉDUCATION

## POUR DES LYCÉENS DE CHATEAULIN FINISTÈRE-SUD)

### Devoirs de vacances au Togo

Châteaulin. — Les projets d'action éducative (P.A.E.) chers à M. Alain Savary connaissent une résonance particulière à Châteaulin (Finistère-Sud). Une quinzaine d'élèves du lycée Jean-Moulin et du lycée d'enseignement professionnel agricole viennent de partir pour le Togo. Encadrés par des adultes dont plusieurs professeurs, ils ont choisi de venir en aide — sur le terrain — à la population de deux localités du nord du pays, Bangali et Bessir. Par l'intermédiaire d'une enseignante châteaulinoise dont le mari, conseiller municipal de Saint-Goultz (Finistère-Sud), est originaire du Togo, des liens s'étaient noués entre des lycéens africains et leurs homologues du Finistère. Ils se sont officiellement écrits avec un P.A.E. qui a mobilisé les élèves châteaulinois pendant toute l'année scolaire.

### Cahiers et livres par mètres cubes

Dans des lettres fort bien rédigées en français, souvent émouvantes, les adolescents togolais avaient décrit leurs difficultés, leurs longues marches dans la brousse plusieurs fois par jour — ils n'ont pas de cantine scolaire — pour aller à l'école, leur manque de fournitures, leurs maladies aussi. Leurs dures conditions de vie ont ému l'ensemble des lycéens. Comment atténuer la rigueur sous toutes ses formes

de leur scolarité ? La mise en place d'un P.A.E. a permis de répondre à cette question et à bien d'autres encore.

M. Paul Camière, proviseur du lycée, a fait partager l'apitolement de ses élèves par la population au point de susciter un vaste élan de solidarité dans la vallée de l'Audun. Des fêtes ont permis de rassembler des fonds. Un gasconnet n'a pas hésité à vendre ses hamsters. Plusieurs mètres cubes de cahiers et livres ont été collectés, des bicyclettes en bon état rassemblées. Sollicité par un lycéen, M. Louis La Penec, député du Finistère, à l'époque ministre de la mer, a obtenu qu'une compagnie maritime mette gratuitement à la disposition des lycéens un conteneur qui fut rempli en un tournemain.

Les Togolais du village de Bangali souhaitent aussi une aide technique sur le plan agricole. Gagné à leur cause, le lycée d'enseignement professionnel agricole a battu la campagne pour obtenir du matériel. Un moulin à grain avec un moteur neuf, un poulvaier démontable, une pompe et des outils divers ont pris la mer pour le Togo.

Les lycéens ont rejoint sur place un premier groupe de Châteaulinois dont un médaillon. Avant leur retour prévu pour le 1<sup>er</sup> août, ils ont pour devoirs de vacances l'assemblage du poulvaier, le forage d'un puits et la construction de w.c. publics.

JEAN DE ROSIÈRE.

### Légion d'honneur

#### Ministère de l'intérieur et de la décentralisation

Sont nommés chevaliers, à titre posthume :  
MM. Claude Caiola, brigadier de police et Emile Goudry, officier de paix, mortellement blessés à Paris, le 31 mai, en tentant d'interdire des malfrances.

#### Ministère de la défense

Est promu commandant à titre posthume le général de brigade aérienne Jacques Boichot, tué le 5 avril aux commandes d'un Jaguar de la base de Toul (le Monde du 7 avril).

## Admissions aux grandes écoles

(par ordre de mérite)

● Écoles normales supérieures de Sait-Cloud et de Fontenay-aux-Roses

(section Sciences)

Série Mathématiques. — M<sup>me</sup> et MM. Didier Piau ; Christophe Rahant ; Christian Devaux ; Jean-Y. Ollitrant ; Jean-François Puge ; Jean-M. Samanigo ; Patrick Polo ; Jean-P. Berth ; Hervé Bonnard ; Hervé Laboud ; Ling Forester-Star ; Philippe Laborie ; Georges Vasseur ; Jean-B. Bichler ; Jean-C. Fournier ; Laurent Habsieger ; Dominique Guedes ; Claire Mathieu ; Bruno ; Vincent Granier ; Jérôme Leynier ; Jean-P. Brazier ; Alain Marty ; Dominique Lecamp ; Philippe Lalanne ; Bruno Voisin ; Laurent Ait ; Corinne Dupuy ; Thierry Robert ; Jean-B. Paire ; Jean-Marc Sallières ; Sylvie Person.

Série Sciences naturelles. — Olivier Le Gall ; Pascal Berger ; Jean-Pierre

Ferran ; Patrick Sadoc ; Thomas Lamorier ; Christine Bihen ; Stéphane Claude ; Sophie Dureau ; Bernard Paumelle ; Isabelle Leroux ; Sabine Choquet ; Catherine Marcellin ; Jean-J. Mauchembled ; Philippe Jannet ; François Bontems ; Hervé Bocherens ; Laurence Georgelin ; Jacques Julliard ; Béatrice Durand ; Anne Gonyon ; Philippe Saine ; Myriam Gouzeu ; Thierry Simonneau ; Eric Durand ; Hervé Jactel ; Marie-F. Nigret ; Françoise Cellier ; Dominique Deguy.

Daniel Clement ; Grégoire Sulmont ; François Jouve ; Jean-F. Bensahel ; Anne-Marie Anbert ; Richard Savornin ; Pascal Collin ; Michèle Phelp ; Hubert Segot ; François Rignol ; Patrick Sabourin ; Marc Brunaud ; Elie Younes ; Olivier Laroussière ; Pascal Masset ; Laurent Blanquet ; Virginie Bouillier.

Série Sciences physiques. — M<sup>me</sup> et

MM. Jean-Denis Durou ; Jean Bonnard ; François Claret ; Frédéric Fontaine ; Christophe Raymond ; Florence Gerbier ; Sylvie Berger ; Béatrice Faure ; Françoise Cornu ; Antoine Le Lirzin ; Xavier Ripiche ; Marc Simon ; Eric Prutet ; Thien-Hin Tran-Nhut ; Nathalie Mariel ; Françoise Bargaïn ; Philippe Le Page ; Hubert Haquard ; Pascal Perrier ; Patrick

● École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET)

(section C)

Mmes et MM. Olivier Muzillod ; Gilles Marion ; Sylvain Volaire ; Jean-Christophe Chauzy ; Erwan Kerdreux ; Cassandre Guyot ; Claire Bras ; Anne Ferrer ; Françoise Petrovitch ; Véronique Galois ; Geneviève Troyes ; Fabrice Cogot.

### Au tribunal administratif de Paris

#### Les cours du soir peuvent répondre à un « besoin scolaire reconnu »

Le tribunal administratif de Paris a donné raison, le 7 juillet, à l'école secondaire Saint-Sulpice (établissement privé sous contrat d'association), dans un litige qui opposait celle-ci à l'État. Le jugement a annulé la déclaration préfectorale qui mettait fin à une initiative permettant à des élèves ayant interrompu leurs études de passer le baccalauréat grâce à des cours du soir (le Monde du 17 avril 1980).

Les professeurs de l'école, contrôlés et payés par le ministère de l'éducation nationale, assuraient l'enseignement dans trois classes terminales (philosophie-lettres, économique et social, sciences de la nature), du lundi au vendredi, de 18 heures à 22 heures, et le samedi matin.

Depuis le 22 juillet 1982, le ministère de l'éducation nationale refusait de prendre en charge ces classes du soir, considérant que ces cours relèvent davantage de la formation professionnelle continue. Le tribunal administratif a estimé que cet enseignement, bien que dispensé hors du cadre d'une scolarité secondaire continue, répond à un « besoin scolaire reconnu ».

## Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● Histoire :

M<sup>me</sup> et MM. Brigitte Amat (46<sup>e</sup> ex.) ; Carole Bagdad (42<sup>e</sup> ex.) ; Pascal Balmard (2<sup>e</sup> ex.) ; Yves Billard (16<sup>e</sup> ex.) ; Christophe Bouneau (33<sup>e</sup> ex.) ; Pascal Bruneau (11<sup>e</sup> ex.) ; Olivier Christin (25<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Coquerbert (57<sup>e</sup> ex.) ; Christophe Cordouier (42<sup>e</sup> ex.) ; Laurent Coste (14<sup>e</sup> ex.) ; Eric Durrasse (54<sup>e</sup> ex.) ; Michèle Dechenne (21<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Michel Dequeker (3<sup>e</sup> ex.) ; Gilles Dezerand (21<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Pierre Derrais (50<sup>e</sup> ex.) ; Béatrice Dubois (16<sup>e</sup> ex.) ; Ducoeur (35<sup>e</sup> ex.) ; Anne Dupuy (18<sup>e</sup> ex.) ; Christian Duplat (31<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Pierre Dutail (52<sup>e</sup> ex.) ; Eve Falcon (46<sup>e</sup> ex.) ; Michel Figeac (48<sup>e</sup> ex.) ; Didier Foucault (39<sup>e</sup> ex.) ; Bernard Galnot (3<sup>e</sup> ex.) ; Gilles Garault (57<sup>e</sup> ex.) ; Stéphane Gibert (40<sup>e</sup> ex.) ; Bruno Goyet (54<sup>e</sup> ex.) ; Eric Harman (11<sup>e</sup> ex.) ; Patrick Henriet (13<sup>e</sup> ex.) ; Hervé Ingelbert (7<sup>e</sup> ex.) ; Anne Jollet (30<sup>e</sup> ex.) ; Karim Kalfani (25<sup>e</sup> ex.) ; Bernard Klein (14<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Lardin (9<sup>e</sup> ex.) ; Jean Lavie (48<sup>e</sup> ex.) ; Boris Lecoquer (52<sup>e</sup> ex.) ; Tristan Lecoq (21<sup>e</sup> ex.) ; Sophie Lemerle (51<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Pierre Lopez (35<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Anne Matar (6<sup>e</sup> ex.) ; Yannick Mervel (31<sup>e</sup> ex.) ; Bruno Modica (42<sup>e</sup> ex.) ; Pierre Mondoloni (20<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Christophe Morand (28<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Moreau (9<sup>e</sup> ex.) ; Thierry Nédan (8<sup>e</sup> ex.) ; Denis Pellier (28<sup>e</sup> ex.) ; Liliane Perez (57<sup>e</sup> ex.) ; Eric Picard (40<sup>e</sup> ex.) ; Dominique Pico (34<sup>e</sup> ex.) ; Jacques Poloni (59<sup>e</sup> ex.) ; Christophe Prochasson (14<sup>e</sup> ex.) ; Pierre Regon (27<sup>e</sup> ex.) ; Brigitte Reys (42<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Rioux (19<sup>e</sup> ex.) ; Maryline Richetoff (38<sup>e</sup> ex.) ; Etienne Rouleaux-Dugage (54<sup>e</sup> ex.) ; Claire Sotinel (37<sup>e</sup> ex.) ; Francis Subercase (21<sup>e</sup> ex.) ;

● Lettres classiques :

M<sup>me</sup> et MM. Thierry Alcolombère (13<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Louis Bailly (31<sup>e</sup> ex.) ; Serge Bardet (62<sup>e</sup> ex.) ; Yves Baudelle (16<sup>e</sup> ex.) ; Catherine Bechetti (30<sup>e</sup> ex.) ; Agnès Bédon (36<sup>e</sup> ex.) ; Sophie Bouffier (47<sup>e</sup> ex.) ; Patrick Brault (25<sup>e</sup> ex.) ; Véronique Brumond (18<sup>e</sup> ex.) ; Etienne Bru (45<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Odile Brulat (22<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Pierre Burtin (2<sup>e</sup> ex.) ; Bernard Cailliez (57<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Thérèse Can (52<sup>e</sup> ex.) ; Christophe Carraud (11<sup>e</sup> ex.) ; Suzanne Chabrier (54<sup>e</sup> ex.) ; Thierry Chammet (62<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Claude Clerc (7<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Louis Collé (38<sup>e</sup> ex.) ; Rose-Line Courreau (32<sup>e</sup> ex.) ; Louis Darandière (53<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Thérèse Davidson (26<sup>e</sup> ex.) ; Robert de Mari (10<sup>e</sup> ex.) ; Isabelle Dru (61<sup>e</sup> ex.) ; Sylvie Favriand (43<sup>e</sup> ex.) ; Anne Favrichon (42<sup>e</sup> ex.) ; Luc Fraisse (1<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Hélène François (36<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Marie Fritz (15<sup>e</sup> ex.) ; Joëlle Gerbeau (8<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Clair Girard (29<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Hélène Giraud (3<sup>e</sup> ex.) ; Claude Hervé (28<sup>e</sup> ex.) ; Claire Jaurand (5<sup>e</sup> ex.) ; Corinne Jouanno (6<sup>e</sup> ex.) ; Catherine Kayser (60<sup>e</sup> ex.) ; François Kayser (54<sup>e</sup> ex.) ; Myriam Kissel (31<sup>e</sup> ex.) ; Catherine Klein (12<sup>e</sup> ex.) ; Anne-Marie Lalire (59<sup>e</sup> ex.) ; Jean Lebel (58<sup>e</sup> ex.) ; Annie Le guay (50<sup>e</sup> ex.) ; Françoise Leloup (39<sup>e</sup> ex.) ; Jean-François Louette (4<sup>e</sup> ex.) ; Denis Mariani (48<sup>e</sup> ex.) ; François Martel (27<sup>e</sup> ex.) ; Bernadette Martel (46<sup>e</sup> ex.) ; Dominique Martinelli (24<sup>e</sup> ex.) ; Bernard Mathieu (32<sup>e</sup> ex.) ; Jean Moitry (9<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Louis Molliard (29<sup>e</sup> ex.) ; Emília Ndiaye (48<sup>e</sup> ex.) ; Evelynne Oblin (14<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Marie Payen (40<sup>e</sup> ex.) ; Catherine Palagris (19<sup>e</sup> ex.) ; Marie-Jeanne Rastello (45<sup>e</sup> ex.) ; Jean-Marie Rendu (54<sup>e</sup> ex.) ; Alain Robert (41<sup>e</sup> ex.) ; Renaud Robert (21<sup>e</sup> ex.) ; François Roudaux (17<sup>e</sup> ex.) ; Jean Soyex (19<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Viales (34<sup>e</sup> ex.) ; Pascal Zacharie (34<sup>e</sup> ex.) ;

## Dans le second degré

### LE PLAFOND DES RESSOURCES OUVRANT DROIT A UNE BOURSE EST RELEVÉ

Le Bulletin officiel de l'éducation nationale du 21 juillet publie les barèmes d'attribution des bourses nationales d'études du second degré en 1983-1984. Pour la sixième année consécutive, le montant de la part des bourses allouées aux élèves des collèges sera de 168,30 francs. Pour les élèves qui fréquentent soit un lycée d'enseignement général, soit un lycée d'enseignement professionnel (LEP), le part est fixée à 188,40 francs, c'est-à-dire du même montant qu'en 1982-1983.

En revanche, le plafond des ressources ouvrant droit aux bourses nationales est relevé de 15,5 %. Innovation enfin : désormais, les jeunes de plus de seize ans pourront percevoir eux-mêmes leur bourse si leurs parents ont donné par écrit leur accord. Il s'agit de mettre ces élèves dans des conditions comparables à celles des jeunes du même âge en formation professionnelle qui reçoivent eux-mêmes directement une rémunération.

**C'est culturel**



... c'est dans le guide bleu Grèce, ... c'est pas cher en "Routard" ou en "Jeans" !

**guides Hachette**

bleus de ROUTARD ENJEUX incontournables

LE SENS DU VOYAGE



### Courrèges. Collection Haute Couture. Automne Hiver 83-84.

André Courrèges essayant à Françoise Hardy un modèle de sa prochaine collection.



# CARNET

## Mariages

— Jean-Jacques PAUL

**Marie-Louise OSTHEIMER**  
ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 22 juillet 1983.  
17, rue de Gimbsheim,  
21240 Talant.

## Décès

— M<sup>me</sup> Monique Botella,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Chagnaud, Vincent et  
Christophe,  
ses filles, gendre, petits-enfants et  
arrière-petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Macquart,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Marcel Macquart,  
ses enfants et petits-enfants,  
ses frères, belle-sœur, neveux et petits-  
neveux,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marcel BORTZMEYER,  
née Suzanne Macquart,  
survenue le 27 juin 1983, dans sa quatre-  
vingt-quatrième année.  
La cérémonie religieuse a eu lieu à  
Marseille, l'inhumation à Châteauneuf-  
sur-Meuse, dans l'intimité.  
— La Lyne, traverse de la Rustique,  
13010 Marseille.

— M. et M<sup>me</sup> Gilbert Cury  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François Cury  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Cury,  
ses enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Marie PAUL CURY,  
née Renée Salomon,  
survenue le 18 juillet 1983 dans sa  
quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célé-  
brées le lundi 25 juillet, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Ferdinand des Terres,  
Paris-17<sup>e</sup>, sa paroisse, suivies de l'inhuma-  
tion au cimetière des Batignolles,  
dans le caveau de famille.

236, rue du Faubourg-Saint-Honoré,  
75008 Paris.  
77, avenue de Villiers, 75017 Paris.  
59, rue de Prony, 75017 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Mollandin  
de Boissy et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Raymond Denante, née  
de Boissy, et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Rie,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Bombard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Alice MOLLANDIN de BOISSY,  
née Echevass,  
survenue à Montpellier le 11 juillet 1983,  
dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu dans l'intimité, à Gre-  
noble, le 13 juillet.

« Le Gaul », 38270 Pact.  
20, cours A. Briand, 13150 Tarascon.  
« La Tour d'Ivoire »,  
83100 Toulon-Mourillon.  
« Les Collonges », rue Gabriel-Péri,  
69210 L'Ardèche.

— L'Association d'amitié franco-  
vietnamienne a la douleur de faire part  
du décès de

M<sup>me</sup> Paulette DUPUY-ROQUE,  
membre fondatrice  
et trésorière de l'Association.

La levée de corps aura lieu lundi  
25 juillet, à 7 h 45, 22, rue Braun (Sal-  
pêtrière), métro Chevaleret.  
A.A.F.V., 37, rue Ballu,  
75009 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Fort,  
M. et M<sup>me</sup> André Lebeigneux,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Brullier,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Pierre FORT,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918  
avec palmes.

survenue, le 20 juillet 1983, dans sa  
quatre-vingt-septième année.  
L'inhumation aura lieu, le lundi  
25 juillet, au cimetière de Montpar-  
nasse.

Rendez-vous porte principale, boule-  
vard Edgar-Quinès, à 16 h 45.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> GAUTIER,  
née Suzanne Dérivier,  
journaliste parlementaire (E.R.),  
secrétaire nationale  
de la Fédération nationale  
des anciens de la Résistance,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national  
du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaille de la Résistance,  
croix du combattant volontaire  
1939-1945,  
combattant volontaire de la Résistance.

survenue à Paris, le 21 juillet 1983, à  
l'âge de soixante-sept ans.

De la part de  
M. Maurice Gautier, son époux,  
M. et M<sup>me</sup> Madeleine Juilla,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Issu,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Elisabeth Juilla,  
M. François Issu,  
M<sup>me</sup> Hélène  
et Catherine Issu,  
ses petits-enfants.

M<sup>me</sup> Marie Dérivier, sa mère.  
Et toute sa famille.

La levée de corps aura lieu le lundi  
25 juillet 1983, à 9 h 30, 22, rue Braun,  
Paris-13<sup>e</sup>.

La cérémonie au cimetière de Raps  
à Toulouse, rue des Arce-Saint-Cyprien,  
aura lieu le mardi 26 juillet 1983, à  
11 heures.

Fleurs et couronnes exclusivement au  
cimetière.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Monters,  
75012 Paris.

[Née le 3 avril 1916, à Soyons (Charente),  
Suzanne Gautier, après avoir participé à la  
Résistance, entre à la Radiodiffusion française  
en 1950. Affichée à la chaîne France-Inter, elle  
y fait toute sa carrière comme journaliste par-  
lementaire, puis, dans lequel elle poursuit de  
l'écriture générale.]

— Le docteur Yves Lorho,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Lorho, Thierry  
et Delphine,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Gillet et Olivier,  
Le docteur Yveline Lorho,  
M. Henri Tudy-Lorho,  
M. Ronan Lorho,  
ses enfants,  
Labbé Lorho,  
M<sup>me</sup> Marcel Cormier et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Lorho  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Aurélien Vathonne,  
M. et M<sup>me</sup> Xavier Pauze  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Zita Blanquet,  
Les familles Lorho, Cormier, Pauze,  
Vathonne, Blanquet,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Micheline LORHO.

Les obsèques ont été célébrées, en  
l'église de la Trinité-sur-Mer, le mardi  
19 juillet 1983.

La Trinité-sur-Mer,  
Paris.  
Rennes.  
Port-Louis.  
Antibes.  
Casablanca.

— M. François Piccirillo,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Piccirillo,  
Sandra et Olivier,  
Et toute la famille.  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part de la perte  
cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la  
personne de

M<sup>me</sup> François PICCIRILLO,  
née Lydie Herme,

leur épouse, mère, grand-mère et  
parente,  
décédée le 19 juillet 1983, dans sa  
soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célé-  
brée le vendredi 22 juillet 1983 en  
l'église Saint-Jean-Baptiste du Perreux,  
suivie de l'inhumation au cimetière du  
Perreux.

10, rue du Docteur-Fangeroux,  
94170 Le Perreux-sur-Marne.

— M<sup>me</sup> Daniel Toyon,  
Le docteur Jacques Toyon  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Toyon et leur fils,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel TOYON,

leur époux, père, grand-père et parent,  
décédé le 19 juillet 1983 à Sevran  
(Seine-Saint-Denis), à l'âge de quatre-  
vingt-trois ans.

La levée de corps aura lieu le samedi  
23 juillet, à 9 h 30 précises, au cimetière  
de Villepinte (Seine-Saint-Denis),  
83, rue des Petits-Ponts.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le même jour, à 16 heures, en l'église de  
Segonzac (Charente), suivie de l'inhuma-  
tion au cimetière de Genas (Charente),  
dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, rue Augustin-Thierry,  
93420 Sevran.  
Place de l'Aire-du-Temple,  
16130 Segonzac.

## Remerciements

— Grenoble, Paris, Sillans, Reims.  
M. et M<sup>me</sup> Jean Michel  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Michel et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Fouillet,  
M<sup>me</sup> Yvonne Berthet  
et ses enfants et petits-enfants,  
remercient toutes les personnes qui leur  
ont témoigné leur sympathie et apporté  
leur soutien dans les cruels moments  
qu'ils viennent de traverser lors du décès  
de leur père et frère.

M. Paul MICHAL,  
survécu à l'âge de quatre-vingt-on ans,  
le 6 juillet 1983.

— M. Thomas Querol, son époux,  
M<sup>me</sup> Stella Querol,  
Et M. Laurent Querol,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Céline Querol, ses neveux,  
M<sup>me</sup> Monisterrat Carrion, née Antich,  
M<sup>me</sup> Patricia Fernandez,  
M<sup>me</sup> Pilar Bail,  
Leurs familles et leurs amis,

remercient avec émotion toutes les per-  
sonnes qui, par leur présence et leurs  
messages, se sont associées à leur peine  
lors du décès de

M<sup>me</sup> Antonia QUEROL.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Cartier,  
Christophe et Sylvain,  
remercient très sincèrement toutes les  
personnes qui leur ont témoigné des  
marques de sympathie lors du décès de

M. Marcel VERGON,

leur père, beau-père et grand-père.

**ROBLLOT S. A.**

522-27-22

ORGANISATION D'OSSEQUES

# INFORMATIONS « SERVICES »

## ENVIRONNEMENT

### A. TOULOUSE

## Une péniche pour apprendre la nature

L'Alzau, une péniche de  
30 mètres de long, se refait une  
beauté depuis quelques mois  
dans le bassin de radoub du  
canal du Midi, à Toulouse.  
L'Alzau vient d'être transformée  
de cale en pont : vingt-quatre  
couchettes, un ensemble cuisine  
pour trente repas, une pièce ser-  
vant de salle polyvalente avec  
bibliothèque, projecteurs et  
tables de travail... L'Alzau  
devient ainsi le premier centre  
d'initiation à l'environnement  
existant actuellement en France  
sur une péniche.

L'embarcation a accueilli, le  
18 juillet, vingt-quatre stagiaires  
qui, sur le parcours Toulouse-  
Carcassonne, ont suivi pendant  
cinq jours un stage consacré au  
canal du Midi, à l'histoire du Lan-  
guedoc et à l'architecture de  
cette région.

La mise en chantier de ce cen-  
tre d'initiation à l'environnement  
est une des retombées des  
conventions signées en septem-  
bre 1982 entre l'État et la région  
au cours de la visite du président  
de la République en Midi-  
Pyrénées. Pour concrétiser le  
projet, une association, la  
P.I.E.A.M. (Péniche d'Initiation à  
l'environnement Atlantique-  
Méditerranéen), a été créée avec  
le concours des différents asso-  
ciations d'environnement des  
régions Aquitaine-Midi-Pyrénées  
et Languedoc-Roussillon ; mais  
aussi en liaison avec les adminis-  
trations régionales, les rectorats,  
le parc naturel du Haut-  
Languedoc, le comité économique  
et social de Midi-Pyrénées,  
les services des affaires cultu-  
relles et l'Office de la navigation  
de Toulouse.

Un marinier et son moussu,  
plus deux animateurs, consti-  
tuent le personnel permanent de  
cette entreprise, qui veut, par le  
biais des stages, faire mieux  
connaître les richesses naturelles  
des trois régions traversées par  
la Garonne et le canal du Midi,  
son prolongement naturel vers le  
Languedoc. Il est même prévu  
que l'Alzau poursuivra son  
voyage vers la Camargue en  
emportant le route des étangs  
languedociens. Si ces stages au  
fil de l'eau peuvent constituer  
une parenthèse originale et cultu-  
relle dans des vacances placées  
sous le signe de l'été français, ils  
peuvent également permettre de  
redorer le blason d'un canal qui  
n'a pas su rejoindre à temps, et  
qui ne sert guère aujourd'hui qu'à  
le pleinsance.

GERARD VALLES.

★ Les stages sont payants (950 F  
par personne). Renseignements et  
inscription : C.I.E. Garonne, canal  
du Midi, 8, rue Dode, 31400  
Toulouse. Tél. : (61) 25-82-54.

## DIPLOME D'ÉCOLOGIE À PARIS- VIII

— L'Institut de géographie de  
l'université Paris-VIII propose aux  
étudiants une filière « écologie »  
préparant à un diplôme (D.S.U.)  
d'écologie humaine et appliquée.

★ Renseignements et inscrip-  
tion : Université Paris-VIII, filière  
écologie, Institut de géographie,  
2, rue de la Liberté, 93526 Saint-  
Denis Cedex 02. Tél. 821-63-64,  
poste 1293.

## JEUNESSE

FAMILLES D'ACCUEIL — L'asso-  
ciation A.F.S. Vivre sans frontières  
recherche des familles d'accueil  
bénévoles pour des jeunes lycéens  
étrangers de seize à dix-huit ans,  
venant passer un an en France  
dans un cadre familial et scolaire.

★ A.F.S. Vivre sans frontières,  
69, rue Rochecourt, 75009 Paris.  
Tél. : 285-04-64.

## STAGES

LE PROGRAMME DU CNAM. — Le  
Conservatoire national des arts et  
métiers organise quatre stages de  
formation pendant l'année univer-  
sitaire 1983/1984. Au pro-  
gramme de cet enseignement :  
techniques de mesure et d'évalua-  
tion de la situation du travail ; ana-  
lyse ergonomique des postes de  
travail ; stratégie d'action sur les  
conditions de travail et stage de  
formation d'ergonomiste à pleine  
temps.

Ces stages s'adressent aux in-  
génieurs, médecins, psychologues  
ou administrateurs de l'industrie.

★ M.A. Wisner, laboratoire de  
physiologie du travail et d'ergonomie  
du CNAM, 41, rue Gay-Lussac,  
75005 Paris, tél. : 354-18-27.

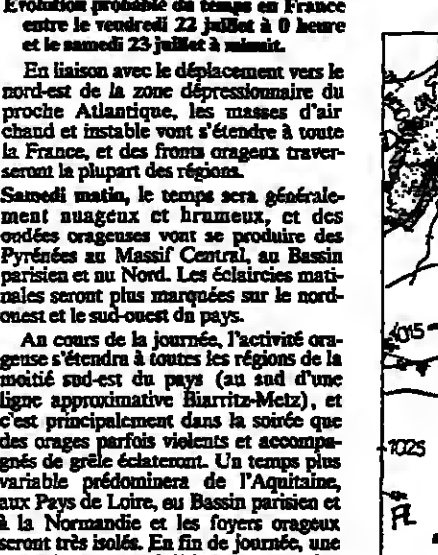
Les mots croisés se trouvent  
page 15.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 22 7 83 À 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 23 7 83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France  
entre le vendredi 22 juillet à 0 heure  
et le samedi 23 juillet à minuit.

En liaison avec le déplacement vers le  
nord-est de la zone dépressionnaire du  
proche Atlantique, les masses d'air  
chaud et instable vont s'étendre à toute  
la France, et des fronts orageux tra-  
verseront la plupart des régions.

Samedi matin, le temps sera généra-  
lement nuageux et brumeux, et des  
ondées orageuses vont se produire des  
Pyrénées au Massif Central, au Bassin  
parisien et au Nord. Les éclaircies ma-  
tinales seront plus marquées sur le nord-  
ouest et le sud-ouest du pays.

An cours de la journée, l'activité or-  
ageuse s'étendra à toutes les régions de la  
moitié sud-est du pays (au sud d'une  
ligne approximative Biarritz-Metz), et  
c'est principalement dans la soirée que  
des orages parfois violents et accompa-  
gnés de grêle éclateront. Un temps plus  
variable prédominera de l'Aquitaine,  
aux Pays de Loire, au Bassin parisien et  
à la Normandie et les foyers orageux  
seront très isolés. En fin de journée, une  
nouvelle zone faiblement pluvio-  
orageuse abordera la Bretagne et la  
Vendée. Les températures seront tou-  
jours élevées.

### Sens d'évolution

pour dimanche 24 juillet

À l'arrière de la zone pluvio-orageuse,  
qui s'éloignera vers l'Allemagne, la  
Suisse et l'Italie, la situation restera  
assez perturbée sur la France : un flux  
de nord-nord-ouest dirigera en effet  
de l'air humide et relativement frais sur-  
tout sur la moitié nord.

### Prévisions pour dimanche

Aléas, Jura, Alpes, régions méditer-  
ranéennes : pluies et orages. Le matin, en  
voie d'atténuation ensuite avec dévelop-  
pements d'éclaircies par l'ouest ; orages  
réduits, en soirée, sur la Corse.

Vendée, Bretagne, Normandie, Bas-  
sac parisien et régions du Nord : nu-  
ageux et très brumeux, en début de jour-  
née, avec petites pluies passagères près  
de la Manche. Rares éclaircies l'après-  
midi dans l'intérieur. Températures en  
baisse.

Aléas : après les brumes et brouil-  
lards matinaux, ciel variable avec éclair-  
cies locales et risques d'orages isolés des  
Pyrénées à l'Aquitaine et au Massif  
Central. Les températures, bien qu'en  
légère baisse, resteront cependant assez  
agréables.

### Bulletin de l'après-midi

de 23 juillet 1983

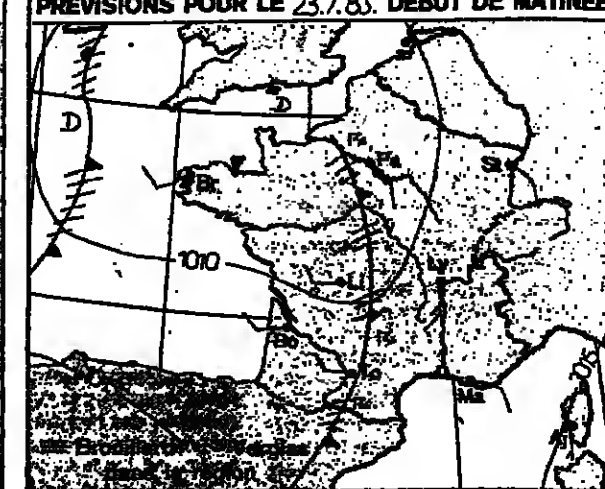
Demain, le temps sera très nuageux  
dès le matin sur les régions proches de  
l'Atlantique, avec des ondées orageuses.  
Les orages atteindront, dans la journée,  
la plus grande partie du pays. Ils épar-  
peront l'extrême sud-est et la Corse, où  
le soleil brillera toute la journée.

Quelques températures minimales  
pour la nuit prochaine :

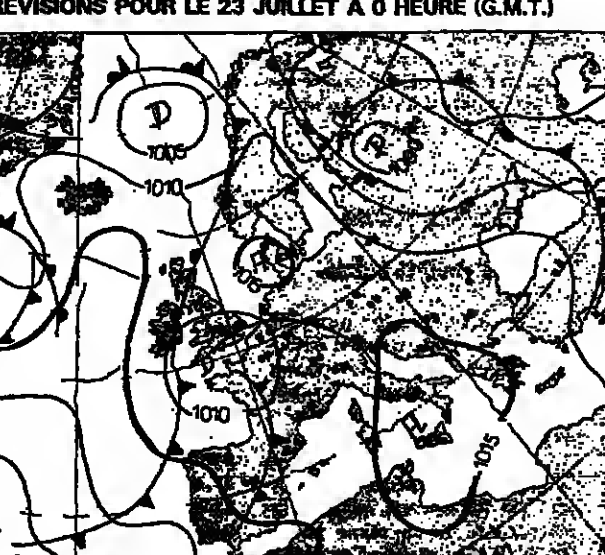
15 degrés à Rouen, Reims et Besançon ;  
16 à Paris et Grenoble ; 18 à Brest et  
Rennes ; 20 à Toulouse, Nîmes et Perpi-  
gnan ; 21 à Bordeaux et Marseille.

Pression atmosphérique réduite au  
niveau de la mer à Paris le 22 juillet à

### PRÉVISIONS POUR LE 23 7 83 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



8 heures : 1015,7 millibars, soit  
761,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre  
indique le maximum enregistré au cours  
de la journée du 21 juillet ; le second le  
minimum dans la nuit du 21 juillet au  
22 juillet) :

Alger, 33 et 20 degrés ; Biarritz, 30  
et 21 ; Bordeaux, 25 et 22 ; Bourges, 31  
et 19 ; Brest, 24 et 17 ; Caen, 27 et 17 ;  
Cherbourg, 19 et 17 ; Clermont-  
Ferrand, 33 et 18 ; Dijon, 30 et 17 ; Gre-  
noble, 34 et 19 ; Lille, 23 et 12 ; Lyon,  
35 et 18 ; Marseille-Marseille, 34 et  
21 ; Nancy, 25 et 11 ; Nantes, 29 et 19 ;  
Nice-Côte d'Azur, 29 et 22 ; Paris-  
Le Bourget, 25 et 14 ; Pau, 30 et 21 ;  
Perpignan, 29 et 22 ; Rennes, 29 et 16 ;  
Strasbourg, 25 et 11 ; Tours, 29 et 19 ;

Toulouse, 34 et 22 ; Pointe-à-Pitre, 32  
et 25.

Températures relevées à l'étranger :  
Alger, 40 et 24 degrés ; Amsterdam, 22  
et 11 ; Athènes, 35 et 24 ; Berlin, 21 et  
13 ; Bonn, 22 et 10 ; Bruxelles, 22 et 11 ;  
Le Caire, 37 et 25 ; Casablanca, 27 et  
20 ; Copenhague, 19 et 15 ; Dakar, 30 et  
26 ; Djakarta, 34 et 22 ; Genève, 32 et 17 ;  
Jerusalem, 27 et 18 ; Lisbonne, 25 et  
17 ; Londres, 24 et 14 ; Luxembourg, 23  
et 12 ; Madrid, 34 et 15 ; Moscou, 21 et  
12 ; Nairobi, 22 et 10 ; New York, 33 et  
20 ; Palma-de-Majorque, 37 et 20 ;  
Rome, 33 et 20 ; Stockholm, 18 et 9 ;  
Tananarive, 39 et 27 ; Tunis, 39 et 22.

(Document établi  
avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du vendredi 22 juillet :

### UNE LOI

• Relative à la sécurité des  
consommateurs et modifiant  
diverses dispositions de la loi du  
1<sup>er</sup> août 1905.

### UN DÉCRET

• Relatif au financement par la  
Caisse nationale d'épargne des prêts  
complémentaires aux prêts d'épar-  
gne logement.

### DES ARRÊTÉS

• Instituant un droit antidum-  
ping sur des produits de la Commu-  
nauté européenne du charbon et de  
l'acier ;

• Relatif à la gestion des carnets  
de change ;

• Portant fixation de certaines  
modalités d'application du décret du  
24 novembre 1968 réglementant les  
relations financières avec l'étranger.

## PARIS EN VISITES -

### DIMANCHE 24 JUILLET

« Château de Maisons-Laffitte »,  
15 h 30, entrée côté parc dans le vesti-  
bule (Caisse nationale des monuments  
historiques).

« La Mosquée », 15 heures, place du  
Fait-de-L'Érmitte (Approche de l'art).

« Salons du ministère des finances »,  
15 heures, 93, rue de Rivoli, M<sup>me</sup> Bar-  
bier.

« Palais-Bourbon », 15 heures,  
8, place du Palais-Bourbon, M<sup>me</sup> Camus.

« L'Académie française », 15 heures,  
23, quai Conti (Connaissance d'ici et  
d'ailleurs).

« La Comédie-Française », 10 h 30,  
entrée place Colette (La France et son  
passé).

« Saint-Denis », 14 h 30, portail cen-  
tral (Lutèce-Visites).

Le Monde des  
PHILATÉLISTES

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 354 F 767 F 900 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque  
postal (ou virement) voudront bien  
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires (deux semaines ou plus) :  
nos abonnés sont invités à formuler  
leur demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à  
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser tous les adresses propres en  
cas de changement d'adresse.

Rendez-

Grandes  
pour le p

CH

CH



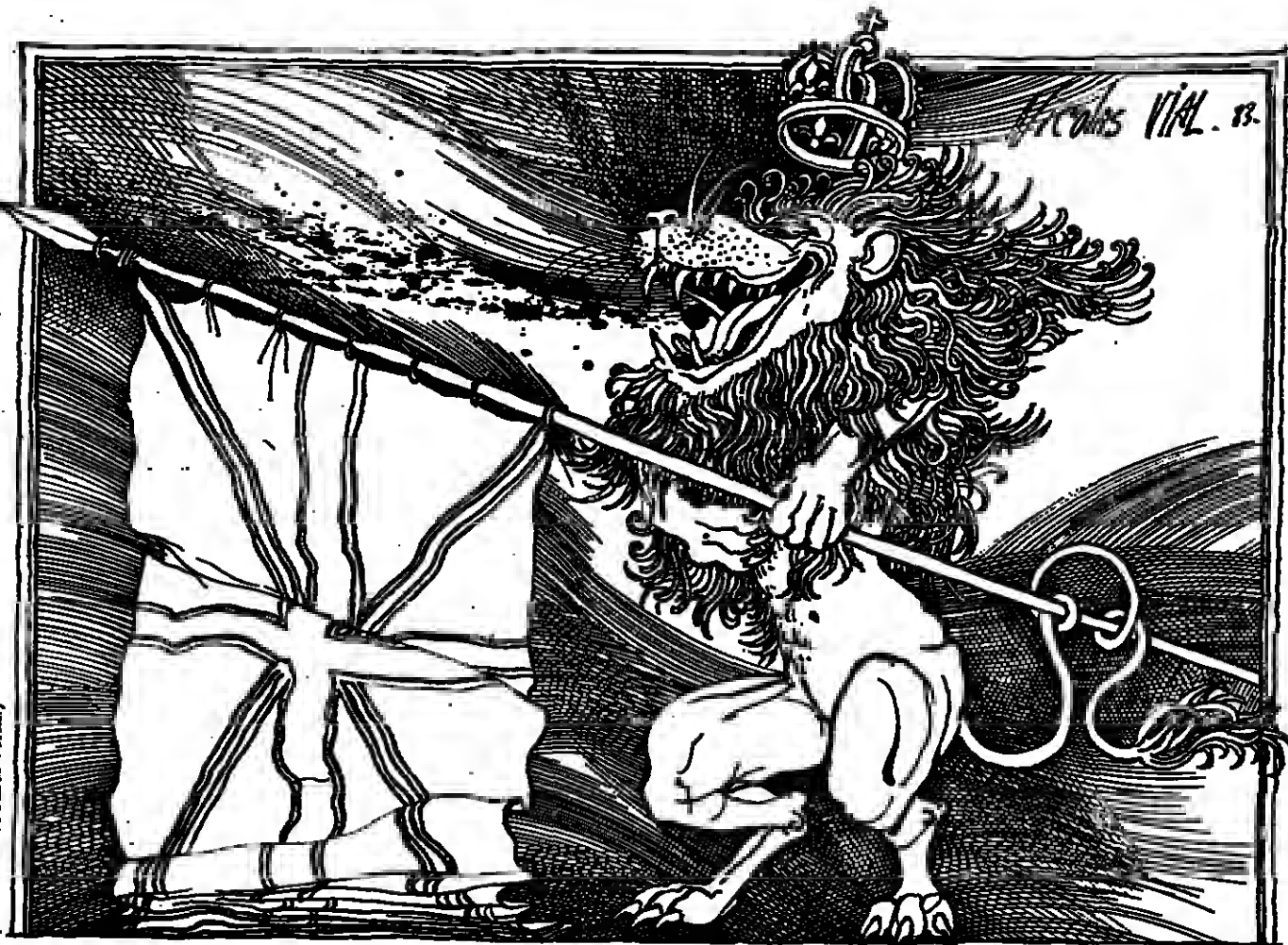
# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### Rendez-vous d'été

#### LE ROYAL TOURNAMENT DE LONDRES

### Grandes manœuvres pour le plaisir



(Dessin de NICOLAS VIAL)

DEUX fois par jour, inmanquablement, la même scène se produit. Sur un écran géant apparaît l'image des soldats de Sa Majesté, victorieux, hissant l'Union Jack sur les Falkland reconquises. Sur la piste de terre battue, entre les rangées de gradins sur lesquels est massée une foule frémissante, des Royal Marines du chair et d'os, en tenue de combat, accomplissent le même geste. Le synchronisme est parfait. Des milliers d'yeux contemplant les couleurs nationales qui bientôt atteignent le sommet du mât. Alors, c'est du délire. La foule hurle, trépigne, applaudit à tout rompre. Oublié le *fair play* qui est, paraît-il, la qualité première des sujets de la reine Elizabeth.

Selon son caractère, selon ses convictions, selon sa sensibilité, comme on dit aujourd'hui, on trouvera que cette manifestation de patriotisme est admirable ou insupportable, émouvante ou ridicule. Aussi spectaculaire qu'elle soit, il faut cependant en limiter la portée. Ceux qui ainsi laissent exploser leur enthousiasme à l'évocation de la défaite infligée par les « boys » aux Argentins ne sont pas des extrémistes membres d'une quelconque ligue nationaliste et belliqueuse. Ceux qui frémissent de la sorte en voyant des soldats célébrer un fait d'arme qui, quoi que l'on en pense, demeurera fameux, n'ont rien que de très pacifique. Il s'agit de braves Anglais moyens venus, comme chaque année, assister, au parc des expositions londonien d'Earls Court, au Royal Tournament, grande fête de l'armée britannique. De leur

comportement il ne faut tirer d'autre conclusion que celle-ci : les Anglais sont volontiers cocardiers. Les Français seraient mal venus de le leur reprocher.

Les touristes, si prompts à se précipiter devant les grilles de Buckingham Palace pour admirer les gardes, leurs tuniques rouges et leurs hauts bonnets de pèsa d'ours, ignorent bien souvent ce Royal Tournament. Il s'agit pourtant d'une des manifestations les plus traditionnelles de Londres. Le Tournament - du français *tournoi* - eut lieu pour la première fois en 1880. Il s'intitulait alors le Grand Military Tournament and Assault at Arms. C'était à l'origine une sorte de compétition entre soldats de diverses unités, une suite d'épreuves presque sportives, destinées à prouver les plus habiles à l'exercice des armes ou au maniement de matériel lourd. En quelque sorte, c'était un peu les Jeux olympiques de l'armée de la reine Victoria. Avec une intention charitable : le duc de Cambridge, chef d'état-major de l'armée, ayant accepté que le public soit admis à assister à ces démonstrations, il fut décidé que les bénéfices du spectacle seraient attribués aux œuvres sociales de l'armée.

La manifestation obtint aussitôt un vif succès. Dès 1882, on ajouta au programme l'intervention d'une musique militaire. Deux ans plus tard, la reine Victoria donna son patronage au Tournament, qui, du coup, devint le Royal Military Tournament.

Les succès s'amplifiaient, la marine demanda à y participer, ce qu'elle obtint en 1896. Tout naturellement

la Royal Air Force, nouvellement constituée, fut admise en 1919, quand la manifestation reprit, après les quatre années d'interruption consécutives à la Grande Guerre. En 1920, le titre actuel, Royal Tournament, fut définitivement adopté.

Aujourd'hui, le Tournament a le plus grand succès à voir avec ce qu'il était à l'origine. Les exercices proprement guerriers ne constituent plus que l'un des éléments du spectacle. La manifestation désormais est, tout à la fois, un festival de musique militaire, une démonstration de maniement de matériel, une reconstitution historique, une sorte de Salon de l'armée avec exposition d'armements, en même temps qu'une véritable kermesse.

#### La voix de Hitler et le God Save the Queen

Disons tout net qu'organiser un tel spectacle a été pas évident. On peut être fanatique de musique militaire, passionné de défilé en pas cadencé, expert en armes, on finit par se lasser de tout. Maintes fois, plusieurs heures durant l'attente de l'assistance, faire en sorte que l'on quitte son siège sans avoir un seul instant éprouvé un sentiment d'ennui ou de simple lassitude, n'est pas un pari facile à tenir. Mais le metteur en scène, Michael Parker, un ancien officier reconverti dans l'organisation de manifestations à grand spectacle, et qui depuis près de dix ans veille à la préparation du Tournament, a su habilement mêler les genres en dépit d'un thème général imposé. Il abou-

tit ainsi à quelque chose d'extraordinairement varié.

Le thème, qui change chaque année, est, pour 1983, la R.A.F. et la bataille d'Angleterre. Tout commence dans le noir et la fumée. On entend la voix rocailleuse d'Adolf Hitler, puis, dans le lointain, des moteurs d'avions qui approchent, des pétards explosent sur la piste. L'atmosphère est envahie d'une acre odeur de poudre ; sur un écran, la projection de bandes d'actualité d'époque montre Londres ravagée par les flammes. Tout se termine par la célébration de la victoire et un *God Save the Queen* repris en chœur par l'assistance enthousiaste. Entre ces deux scènes, près de trois heures s'écoulent.

On assiste donc à une reconstitution historique jouée par de simples soldats transformés en acteurs amateurs et qui paraissent fort s'amuser à cet exercice. On se retrouve à Londres, un soir de blitz ; dans un magasin français que vient ravitailler un avion de la R.A.F. ; on participe à une attaque de commando en Allemagne. Tout cela pourrait être ridicule, s'apparenter au mauvais Son et Lumière, à la saynète mal jouée par des élèves un jour de distribution des prix. Mais l'affaire est très sérieusement menée. On a récupéré dans des musées le matériel de l'époque, qui rend la reconstitution crédible. Chaque jeu son rôle avec efficacité. On n'a pas craint, même, d'avoir recours, parfois, à un humour très britannique, faisant des clins d'œil à l'actualité : c'est ainsi que le commando qui vient d'effectuer son raid victorieux en Allemagne s'enfuit en

emportant pour butin une caisse noire portant la mention : « Journal d'Adolf Hitler ».

Entre ces flashes historiques, bien sûr, interviennent des musiques militaires. L'aviation étant l'héroïne de cette année 1983 du Tournament, les musiciens de la R.A.F. sont les plus présents. Avec leur grand uniforme gris-bleu et leur bonnet de fourrure noire surmonté d'un plumet blanc, ils surprennent certainement les Français, pour qui un aviateur doit avoir une casquette plate. Mais la Grande-Bretagne est un pays où l'on aime les traditions et le décorum. La R.A.F. était à peine créée après la première guerre mondiale qu'on lui a confectionné une grande tenue tout à fait dans le style du siècle précédent.

Les Britanniques sont ainsi fiers. Ils ont été les premiers à doter leurs soldats de tenues de combat commandées et disciplinées. Dès le milieu du dix-neuvième siècle, certains corps de l'armée des Indes étaient vêtus de kaki (kaki vient d'ailleurs de l'indoustani « khaki » qui signifie « couleur de poussière »). Mais en 1983 les soldats de la reine portent toujours, dans les grandes occasions, des uniformes d'un autre âge.

Plus spectaculaires encore que les aviateurs sont les Écossais. Les musiques de plusieurs régiments jouent et défilent conjointement. Chaque unité ayant son propre uniforme, son propre tartan, l'ensemble peut paraître hétéroclite. Il n'est pas moins imposant. Et cette masse avançant majestueusement sur un pas glissé et aux accents nasillards des cornemuses impressionnera même ceux

qui affectent de dédaigner les musiques militaires.

Peut-être les soldats écossais constitueront-ils le clou du spectacle si n'intervient pas un détachement de l'artillerie montée, The King's Troop, Royal Horse Artillery. Six attelages de six chevaux, montés par trois hommes à l'uniforme orné de brandebourgs or, et tirant chacun son canon, se livrent à une cavalcade effrénée, lancés à plein galop, tournant et se croisant, donnant à chaque instant l'impression qu'ils vont se heurter, que la cavalcade ne peut s'achever que par une épouvantable collision. Quand on sait que la piste sur laquelle ils évoluent ne mesure que 80 mètres de long sur 30 mètres de large, que chaque canon pèse une tonne et demie et est pourvu de frein, on doit bien parler d'exploit.

Bien que le but du spectacle soit de fêter l'armée britannique, on admet que des étrangers participent à la fête. Cette année ce sont des cavaliers hongrois qui se sont joints aux Britanniques. Mais il n'y a jamais eu de Français, et il n'y en aura probablement jamais. Non que notre pays soit frappé d'ostracisme. Au contraire, les organisateurs rêvent de pouvoir faire figurer la Garde républicaine sur le programme. Le drame, c'est que le Tournament débute toujours le second mercredi de juillet. A un moment où les gardes républicains sont mobilisés par les cérémonies du 14 juillet. Comme il n'est pas question de modifier les dates du Tournament et qu'il est peu probable que l'on déplace la célébration de la fête nationale française, le problème apparaît insoluble.

JACQUES FERRIERES.  
(Lire la suite page 12.)

## HÔTELS

**Côte d'Azur**

06500 MENTON

**HOTEL CELINE-ROSE \*\*\***

57, av. de Sospel, 06500 MENTON

Tél. (93) 28-28-34

Chambre et cuisine, salons et ensoleillés. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Pense. compl. tél. 83, 150 et 175 F.T.T.C.

**Montagne**

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

**LE VILLARD - T.B. (92) 45-82-08**

Chambres et duplex avec cuisine. 2 à 6 pers. Tarif spécial juin et septembre.

**Stations thermales**

ROUSSILLON - 66820 Vernet-les-Bains

**HOTELLERIE**

**AU COMITÉ GUERRE DE CONFIDENT \*\*\***

centre station thermique et climatique

Unité Michel

Tél. (46) 85-51-37

Chambres grand confort - calme et gastronomie

**Provence**

ROUSSILLON - 84220 GORGES

Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end et séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

**MAS DE GARRIGON \*\*\***

Roussillon 84220 Gorges.

Tél. (90) 75-63-22

Accueil : Christiane RECH.

**Italie**

**VENISE**

**HOTEL LA PENICE ET DES ARTISTES**

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés

Réservation : 41-32-333 VENISE

Tél. : 411150 PENICE I

Directeur : Dante Apollonio.

## Devisons gaiement!

le rêve... la **TUNISIE**

le rend possible à **SOUSSE**

à l'hôtel **El Ksar \*\*\***

**2330 F 1 semaine**

**3255 F 2 semaines**

(sauf pour les départs du 30 juillet et du 6 août : 2480 et 3580 F)

De Paris à Paris, en pension complète.

L'hôtel El Ksar a les pieds dans l'eau !

- Plage de sable fin • Bungalows • Night Club
- Orchestre oriental et occidental

Documentation gratuite sur demande

36, rue de Richelieu 75001 PARIS

☎ 296.02.25 & 296.14.23

**CONTACTEUR Tour Maine-Montparnasse**

3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028 ☎ 538.68.24

## TUNISIE-C

Plus que jamais la liberté a son club :

Hôtel **CLUB SANGHO \*\*\***

à Zarzis

**1 semaine, tout compris : 3700 F**

Évasion incluse !

800 F seulement prélevés sur vos dépenses : passeport inutile - la carte d'identité suffit. Documentation gratuite sur demande.

**TUNISIE CONTACT**

36, rue de Richelieu 75001 PARIS

☎ 296.02.25 & 296.14.23

**CONTACTEUR Tour Maine-Montparnasse**

3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028 ☎ 538.68.24



CHATEAUX EN VACANCES

# Le Royal Tournement de Londres

(Suite de la page 11.)

Mais le Royal Tournement, c'est aussi une sorte de kermesse et de foire-exposition. Une kermesse quand, à la fin du spectacle, un animateur, qui n'est pas un professionnel du show business mais un militaire de carrière, invite les enfants, qui constituent le gros de l'assistance, à envahir la piste pour se joindre aux soldats et entonner avec eux des chants traditionnels.

Une foire-exposition que l'on découvre en allant déambuler dans les halls où les différents armes présentent, si l'on ose dire, leurs spécialités. Une fois encore, c'est la clientèle des enfants qui est privilégiée. Au stand de la Royal Artillery, on montre comment s'opère la visée sur un canon moderne; à celui des transmissions (les Royal Signals), on s'initie au maniement des téléscripteurs et des radio-émetteurs. On peut s'installer aux commandes des engins d'assaut des Royal Marines. Et, grâce à la R.A.F., étudier les rudiments du pilotage d'un chasseur à réaction.

On peut, et même on doit, puisqu'il s'agit de ventes de charité, acheter des souvenirs, des tee-shirts, porte-clés, briquets, jeux de cartes, serviettes, peignes, chopes de bière, etc., frappés de l'emblème des différentes armes ou régiments. On peut même aller s'inscrire à un stand qui n'a rien de militaire et découvrir tout l'intérêt économique que représentent les îles Falkland (encore elles), ces îles dont la plupart ignorent l'existence il y a encore un an.

Pendant les quelques trois semaines que dure le Tournement, on estime que ce sont ainsi, environ, deux cent cinquante mille personnes qui vont à la rencontre de l'armée britannique. Tout le monde est satisfait. Les visiteurs - il suffit de les voir pour s'en convaincre - passent un agréable moment. Les militaires font une excellente opération de relations publiques. Mais tout cela coûte cher. Non que les artistes touchent de somptueux cachets; militaires de carrière, ils n'empêchent que leur solde habituelle. Mais il faut complètement aménager les bâtiments d'Earls Court, qui n'ont pas été conçus pour une telle utilisation. Cela va de l'installation des gradins à l'aménagement des locaux pour héberger trois semaines durant les quelque deux mille hommes qui sont les vedettes du spectacle. Sans parler des frais de publicité, de relations publiques et des salaires de la petite équipe employée à plein temps pour préparer le festival d'une année sur l'autre. Au total le budget du Tournement dépasse le million de livres. Une somme considérable.

Alors on a l'idée de faire appel à un financement extérieur: quelques grandes marques «sponsorent» la manifestation. Une chaîne de boucheries patronne la prestation des artilleurs de la King's Troop. Une grande banque donne son obole au bénéfice des orchestres de la R.A.F. Une entreprise de fast food accole son nom aux commandes des Royal Marines.

C'est là une méthode de financement encore peu usitée en France. C'est peut-être cependant un exemple à suivre. Pourquoi un fabricant de lessive ou un groupe pétrolier ne patronneraient-ils pas ces efforts de l'armée française auxquels Charles Hernu rêve tant?

Il y a longtemps que l'argent n'a plus d'odeur.

JACQUES FERRIERES.

★ Office britannique de tourisme, 6, place Vendôme, 75001 Paris, tél. (1) 296-47-66.

**Le Monde des PHILATÉLISTES**

Dans le numéro de Juillet-Août (64 pages)

**La «Marianne à la Nef»**

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques: 10,50 F

Renseignements: 24, rue Chauchat Paris 9° Tél.: 824-40-22

# Montreuil-Bellay abaisse le pont-levis

UN château peut en cacher un autre. Notamment dans le Val-de-Loire. Il y en a tellement! Des petits, des grands, des riches et opulents, des misérables, des guerriers, des urbains, des bonhommes, des ronds, des points. Avec Montreuil-Bellay, planté au sud de Saumur, c'est un même château qui en recèle plusieurs.

Il faut dire que, depuis le onzième siècle qu'il monte la garde sur son éperon rocheux à la limite de l'Anjou et du Poitou, il en a vécus, des drames et des batailles, ce beau château de Loire! Jadis oppidum romain, il a pris le nom de Berlay, le fidèle vassal, auquel Fouques Nerra en fit don pour défendre l'Anjou, au nord, des attaques normandes et, au sud, des menées des ducs d'Aquitaine.

Tout un programme! Ecarter d'entre le roi de France et le comte d'Anjou, poussé par la nature bataillarde de ses seigneurs, le fief de Montreuil-Bellay se trouva pris, au cours des siècles, dans plusieurs tourterelles militaires. Assiégé, d'abord, par le duc de Bretagne, il est tour à tour la proie du comte d'Anjou, du roi de France et des protestants. Il devient lieu d'exil pour la princesse de Condé, épouse de la Fronde.

Les siècles et ses seigneurs - Berlay, Melun, d'Harcourt, d'Orléans, Cossé-Brissac, la Trémoille, de Grandmaison - lui ont valu une étonnante variété de styles. Le visiteur qui entre, au sud, par la barbacane est frappé par l'architecture militaire horizontale et massive. Ici, pas de quartier. En revanche, passé l'ancien pont-levis, l'emplissement de la herse et les deux tours de garde, on débouche dans un château où la dominante est la verticalité. Tours à profusion, dix-huit escaliers à vis: la Renaissance est passée par là. Les d'Harcourt avaient commencé au quatorzième siècle en aménageant le «Châtelet» de pierre claire, taillée finement ouvragée, fenêtres à meneaux. Rénovations de Langesais.

A main droite, la collégiale. A main gauche, par ordre de taille décroissant, le château neuf, ses escaliers du quinzième et ses tours pour partie rondes, pour partie angulaires, le logis des chanoines - château miniature où les mauvaises langues persiflaient qu'il est des clercs de Montreuil qui savent plus boire qu'écrire et étudier - enfin l'immense cuisine à foyer central.

Le mélange des styles est frappant, et, qui plus est, réparti sur un assez petit espace. On sante des colonnes romaines aux caves du quinzième modifiées dix-huitième, et de la dignité harmonieuse du châtelet aux églises de Joly-Leterme, Elève de Viollet-le-Duc, qui entreprit en 1860 la restauration du Château neuf. Tout le monde trouvera, à Montreuil, le château de son cœur en flânant dans les jardins qui surplombent le Thouet.

## Regina Celorum et Sacavins

Depuis 1971, Montreuil-Bellay se visite. Chantal de Thuy, fille de Robert de Grandmaison, et son mari Xavier décident alors d'abaisser le pont-levis, et de jouer la carte du public.

« Nous nous sommes dit que nous ne pouvions rester enfermés dans nos murs », raconte Xavier de Thuy. Nous avons estimé que nous avions une responsabilité dans le domaine de l'animation touristique. Enfin, les visiteurs nous apportent les finances nécessaires à la conservation de ce patrimoine architectural.

M. et Mme de Thuy ont donc longuement étudié ce qui se faisait, ailleurs, en Europe comme au Lude, pour faire vivre une demeure historique. Ils ont choisi de jouer la carte de la vigne, un cabernet franc qui donne un anjou sec, charpenté et de grande allure - « notre premier poumon » - et d'admettre le public - « notre deuxième poumon ».

« Notre circuit s'est imposé: il est centré sur l'architecture: il débouche sur le mobilier et il est brodé d'anecdotes historiques. » En effet, en trois quarts d'heure, les guides racontent les transformations successives de la demeure, l'extraordinaire saut de la Renaissance, le coffre de mariage de la reine Margot, l'oratoire où l'on peut entendre grâce à un magnétophone, le motet pour voix de femmes, peint, il y a cinq siècles au plafond, pour la gloire de Marie, « Regina Celorum », les souvenirs de la confrérie des Sacavins, l'avarice du sieur Nivelleau, propriétaire des lieux en 1822, qui aurait servi de modèle au père d'Eugénie Grandet, etc. Trente mille visiteurs se laissent tenter, chaque année, par ce dépaysement historique sans esbroufe.

Mais voilà que M. et Mme de Thuy ne se satisfont pas de leurs

premiers succès. Ils ont tenté des expositions de peinture, de vieilles dentelles, tâté du son et lumière avec l'école de cavalerie de Saumur, essayé le concert. Refaire le Lude ou le Puy du Fou? « Pas question ». Devenir un centre musical? « Déjà réalisé partout ». Accueillir des mariages et des séminaires comme le château de Breteuil? « Nous n'aimons pas ». « C'est vrai: nous tâtonnons, reconnait Xavier de Thuy. Nous recherchons une animation dont le fil conducteur serait de nous associer avec les habitants de ce pays. Cela devra tourner autour d'un thème ludique. »

ALAIN FAUJAS.

★ Ouvert du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre. De 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h (juillet et août: de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30). 15 francs. Réseaux: le château. 49260 Montreuil-Bellay. Tél. 41.52.33.06.

# PARTIR

## La Suisse à la carte

La compagnie Swissair et l'agence de voyages Hotelplan se sont associées pour proposer aux touristes étrangers de découvrir toute la Suisse, et en souplesse. Sous l'appellation « La Suisse à la carte », il s'agit d'un forfait qui comprend le transport aérien entre Paris et Genève, six nuits à choisir dans toutes les catégories d'hôtels, six petits déjeuners, une carte de libre circulation sur les chemins de fer suisses ou une location de voiture kilométrage illimité chez Avis. Quelques exemples de prix: hôtels de catégorie supérieure + train en 2<sup>e</sup> classe sur la base de deux personnes: 2 970 F par personne. Ou hôtels économiques + location d'une Ford Fiesta sur la base de deux personnes: 2 250 F par personne.

★ En vente dans toutes les agences de voyages. Réseaux: 75009 Paris. Tél.: (1) 742-45-45.

# Ouverts au public

GEORGES SUFFERT a eu un coup au cœur pour deux châteaux de l'Anjou: Saint-Fargeau et Ancy-le-François. Il a consacré un album dont les très belles photos sont l'œuvre de Jean-Pierre Defail. Ces deux anciennes demeures, dont l'une était véritablement à l'agonie, ont pu revenir à la vie grâce aux efforts de deux frères amoureux des vieilles pierres au point de leur consacrer complètement leur temps: Michel et Jacques Guyot (1).

Au cœur de la Paysanne, région chère à Colette, qui y vit le jour, pays éduquant par ses mouvements de terrain, par les beaux panoramas que l'on découvre de ses sommets et par de nombreux étangs enfoncés dans les bois, se dressent les tours rondes du château de Saint-Fargeau, vicaux de quatre siècles, remarquablement remaniés au douzième siècle, édifiés d'abord par ceux qui l'habitaient, dont la Grande Made-moïselle et Le Pelletier de Saint-Fargeau, conventionnel républicain qui devait mourir assassiné au Palais-Royal de la main d'un garde du roi; et ensuite, et surtout, par la série télévisée « Au plaisir de Dieu » tirée du roman de Jean d'Ormesson, qui a d'ailleurs écrit une préface pour l'album de Georges Suffert.

Saint-Fargeau, qui a connu des fortunes ou plutôt des infortunes diverses, a été racheté, il y a quatre ans, par les frères Guyot, dont Georges Suffert dit qu'ils sont deux cavaliers perdus dans un siècle qui ne leur ressemble pas, et qui s'attaquent courageusement à sa remise en état, tant et si bien qu'ils ont fait, avec l'aide des habitants de la région, d'un des plus beaux châteaux privés de France un très beau Musée du cheval dont le succès a été tel qu'on y a reçu cette année 60 000 visiteurs.

Au nord-est de Saint-Fargeau, à quelques kilomètres de Tonnerre, au pied des collines bordant la rive droite de l'Armançon, on trouve le superbe château Renaissance d'Ancy-le-François, bâti en 1555 sur les plans de Serlio pour Antoine de Clermont, comte de Tonnerre, grand maître des eaux et forêts de France. Achevé en 1622 puis vendu à Louis, il fut racheté à ses descendants en 1845 par le marquis de Clermont-Tonnerre, qui sauva ainsi la demeure de ses ancêtres.

Pendant près d'un siècle, la famille de Clermont-Tonnerre va tenter de garder le château. Mais il est difficile, actuellement, de conserver un si grand édifice, qui, par ailleurs, a nécessité de très importants travaux de réflexion. Ancy-le-François est menacé. Il va peut-être disparaître, l'administration s'écroule. Mais après

bien des discussions et des tergiversations, les frères Guyot s'en rendront acquiesceurs en 1980. Ce sera pour eux une nouvelle aventure. L'admirable demeure des Clermont-Tonnerre, au décor prestigieux, va retrouver vie et devenir un lieu de loisirs et de musique avec ses vingt-cinq pièces somptueusement meublées.

Ces deux châteaux, ainsi que beaucoup d'autres, on les découvre dans *Ouvert au public* (2), un nouveau guide simple, actuel et pratique qui arrive à son heure, puisqu'il va permettre, particulièrement aux touristes français privés cette année de devises étrangères, de faire mieux connaissance avec mille cinq cents châteaux, prieurs, abbayes, hôtels particuliers, jardins botaniques ou historiques ouverts aux visiteurs.

C'est la première fois qu'un ouvrage de ce genre réunit un tel ensemble de richesses artistiques et monumentales, publiques ou privées. Sa publication est l'œuvre de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, œuvre à laquelle ont participé deux associations de propriétaires de monuments: la Demeure historique et les Vieilles Maisons françaises (3).

L'utilité et l'intérêt de cet ouvrage de 352 pages d'un format commode et comprenant sept pages de cartes régionales et six cents photos (couleur et noir et blanc) n'est pas à démontrer. Les monuments y sont classés par région et par département. Pour chacun d'entre eux, la localisation, les horaires, les tarifs (droits d'entrée et participation aux spectacles qui y sont donnés) et une description succincte mais précise y figurent avec précision.

Enfin, on y apprendra que de très nombreuses demeures accueillent les visiteurs non seulement dans leurs parcs, mais aussi dans leurs murs et leurs salons souvent remarquablement entretenus, meublés, parfois habités. Certains proposent même d'organiser des occupations et des séjours de week-end.

ANDRÉE JACOB.

(1) Georges Suffert, *Saint-Fargeau, Ancy-le-François, châteaux restaurés*, un album, 140 pages, photos couleur, 25 x 21. Ed. Artimage, 145 F.

(2) *Ouvert au public*, 352 pages, en vente chez tous les libraires, gares, monuments, 35 F.

(3) Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. La Demeure historique, quai de la Roquette, 75005 Paris. Vieilles Maisons françaises, 93, rue de l'Université, 75007 Paris.

# SAMEDI DIMANCHE

## WASHINGTON ENTRE GRECS ET TURCS: La chamaille dans l'alliance

## ITALIE: Turin la Démoniaque

## GRANDE-BRETAGNE: Des prisons qui méritent la corde

## HISTOIRE: 25 juillet 1944: la mort subite du fascisme italien

## SOCIÉTÉ: Le marché des clandestins

## SANTÉ: Quand la musique adoucit... les douleurs

Et, avec «le Monde Dimanche» de l'été, quatre pages de radio et de télévision

# Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.

**Le Monde**

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

# RÉSIDENCES

## Campagne · Mer · Montagne

**ARCS-SUR-ARGENT (Var)**  
Très belle villa, 3 pièces, 100 m<sup>2</sup> + garage, cave. Boudoir 50 m<sup>2</sup>. Jardin 1000 m<sup>2</sup>. Situation exceptionnelle. 850 000 F. Tél. (93) 88-82-42.

**JUAN-LES-PINS**  
100 m de la mer, très belle villa, 4 grandes pièces, grand salon, grand séjour de 100 m<sup>2</sup>. Carage 2 voitures. 250 m<sup>2</sup> de jardin. + petit 2 pièces tout confort. 1 600 000 F. Tél. (93) 88-82-42.

**LE CANNET (Alpes-Maritimes)**  
2 pces, entrée, ref. à 48 m<sup>2</sup> de balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F. Tél. (93) 88-82-42.

**PONT-DE-BEAUVISIN (38)**  
(Entre AIN, ISÈRE, SAVOIE, proximité aéroport, lacs, stations) VILLA sur sous-sol, avec combles aménagés. Intérieur à rénover. Sur terrain entrecroisé, viabil. de 1088 m<sup>2</sup>. Prix TTC: 530 000 F. Tél. (76) 32-91-06.

Autres terrains viabilisés de 900 à 1800 m<sup>2</sup>, 110 F le m<sup>2</sup> TTC. Belle exposition, vue exceptionnelle sur les chaînes de montagnes. Tél. (93) 88-82-42.

**LE BERRY**  
4 km SUD CHATEAUXROUX  
Jolie PROPRIÉTÉ, anc. ferme rénovée avec poutres, combles aménagés, super. habit. 127 m<sup>2</sup>. Poss. extension. État neuf. Chauffage, électr. isolation. Parc 4600 m<sup>2</sup>. Prix: 940 000 F.

**MAISON BOURGEOISE**, gd séjour, cuis., 5 chamb., confort. Parc avec grands arbres, clos de murs, 1 ha 1/2. Prix: 1 500 000 F.

**SUD VALENCAY**  
MAISON BOURGEOISE, 10 pces, confort. Dépendances. Parc avec arbres magnif. Éclair. Bois. Prix: 23 ha total. Prix: 1 500 000 F.

**LE LAC D'ÉGUZON**  
Jolie MAISON sur pente bordure lac. Site magnif. Gd séjour, 4 chamb., cuis., 2 s. de bains, ss-sol aménagé. Ch. centr. fuel. terrain boisé 1000 m<sup>2</sup>. Prix: 685 000 F.

**MAISON PIERRE**, construct. 1950. Bon état, super. habit. 124 m<sup>2</sup>. R.-dc. ch.: entr., cuis., séj. 40 m<sup>2</sup>. Étage: 2 pces chamb., 1 pce pce, s. de la. Chauffage à installer. Prix: 375 000 F.

**CABINET PELEGRIN**  
10, place de l'Hôtel-de-ville, 38000 CHATEAUXROUX. Tél. (54) 34-15-39

**MAISON DE MAÎTRE**  
BONNY-SUR-LOIRE (Loiret)  
Sur un étage + grenier. Surface = 600 m<sup>2</sup>. Très bon état. Toiture et crépi refaits, 2 ans. 22 ha de terrain dont 11 ha de bois classés d'un seul tenant. Prix SOUS-ESTIMÉ: 1 900 000 F. Tél. (93) 88-82-42.



**Vendé Villa standing 210 m<sup>2</sup>**  
Grande terrasse sur mer - Plage 200 mètres située Moule Guédeloup - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 w-c - 2 dressing-rooms - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Boudoir - Cave - Débaras - Jardin tout autour bien entretenu.  
Prix: 1 250 000,00  
S'adresser: M. Henry, appart. n° 2 Résid. les Mangliers 97110 Abymes-Dugazon. Téléphone: (16) 590-84-53-42.

TOURISME

Un

isme

VACANCES

**MOLINS** Avez-vous vu Molins? C'est un village de vacances... (text continues with details about the vacation spot)

**PEGY**  
EGYPTE  
... (text continues with details about the travel agency)

كردمان النجلى







Rive gauche

**L'Alsace à Paris**  
9, place St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
326-88-36 - Ouvert T.L.J.

DEJEUNERS, DINERS,  
SOUPERS  
Grillades - Choucroutes  
Poissons - Coquillages

Terrasse plein air  
Salons 15, 20, 30, 60 pers.

**PIZZA SANTA LUCIA**  
7, RUE DES CISEAUX  
75006 PARIS  
Tél. : 326-00-43

Rive droite

**Chez RAMPONNEAU**  
FRUITS DE MER

Ouvert tous les jours - le soir  
cuisine jusqu'à 22 h 30  
720.59.51  
21, avenue Marceau  
75016 PARIS

**La côte de bœuf**  
4, rue Saussier-Lerov, 75017 Paris  
Fermé samedi et dimanche  
Tél. 227-23-50

**1 des plus belles brasseries 1900  
OUVERTES APRES MINUIT**

**FLB**

Foie gras frais 39 F.  
Andouilles 36 F.  
Choucroute spéciale 58,50 F.  
Fruits de mer  
et bœuf d'Andrieux

7, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>  
Tél. : 770.13.59

Ouvert en juillet

**Promotion de 9 Crus Bourgeois**  
à Châteauneuf de Médoc  
à déguster.

**SERVICE TOUTS LES JOURS  
JUSQU'À 2 H. DU MATIN**

**Discothèque du Beach Club**

ambiance tropicale autour de la piscine,  
musique typique,  
entrée et consommation : 90 F.  
carte « petite faim de nuit ».

Hôtel Nova-Park Ellysées  
51, rue François-1<sup>er</sup> - 75008 Paris - 562.63.64

**LE RESTAURANT  
PRUNIER-MADELEINE**  
est ouvert  
tous les jours tout l'été  
(sur conditionnel)  
9, rue Duphot - 75001 PARIS  
260.36.04

**La où Paris  
est un prestigieux jardin...**

**LA GRANDE CASCADE**  
BOIS DE BOULOGNE  
Tél. : 506.33.51 et 772.66.00

Ouvert toute l'année  
Déjeuners, dîners, réceptions

les gourmets  
font la différence

**GLACES-SORBETS**  
Dégustation - A emporter

**RAIMO GLACIER**  
de père en fils.

59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS  
Tél. 343.70.17  
M. DAUMESNIL (Félix Eboud)

**Province**

**AUBERGE QUATRE ÉPICES**  
Spécialités italiennes et marocaines  
23, place Carnot,  
Ivry-sur-Seine - 93200  
72304 La Chapelle-sur-Loire  
Tél. : (116-43) 44-41-14

Plaisirs de la table

Pour les aoûtiers

**J**e ne sais s'ils sont, à Paris, de plus en plus nombreux. Mais les restaurants ouverts en août de la capitale le sont, eux ! Et la liste en serait trop longue. Voici pourtant une première sélection :

**L'Auvergne, à Paris, a son ambassade.** La cuisine la plus authentique, l'invitation au voyage avec, en point d'orgue, la trilogie des charcuteries du pays, de l'aligot et des fromages. Si vous êtes solitaire prenez place à la table d'hôte et bavardes, entre comitateurs, des talents du cuisinier, du temps qui passe et du plaisir de vivre, ici, chaleureusement.

**Ambassade d'Auvergne,** 22, rue du Grenier-Saint-Lazare, Tél. 272-31-22.

Une terrasse provinciale ? C'est celle de l'Aquitaine, donnant sur le calme de « La Rochelle ». Cuisine femme, on le sait, où le poisson est

roi (ce qui ne doit pas faire oublier la viande de la Chalosse !). L'Audoise du Marché de Christiane Massia est prometteuse.

**L'Aquitaine,** 54, rue de Dantzig (15<sup>e</sup>), Tél. 828-67-38.

**L'Inconnu du 11<sup>e</sup> !** Que faire pour inciter les gourmets à découvrir, dans le noyau arrondissement, l'étonnant décor Belle Époque du Chardenoux ? Et aussi et surtout la cuisine de M. Morel, inventive sans excès, sérieuse avec gentillesse et de prix fort honnêtes. Il ouvre cette année en août. Excellente occasion d'aller goûter son pudding à la moelle, ses nouveaux plats, ses desserts succulents.

**Chardenoux,** 1, rue Jules-Valles, Tél. 371-49-32.

**Bordeaux côté est... Bourne !** A la corbeille, on pourra, le soir, apprécier le dîner dégustation bordelais de Christian Viot (135 F plus ser-

vice), dont voici un exemple : soupe de coques safranée avec un verre de maïs blanc, sardines frites à l'espagnole (graves blanc), poulet sauté aux oignons frais (Ch. Gasconne la Nère), fote gras frais (loup-piac)... Ici, hélas ! cet excellent cuisinier a tort de laisser le choix entre fromage et desserts, car un roquefort (sur le même loup-piac) avant le sorbet, par exemple, ferait de ces dîners... un exemple !

**La Corbeille,** 154, rue Montmarre (2<sup>e</sup>), Tél. 261-30-87.

**Vin d'Alsace et poissons ?** Mais oui, et parce que Guy Gros aime cuisiner ce qui vient de la mer sans oublier son Vivarais natal. Cela donne, avant le rognon au cornas, dix plats iodés savoureux dans le cadre chaleureusement banal d'une maison de quartier.

**Guyonne,** 14, rue de Thame (17<sup>e</sup>), Tél. 227-25-43.

**New-Port de mer dans le 10<sup>e</sup> !** LA encore le quartier semble rebouter les amateurs. Et pourtant, lorsque l'on a appris le chemin et les parkings proches, quel plaisir de trouver, dans un cadre franco-anglais-maritime, une cuisine française de poissons cuisinés français mais aux légumes à l'anglaise, s'il est servi avec son vinage de porto, le tout dans l'amabilité et à des prix plus que raisonnables. Le menu fixe est à choisir sans crainte.

**New-Port,** 79, rue du Fanbourg-Saint-Benoît (10<sup>e</sup>), Tél. 246-81-59.

**Dans l'île de la Jatte...** c'est Neuilly sans Neuilly, un peu de bonne franquette. Mais foin des guinguettes et, en sa Tonnelle, dans son petit jardin, le bon Noël Giroud cuisine pour l'été sans oublier ses Charentaises natales. Cela donne à prix raisonnable une carte où le foie de Ruffec le dispute à la salade de Royan, les coquilles frites au gratin de raie, et jusqu'à un petit chèvre au cognac en papillote. Gentil service féminin.

**La Tonnelle saintongeaise,** 32, boulevard Vital-Bouhnt, à Neuilly (92), Tél. 624-43-15.

LA REYNIÈRE.

Et les grands !

Ouverts en août, également, les grands : (La Tour d'Argent, 354-23-31), (Lasserre, 399-14-49) et ses jardins prodigieusement chers (Laperrère, 326-68-04) injustement méprisés de Michel.

Et aussi José Robichon (Jardin, 727-12-27) et Édouard Carlier (Boulevard, 254-19-50) et ses jardins suspendus de la rue Lamarck.

Les meilleurs restaurants d'hôtels : (Le Bristol, 266-91-45) ouvert sur un jardin à la française (Le Ritz, 260-38-30), et les autres renommés du George-V (Les Princes, 725-54-00) et du Plaza Athénée (Bijou, 725-78-33).

L.R.

**VINS**

**GRANDE VENTE "SPÉCIAL JUILLET"**

103, rue de Turenne  
75003 Paris - Tél. : 277.59.27  
Attention ! Derniers jours...  
Fermé du 1<sup>er</sup> au 15<sup>e</sup>

Sur commande : 103, rue de Turenne  
75003 Paris - Tél. : 277.59.27  
Fermé du 1<sup>er</sup> au 15<sup>e</sup>

Vins

Le rivesaltes dans tous ses muscats

**C**HAQUE année, en juillet, le jazz prend rendez-vous à Rivesaltes, et, avec lui, c'est un peu de la vie américaine qui fait une brève escale en Roussillon. Juste retour des choses ? Car, voici deux siècles, de l'autre côté de l'Atlantique, un seul nom de Rivesaltes vibrerait les papilles de toutes les cités littéraires et intellectuelles en train de découvrir la jeune Amérique. Derrière cette passion du moment, un homme, Thomas Jefferson, celui qui demeure dans l'histoire comme le plus grand des présidents américains. Un des derniers humanistes, pétri d'histoire et de culture littéraire, naturaliste à ses heures, architecte et poète, inventeur fécond et législateur inspiré, cet ami des États-Unis, nous rappelle que, dans notre pays, avait un véritable culte pour le vin. Et, parmi les vins, les rivesaltes étaient pour lui ce que l'on appellerait aujourd'hui en français un « must ».

Même aux périodes difficiles de sa vie, quand l'opulence ne régnait plus guère en sa demeure, il y avait toujours une bouteille de rivesaltes à offrir au visiteur de passage. Curieux d'imaginer Washington et Lafayette, assis à l'ombre des terrasses de Monticello, le regard enluminé par les doux rayons des collines virginiennes tout en buvant au fond de leurs verres, les arômes des vins de Roussillon !

Aujourd'hui, point de rivesaltes aux États-Unis. Dommage pour les Américains, pour qui le plaisir de déguster les bons vins est en train de dépasser le stade de l'élitisme et de la mode, pour gagner des couches plus larges d'amateurs !

Gagnons que les nombreux consommateurs de ce pays sauraient vite apprécier ces vins dont on parle parfois chez nous avec une pointe de dédain.

Vins du midi, anisés confondus dans l'esprit du public avec la grande production languedocienne. Mépris gratuit et méconnaissance totale du terroir, de son terroir, de ses hommes et de leurs vins, qui se bousculent avec l'habitude chapelle des idées toutes faites sur le Midi. Et n'hésitons pas à le dire, les Français, qui se piquent d'être de

finies gentilles, sont le plus souvent de piètres connaisseurs de vins.

Que savent-ils du muscat, cette alchimie subtile, « miraculeux mariage de l'esprit et du suc de raisin », inventée à Perpignan au XIII<sup>e</sup> siècle par Arnaud de Villanova et sans laquelle nous n'aurions pas les vins doux naturels ? Une sacrée idée qu'il avait eue ce médecin d'ajouter un peu d'alcool dans le moût afin de stopper la fermentation alcoolique et permettre de conserver une bonne proportion de sucres naturels !

Si le principe demeure inchangé, les vinificateurs ont appris à bien maîtriser son utilisation, produisant ainsi selon la date de ce mutage des vins plus ou moins secs.

Un procédé parfaitement naturel et qui ne fait entrer aucun arôme. En Roussillon, ce mutage s'effectue par ajout d'alcool à 96° à l'exclusion de toute eau-de-vie. Une différence fondamentale face aux ports, au départ de simples limitateurs devenus, par la grâce du commerce britannique, les concurrents de nos traditionnels vins doux naturels.

Doux et naturels

Pas de quoi baisser la tête devant ces seigneurs, mondialement connus, et l'un de leurs rancs obtenus dans les chais catalans rivalisent d'équilibre et de bouquet avec les meilleurs « vins » nés sur les bords du Douro.

Le comité interprofessionnel des vins doux naturels n'est pas pour rien dans l'amélioration qualitative des quatre appellations contrôlées du Roussillon : muscat de Rivesaltes, banyuls, rivesaltes et maury.

Le premier est un vin qui se boit jeune, frais et pour lequel on doit conserver au maximum les arômes des deux raisins qui le composent, le muscat de Rivesaltes à petits grains et le muscat d'Alexandrie à gros grains et que les consommateurs commencent en raison de table. Délicatement fruitée, une simple gorge de ce vin emplit le palais de soleil et de parfums, ceux de la rose et du tilleul, de l'orange et de la figue, du miel aussi dont le muscat de Rivesaltes a souvent la couleur.

Les tris autres appellations n'atteignent leur plénitude qu'après

un temps d'élevage de deux à trois ans qui vont se développer le bouquet. Ils naissent d'autres cépages que les grenaches, macabou ou malvoisie. Blancs ou rouges, relativement jeunes ou longévité, ces vins proposent une palette de goûts bien diversifiée.

« Contrairement à ce que nous avions pu croire un temps », nous dit M. André Cazes qui connaît son rivesaltes sur le bout des doigts, « le consommateur est peu attiré par les vins trop secs. Pour plaire et correspondre à l'image qu'ils ont, douceur et fruit sont essentiels. C'est dans cette direction que nous orientons notre production sans oublier la qualité de la vinification, un contrôle parfait du mutage et un élevage soigné dans nos chais ».

Oubliés les vins doux naturels ? Pas le moins du monde et les chiffres sont éloquentes qui montrent que nos compatriotes apprécient trois fois plus en quantité ces somptueux enfants du Roussillon que les célèbres ports. De même que la consommation du whisky et d'apéritifs à base de vin (vermouths, armaris, etc.) est bien inférieure à celle des vins doux naturels. Une chance pour cette région où existent encore des terroirs propices à un développement des cueillages, ce qui apporterait à ces produits une place véritablement prédominante dans le secteur agricole (actuellement 33 % en valeur du revenu agricole départemental). Rien, moins que négligeables ces vins doux qui font vivre directement près de quinze mille foyers.

Partir à la découverte de cette région se conjugue naturellement avec celle de ses vins, uniques et profondément liés à la vie et à l'histoire. Héritages d'un long passé et fruits d'une culture locale où la tradition n'a jamais refusé le progrès, les vins doux naturels demeurent à l'image de ce Roussillon nimbé de lumière, avec ses terres apaisées et caillouteuses des coteaux, aux pentes raides serpentant parmi les vignes, loin - très loin - des plages surpeuplées, un monde de caractère au sein duquel les citadelles militaires qui vibrent encore des fureurs des combats alternent avec l'élégance tranquille des châteaux royaux.

MICHEL LAMONTAGNE.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

**ALSACIENNES**

**AUBERGE DE RIQUETVIER,** 12, r. du Fg-Montmartre (9<sup>e</sup>), 770-62-39. Fermé en août.

**ANTILLAISES**

**PRINCE DES ÎLES,** 9, r. des Boulangers (9<sup>e</sup>). Colombo de requin. F/dimanche midi. Dîners dansants. 633-17-79. Fermé en août.

**LA BARBACANE,** 13, rue Cal-Lemoine. 326-37-01. Matou de bœuf. Vind. sans. soir. Amb. folk. Fermé en août.

**AUVERGNATES**

**ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL,** 13, r. d'Artois, 4, 225-01-10. F/sam-dim. F/14 juillet au 11 sept. inclus.

**BEAUJOLAISES**

**LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS** 14, rue de Castellon, 4, 265-41-56. F/dim.

**BOURGIGNONNES**

**CHEZ PIERROT,** 18, rue E.-Marcel. 508-45-46/17-44. F/sam-dim. Cuisine bourgeoise. Fermé en juillet.

**BRETONNES**

**TY COZ,** 35, r. St-Georges, 878-42-95. Thuis les poissons. F/dim./lundi. Ouvert tout l'été.

**CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE**

**JARDIN DU LOUVRE,** 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. VOUTURIER. Déj. Dim. Soupers jusqu'à 0 h 30. FÊTE PERMANENTE ET CUISINE LÉGÈRE. Ouvert tout l'été.

**FRANÇAISES TRADITIONNELLES**

**RELAIS BELMAN,** 37, r. François-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. -22 h. Cadre élég. F/30 juillet et 29 août inclus.

**LAFERROUSE,** 51, qu. Gds-Augustins. 326-68-04. Cadre anc. nob. Ouvert tout l'été.

**CHEZ FRANÇOISE,** Adop. de l'inv. (7<sup>e</sup>). 551-87-20 et 705-49-03. Menu 90 F. Grands crus de bordeaux en carafe. Dans une oasis de verdure. Ambiance-musique. Ouvert dim. au déj. Fermé le dim. soir et lundi. Parking près rest. sous Esplanade, entrée rue Faber.

**LYONNAISES**

**LA FOUX,** 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. Ouvert tout l'été.

**NORMANDES**

**MANOIR NORMAND,** 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dim. Langoustes, poulet au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale.

**PÉRIGOURDINES**

**LE FIDANT,** 40, r. Fiance, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons.

**SARLADAISES**

**LE SARLADAIS,** 2, rue de Vienne, 522-23-42. Cuisinier 60 F. Cuit 60 F. F/9 juillet au 16 août inclus.

**SUD-OUEST**

**AU VIEUX PAYS,** 2, pl. Pamphion (5<sup>e</sup>). 354-79-22. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F. Ouvert tout l'été.

**LE REPAIR DE CARROUCHE** 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (19<sup>e</sup>). F/22 juillet au 21 août.

**TOURANGELLES**

**L'ESCAPADE EN TOURAINE,** 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim. Fermé en août.

**FRUITS DE MER ET POISSONS**

**DESSINER,** spécialiste de l'huître, 9, place Persaire, 227-82-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. Fermé en août.

**TOUR D'ARGENT,** 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusq. 1 h 15 du matin. Fermé en août. Réouv. 5 sept.

**TOUR DE LYON,** 1, rue de Lyon (12<sup>e</sup>), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Jusq. 1 h 15 du matin.

**VÉGÉTARIENNES**

**LE JARDIN au naturel,** 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj. dim. Cadre de verdure. Ouvert tout l'été.

**ARMÉNIENNES**

**LA CAPADOCIE,** 67 bis, quai A.-Blanqui, Alfortville, 575-05-30. Dîner dansant avec orch. et duo grecs.

**BRESILIENNES**

**GUY,** 6, rue Mabilloy, 6, 354-67-61. Prix de la meilleure cuisine brésilienne de Paris pour 1978. F/7 août au 1<sup>er</sup> sept.

**CHINOISES-THAÏLANDAISES**

**CHEZ DIEP,** 22, rue de Poitiers (8<sup>e</sup>). 256-23-96. T.l.j. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées, et gastronomie chinoise-thaïlandaise.

**DANOISES ET SCANDINAVES**

**COPENHAGUE,** 1<sup>er</sup> étage. F/sam. F/soit. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées. Tél. ÉLY. 20-41. Ouvert tout l'été.

**ESPAGNOLES**

**EL PICADOR,** 80, boulevard des Batignolles, 387-26-87. F/jusq. dim. Jusq. 100 couverts. Fermé en août.

**INDIENNES**

**VISHNOU,** ang. V. Volney, r. Daumesnil, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche.

**INDRA,** 10, r. Cds-Riviere. F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI.

**ASHOKA,** 5, rue De-Jacquemart-Cleuacourt (19<sup>e</sup>). T.l.j. 552-06-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI.

**INDIENNES-PAKISTANAISES**

**MAHARAJA,** 15, r. I.-Chaplain (6<sup>e</sup>). CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M<sup>e</sup> Vania. Ouvert tout l'été.

**MAHARAJA,** 72, bd St-Germain. 354-26-07. T. l. j. M<sup>e</sup> Manohar. Spécialités BIRIANI. Ouvert tout l'été.

**SALONS pour Déjeuners d'affaires et Banquets**

**LAFERROUSE** 51, quai des Grands-Augustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts. Ouvert tout l'été.

**Ouvert après Minuit**

**TOUR D'ARGENT,** 4, pl. Bastille-12. 344-32-19. Grillades, poissons. F/soit. Réouverture 5 sept.

**ALSACE À PARIS** - 326-89-36. 9, pl. St-André-des-Arts. T.l.j. Grillades. Choucroutes. Poissons. SALONS. Terrasse entourée de verdure. Ouvert tout l'été.

**MAROCAINES**

**ATISSA FILS,** 5, r. St-Benoît, 548-07-22. 20 h. à 0 h 30. F. d.-s. Tr. fin. Couscous. Pastilla. Rsa. à part. 17 h. Fermé en août.

**VIETNAMIENNES**

**NEM** 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>). 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. Fermé en août.

**TAN DINH,** 60, rue de Vertueil (7<sup>e</sup>). Falsissime carte des vins. 600 grands crus. 544-04-84. J. 23 h 15. F. dimanche.

**WEPLER,** 14, pl. Clichy, 522-53-29. Son bœuf d'huître, ses poissons.

**AU PETIT RICHEL,** 25, rue Le Pelletier, 770-86-50. Décor coquetterie. Son étonnant menu à 95 F (service compris). Vins de Loire.

مكازم الأكل







## La route des festivals

## AVIGNON

## Les gentils cobayes de Jean Jourdeuil

Cervantes, dès son enfance, a aimé le théâtre, et plusieurs pages dans ses romans comme dans ses comédies prouvent qu'il a souffert de la médiocrité, sinon de la nullité des choses qu'il voyait. Dans son *Don Quichotte*, un chanoine à bout de patience réclame la création d'une « commission » qui saurait dissuader d'avancer les auteurs les plus incapables et égarer ainsi des soirées perdues aux publics. Dans le comédien *Pedro de Urdemalas*, Cervantes, à bout de nerfs, rappelle que pour faire du théâtre, « il faut avoir et savoir montrer une très grande capacité » ; il souhaite que « personne n'exerce ce métier s'il ne possède les qualités requises » ; il propose qu'on « institue une inspection » afin que « n'importe quel sot ne puisse s'il lui en prend fantaisie, se faire directeur de théâtre ».

Quelle tristesse, quelle colère n'aurait pas saisie Cervantes s'il avait vu à Avignon, dans la cour de la faculté des sciences, le massacre de quatre de ses pièces courtes : la *Sentinelles vigilantes*, le *Vieillard jaloux*, la *Caserna de Salamanka*, le *Ridicule des merveilles*, traduits et mis en scène par Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret ?

Tout le monde a la droit de se tromper, au théâtre comme ailleurs. Jean Jourdeuil, ces derniers temps, a porté au théâtre, d'une façon remarquable, des textes de Roussseau, de Montaigne. Son Cervantes à Avignon est un désastre. Avant tout, le décor de Lucio Fanti est à jeter aux oubliettes. C'est une grande chiffonade de velours rouge, comme un océan déchaîné de velours rouge. Il est meublé d'accessoires (tante de camp, berque de pêche) entièrement faits et tapissés du même velours rouge. Cet aboulis omniprésent est orné de rideaux de même velours rouge.

Le décor agit sur l'œil du public comme une indigestion, une déjection, une vomissure géante de cramoisi, étouffante, dans quoi les comédiens sont naufragés, noyés, asphyxiés, dépersonnalisés, dans qui aucune pièce ne peut avoir lieu, aucun personnage exprimer un ton, donner à distinguer un geste.

Que serait la représentation si le décor était enlevé, oublié ? Si les comédiens retrouvaient une autonomie de présence, une présence tout court ? Il semble quand même que la traduction française soit plate, incolore, manque de dynamisme, que la direction du jeu des acteurs soit gauche, menue de respiration, de liberté, qu'à des comédiens dépourvus comme Jean Dauteray, Gérard Chailou, Monique Saintey, Josiane Stoleru, aient été mêlés, tenent les tout premiers rôles, des quadras bizarres tout à fait incapables de se tenir sur une scène, d'y

prononcer un mot, et qu'il faudrait illico envoyer dans un cours de formation professionnelle sociétaire.

Que s'est-il passé ? Quelques super-intellectuels, super-cultivés ont voulu nous montrer avec toute leur science ce qu'est du théâtre populaire ? Sur la réputation de Jean Jourdeuil une quantité de théâtres et de maisons, à Saint-Denis, Villourbanne, Strasbourg, Grenoble, dans le Nord, ailleurs, ont soutenu, accepté d'avance, les yeux fermés, cette mise en scène de Cervantes, programmée dans tous ces lieux pour la saison 1983-1984. D'ici là, Jean Jourdeuil et ses amis vont pouvoir reprendre les choses à zéro.

Le Festival d'Avignon et ses gentils et fidèles spectateurs auront servi de banc d'essai. Il est toujours agréable de se sentir utiles, d'être bons à quelque chose.

MICHEL COURNOT.

## La danse à la pleine lune

Place de la République, dans un studio en sous-sol, Hideyuki Yano et le groupe *Madame-rituel-théâtre* répètent. Au puits de l'épervier qu'ils créent le 24 juillet à Avignon. La chaleur est telle que la porte est restée ouverte, et lorsque, sur un roulement de grosse caisse, Lila Green lance un cri ravageur, les ouvriers qui chargeaient les canons dans la cour répondent par des trilles d'oiseaux.

Au puits de l'épervier, pièce de Yano, montée à Londres en 1916, mêlée danse, musique et texte. S'inspirant de la mythologie celtique, elle met en scène un vieillard ascétique, un jeune homme débauché et la gardienne d'un puits. Dieu-démon, celle-ci est capable de se métamorphoser en séductrice ou en rapace cruel pour protéger le lieu des convoitises.

Chez Yeats la danse est conçue comme un mirage, une tromperie. Elle abolit le temps et maintient le vieillard sur place dans l'espoir vain

de l'immortalité, elle piège le jeune homme dans une attente stérile, elle fascine, elle éloigne, elle retient.

Préoccupé de théâtre total, Yeats avait orienté sa représentation dans une direction proche du Nô, avec des effets de masques et la participation, pour le parterre, de la danse, du japonais Michio Ito.

On comprend que Hideyuki Yano ait été séduit par le sujet. Depuis des années, il élabore un théâtre-danse qui, par son utilisation du mouvement, de la voix, des sons, produit un décalage entre le réel et l'imaginaire, un théâtre-danse qui fait éclater les cloisons entre les différents éléments du jeu.

« On pourrait, dit-il, comparer ce décalage à une peinture cubiste. Le corps est décomposé en plusieurs parties sans restitution de perspective, et chaque partie est représentée dans des matières différentes. Pour celui qui regarde la toile, les différentes matières commencent à vivre indépendamment les uns des autres, mais la totalité du corps reste toujours présente. Désormais l'identification de tous les sens à ce qui est représenté n'est plus possible ».

Au théâtre total de Yeats, Hideyuki Yano a donc substitué un théâtre éclaté. Le thème d'un voyage initiatique — est traité en trois versions différentes selon que prédomine le danseur, le comédien ou la marionnette. Mais entre ces versions circule une énergie : le danseur parle, le comédien bouge et manipule la marionnette comme dans le Bagdad. Parfois un personnage miniature survient, et les trois incarnations du même personnage s'imbriquent pour ne faire qu'un. Yano a également introduit une récitation chantée, Anne-Laure Weil, qui commente le récit et le vit. Lui-même intervient de manière symbolique grâce à un triple jeu de masque.

Si les espaces sont de natures multiples et variées, le temps est parfaitement maîtrisé par le chorégraphe. Le travail des danseurs et des comédiens s'est articulé à partir d'un découpage du texte de Yeats par Isabelle Fanchon. C'est seulement après qu'il est intervenu le musicien Yoshihisa Taira. Il n'a pas composé une partition proprement dite, mais plutôt une ambiance sonore qui s'est construite au fur et à mesure de l'action. Elle entoure les acteurs et le public d'un réseau d'ondes (vibrations des percussions, claquement sec des bois, strides des gongs et douceur insidieuse de la flûte basse). Rien n'est laissé au hasard dans ce spectacle, surtout pas les costumes très japonais, ni les marionnettes articulées par Goumy, ni même la date de la création : « Ce sera la pleine lune », précise Yano avec détermination.

MARCELLE MICHEL.

★ Coproduction France-Culture-Festival d'Avignon, Cénacle des Cécilies. Du 24 au 28 juillet, 22 heures.

## Bérénice contre Marie Stuart

Parlant de son film en noir et blanc, *Bérénice*, commandé et coproduit par le Festival d'Avignon, où il a été présenté en avant-première, Raul Ruiz dit que c'est un long « vidéoclip ». Il ne faut jamais prendre au pied de la lettre les paroles de ce cinéaste du trompe-l'œil, mais quand il affirme avoir respecté le texte de Racine (il s'est juste permis deux inversions de scènes), c'est vrai. Donc, il s'agit bien du lent arrachement de deux amants qui s'aiment et que sépare une loi ancienne : le maître de l'Empire romain ne peut pas épouser une reine étrangère. Raison d'Etat mêlée de lassitude, effroi d'un homme jeune « guetté par l'homosexualité » devant une femme plus âgée.

De Roger Planchon à Antoine Vitez, les interprétations débloquent des nuées de passions antagonistes d'une vertigineuse complexité. Les mots simples, les alexandrins fluides décrivent un dédale infini de sentiments que Raul Ruiz transpose, qu'il représente par l'errance d'une femme dans un jardin à l'abandon, des couleurs bariolées de grillage, des salons dévastés aux fenêtres closes. Ce n'est pas Rome ni Versailles, c'est un pavillon du siècle dernier.

Le visage de la femme est adouci par une voilette, avec un tréfilé à l'emplacement de la pommette. Elle est habillée d'une robe à tournure. Elle pourrait s'appeler Anna Karénine, elle pourrait porter le nom de toutes les héroïnes qui ont aimé. Elle est seule avec sa suivante. Les hommes sont des ombres portées sur les murs, des silhouettes en contre-jour, des figures aux paupières baissées et, quand elles se lèvent, on voit des ovales blancs, comme des yeux vides sur un négatif de photo. Les voix graves, posées, pontifiantes, fragmentent les alexandrins vibrant sur un fond d'instruments à cordes. Des voix impersonnelles, qui déchirent la mémoire de Bérénice. Elle a fini de vivre et de souffrir, fanée à la poursuite des battements de son cœur.

COLETTE GODARD.

Amélie Alvaro est une Bérénice fascinante, consumée, brillante et, en même temps, détachée. Parfois, elle ébauche un demi-sourire, pas tant de tristesse que de compassion, une sorte d'amusante douleur. La souffrance appartient au passé, pourtant elle se perpétue dans les vers. Pour Amélie Alvaro, le regrette d'avoir dû partir avant la fin du film. C'est la vie d'Avignon, on est toujours à courir après le temps. C'était d'ailleurs une journée comme ça : d'abord les journalistes ont été priés de ne pas assister à la première de *Marie Stuart* par la Comédie-Française, parce qu'il y avait eu des problèmes de décors et des retards. Puis, à 23 heures, une panne générale d'électricité a interrompu les représentations d'Avignon. J'étais au Chêne noir, où Gérard Gelas a mis en scène deux pièces de Mishima adaptées par Marguerite Yourcenar. De toute façon, la représentation ne se passait pas bien, les acteurs étaient mouls, les mouvements imprécis. On avait un sentiment de flou, de décalage. Ce sont les risques du spectacle vivant.

COLETTE GODARD.

## CINÉMA

## REPRISE DE « MOROCCO », DE STERNBERG

## Marlène dans les sables de la Paramount

Supposons qu'après la mort de Rath, Lola Lola soit allée chercher fortune, sous le nom d'Army Jolly, à Mogador, au Maroc. Surtout du brouillard au moment où le bateau accoste, Marlène Dietrich apparaît, ses cheveux blonds et son visage affiné sous une voilette à pois, telle qu'elle était devenue, à la fin de *L'Ange bleu*. « Artiste de cabaret », elle va recommencer sa carrière de chanteuse dans une boîte de nuit chahutée où se coudoient toutes les classes de la société.

*Morocco* s'ouvre sur un décor exotique, tel que Sternberg les aimait, plus vrai que nature dans ses artifices, présente, d'abord, le légionnaire Tom Brown (Gary Cooper), séducteur à la beauté du diable, qui sera le destin d'Army Jolly. Certes, en 1930, le « romantisme » de la légion étrangère et des filles de bauglants était à la mode. De là à faire de *Morocco* un mélo de qu'est-ce que destin à magnifier le mythe de Marlène, il y a un monde. Sans avoir la perfection dramatique et esthétique de *X 72* qui viendra ensuite, ce film (il s'intitule, en français, *Cœurs brûlés*) montre le travail de mutation accompli, conjointement, par l'actrice et le metteur en scène.

Elle ne parle pas encore parfaitement l'anglais ; il évite les dialogues abondants de l'époque, privilégie les situations, le jeu de son interprète, en capte les émotions (de l'ironie à l'indifférence, de l'orgueil secret à la passion brûlante), la fait se déplacer dans un univers admirablement stylisé par les éclairages de Lee Garmes.

*Morocco* est le choc de deux êtres fiers et libres qui s'aiment, se délaient et jouent à qui ne l'avouera pas. Adolphe Menjou, riche, élégant, distingué, la Bessière, également épris d'Army Jolly, assiste à ce duel avec

une grandeur d'âme qui éveille singulièrement l'histoire au-dessus de ce qu'elle semble être. Aujourd'hui, d'ailleurs, Menjou paraît plus intéressant que Cooper. Son personnage comprend les états d'âme d'Army Jolly, qui lui préfère l'autre, non sans luttuer intérieurement.

Bien sûr, on frémit d'aise et de fascination lorsque Marlène, en frac et haut-de-forme, chante dans la boîte de nuit, échange des regards avec Tom Brown, embrasse une femme sur la bouche, puis vient vendre des pommes à l'assistance, un bec de plumes jeté sur une sorte de melon de bon noir. Bien sûr, la sirène costumée par Travis Banton a quelque chose de magique. Mais la mise en scène de Sternberg — gros plans, travellings, fondus-enchaînés, effets sonores elliptiques — va au-delà. Elle suit l'itinéraire d'une femme qui, de rencontres en séparations, renonce à s'installer dans la vie, part à l'aventure dans le désert derrière son légionnaire, et avec l'autre « légion » des compagnes arabes. Deux escarpins restent sur le sable, le dernier plan s'ouvre sur l'infini.

Revoir *Morocco*, c'est assister aux débuts de Marlène dans les studios hollywoodiens. *L'Ange bleu* n'ayant été distribué qu'après aux États-Unis, les Américains la découvrirent avec ce film qui lui acquit son statut de star à la Paramount. *Morocco* révèle, définitivement, en même temps que sa subtilité de comédienne, cette force morale, inséparable de sa beauté, qui allait faire d'elle, à jamais, une personnalité unique dans le monde du spectacle et dans le monde réel.

JACQUES SICLER.

★ Voir les reprises.

## « PSYCHOSE II », de Richard Franklin

## Maman, es-tu là ?

Une vingtaine d'années après *Psychose*, que le film d'Hitchcock rendit célèbre, Robert Bloch écrit lui-même la suite, encore plus terrifiante, de ce roman. Ce fut *Psychose II* (I), avec lequel, il faut le préciser, le scénario de Tom Holland, concocté par Richard Franklin, n'a aucun point commun, sinon le personnage de Norman Bates.

On revêt d'abord la scène fumeuse où Marion Crane (Janet Leigh) est assassinée sous la douche, par une vieille femme armée d'un couteau, entrevue à travers le rideau de nylon. Le style d'Hitchcock et les stridences de la musique de Bernard Herrman font toujours le même effet formidable. Et puis commence, vingt-deux ans plus tard et en couleurs, le film de Richard Franklin. Norman Bates, guéri selon le psychiâtre, de son doublement de personnalité criminel, sort de l'asile. Il reprend possession de son motel et de la vieille maison familiale.

Cela ne fait pas l'affaire de Lila, sœur de Marion et veuve de Loomis, avec lequel elle avait vécu l'effrayante enquête de *Psychose*. Après d'Anthony Perkins dont le visage ravagé à quelque chose de pathétique, Vera Miles, qui a repris le rôle de Lila, est une bourgeoise mûre et pétrifiée dans un rajeunissement artificiel : lifting et coiffeur inspiré. Tant pis pour nos souvenirs. L'actrice fragile s'est transformée en furie ma-

triarcule tout entière à sa proie attachée. La même est vite évanescée. Lila veut qu'on renvoie Norman à l'asile. Elle cherche à le rendre fou. Il entend de nouveau la voix de sa mère, croit la voir à la fenêtre, trouve des traces de sa présence dans la maison. Bref, le grand jeu.

Il semble que Richard Franklin ait voulu rendre hommage à Hitchcock. Non seulement en le citant au début, mais encore en reprenant le décor de *Psychose*, en composant des plans à la manière d'Alfred, en jouant sur la terreur et la schizophrénie. Mais les complications et les outrances du scénario finissent par donner envie de rire. On comprend qu'Anthony Perkins, rejeté dans le passé de Norman Bates, en ait la tête perdue.

La mère morte et momifiée du film d'Hitchcock n'était pas la vraie mère de Norman, et Mary, la fille de Lila (Meg Tilly, jeune comédienne intéressante), brouille les cartes de cette partie macabre dans un vaudeville. La seule frousse qu'on puisse ressentir est celle des mœurs américaines, abusives, castroïdes, dévotieuses. Et pour les peindre, Hitchcock était imbattable.

★ Voir les exclusivités.

(I) Éditions Fleuve noir, collection Engrenages internationaux.

## ROCK

## SCREAMIN'JAY HAWKINS, EN TOURNÉE

## Le précurseur fou

On l'a vu en chair et en os : Screamin'Jay Hawkins en personne, incroyablement vrai, fait un retour inespéré en France, pareil à l'insigne qu'il avait laissé de lui au début des années 60.

Le sorcier fou du rhythm'n blues, le précurseur du rock dingo qui, bien avant Alice Cooper et ses confrères, traînait ses concerts, jouant du gri-gri, sortant, sur scène, d'un cercueil enfoncé, le créateur de *I Put a Spell On You* et de *Constipation Blues*, l'homme que Boris Vian a découvert en France, celui que Serge Gainsbourg cite invariablement comme un génie, Screamin'Jay Hawkins efface, actuellement, une tournée qui l'a déjà conduit de Libourne à Brest.

On ne pensait pas le retrouver dans une telle forme, ce quinquagénaire géant, originaire de l'Ohio, dont la légende repose sur deux chansons qui, adaptées par quantité de musiciens depuis vingt ans, ont fait le tour du monde, et sur une série d'anecdotes percutantes. Aux États-Unis, une circulaire fut envoyée aux pompes funèbres recommandant qu'au lieu de l'entermer, on le laisse vendre ou louer. Il fut censuré dans un film parce qu'il apparaissait tel un Mau Mau, nu sous un pagne, le visage recouvert de peintures de guerre, coiffé afro, tenant une lance et un bouclier ; les producteurs prétendirent que c'était une insulte aux Noirs américains.

De provocations en provocations, on l'interdit dans les salles de concert pour indécence. Après avoir traversé les années avec plus ou moins de bonheur, jouant dans une salle de strip-tease à Honolulu, enregistrant, pour le compte de petites compagnies, des disques dont la plupart n'ont jamais vu le jour, il se souvient aujourd'hui des gens qui l'ont trompé et de ceux qu'il a aimés, il regrette de ne pas avoir été avec ses filles le père qu'il aurait aimé être. Il dit que Dieu l'a aidé à goûter les plaisirs de l'instant et qu'il a fallu toute une vie pour apprendre ce qu'était la joie.

ALAIN WAIS.  
★ Le 27 juillet à Martigues, le 29 à Sablé-sur-Sarthe.  
Discographie : Real Life, Paris Album C3358, distr. Celluloid.  
■ Représentant une suggestion du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, la Fondation des enfants de la paix organise le premier Festival mondial pour la paix les 5, 6 et 7 août au stade Ullevi à Göteborg en Suède. Participeront notamment à ce festival : Jacques Higelin, Steve Wunder, Aretha Franklin, Joe Cocker, Jimmy Cliff, Bob Seger, Faith All Stars, Meat Loaf, The Beat, Donovan, Mikal Gilmore, Henry Belinfante, John Denver, Yusuf Latief, Cat Stevens, Joan Baez.

## EXPOSITION

## « L'ŒUF ET LA PLUME », AU JARDIN D'ACCLIMATATION

## Pour dénicher la couleur

« Alouette, je te plumerai !... » C'est à une ritournelle de ce genre, gaillarde mais sans méchanceté, qu'on songe en parcourant l'exposition réalisée par Anne Tardy, Sylvie Girardet et Claire Merisau-Ponty dans leur Musée en herbe. « L'Œuf et la Plume » offre à tout le monde, mais aussi aux enfants, un parcours de savoir, de rêve et de jeu.

L'association du Musée en herbe, née en 1975, a choisi le chemin des écoliers pour mettre l'art entre les mains d'un jeune public (1). Sans artifice technique, avec un rare bonheur, le musée traditionnel y est joyeusement bousculé ! Surtout, les réalisateurs ont évité l'écueil du langage pseudo-enfantin pour amener à la manipulation des formes et des couleurs.

Avec brio (dû en particulier au talent d'illustrateur de Serge Cecarrelli) et sans nier le cruauté des relations tissées entre l'homme et l'oiseau, l'exposition met le doigt sur l'essentiel de notre insatiable : les dents des poules, les coquilles de la couleur, le grand nid des contes...

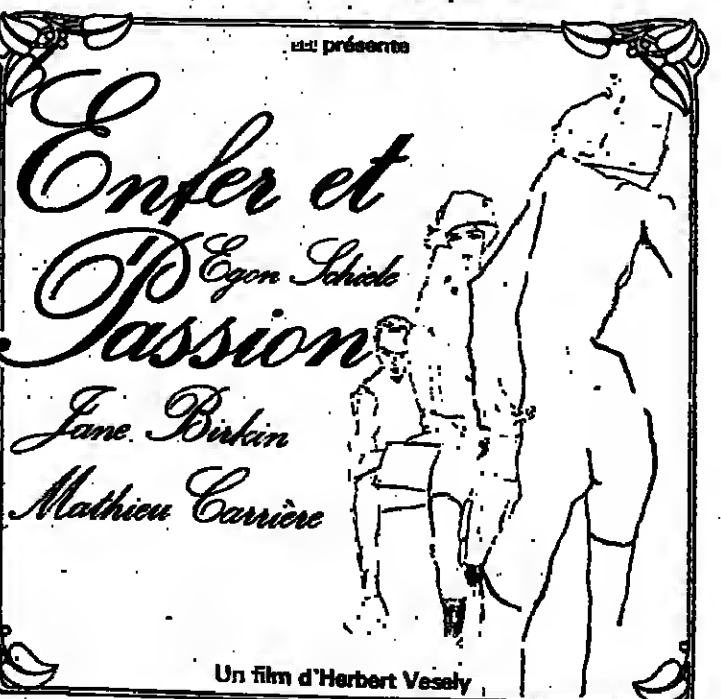
Cette démarche est servie par un assemblage d'objets de qualité provenant des traditions populaires, du vêtement, des sciences naturelles. Du coup, les oiseaux naturalisés en deviennent moins possédés.

Le parcours, que les enfants sont invités à épouser à l'aide de différents jeux de piste, est complété par des ateliers de masque, de poterie, de théâtre, tous en rapport avec les formes et les couleurs de l'oiseau. Même l'œuf, le petit visiteur sera à l'aise dans un univers taillé à ses mesures et conçu pour son plaisir autant que pour l'éducation de tous ses sens.

(1) Les animatrices du Musée en herbe expliquent bien leur démarche dans « Le Musée en herbe, ou comment apprivoiser l'art », article de la revue *Fleurbaey*, octobre 1981.

★ Le Musée en herbe est ouvert tous les jours, de 11 heures à 18 heures, jusqu'en mars 1984 ; il est accessible aux handicapés. Jardin d'Acclimatation, bois de Boulogne, Paris. Tél. : 747-47-66.

En V.O. : GEORGE V - en V.F. : FORUM HALLES - QUINTETTTE PATHÉ  
SAUMONT BELLITZ - MAXEVILLE - BRETAGNE - MISTRAL  
CLUCHY PATHÉ - ATHENA - U.G.C. GARE DE LYON  
U.G.C. Gobelins - BOULOGNE Gaumont Océan - PARLY 2  
ORSAY les Ulis - ARGENTEUIL Alpha - VITRY Robinson  
NOGENT Arto - CERGY-PONTOISE Bourvil - MELUN Variétés  
BAGNEUX Lux - MAISON ALFORT Club  
ST-MICHEL S/ORGE les 4 Mouquetaires





SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : La Seconde Surprise de l'Amour. 21 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

Les autres salles

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53). 20 h 30 : Le Malentendu. 21 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. ATELIER (606-49-24). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24). 20 h 45 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. COMÉDIE DE PARIS (281-09-11). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. DAUNOU (261-69-14). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. DESCHARGES (236-00-02). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. ESPACE-GAÏTE (327-13-54). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. ESPACE-MARSAIS (273-10-19). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. FONTAINE (874-74-40). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. GAITÉ-MONTMARTRE (322-16-18). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. GALERIE 55 (326-63-51). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. LUCERNAIRE (544-57-34). 18 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. MADÉMOISELLE (265-07-09). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. MICHEL (265-35-02). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. PALAIS DES GLACES (607-49-93). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. PALAIS-ROYAL (273-10-19). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. SAINT-GEORGES (278-63-47). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. THÉÂTRE DIDOT (322-11-02). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. THÉÂTRE DU LYS (327-88-61). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. TRISTAN-BERNARD (522-08-40). 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. UNION (770-90-94). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. VARIÉTÉS (233-09-92). 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

Les concerts

HOTEL HÉROÛET, 18 h et 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. NOTRE-DAME, 16 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. FIAP, 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

Paris

XVII FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (227-12-68). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. STATION ANDER REE, 16 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. STATION ANDER REE, 16 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-42). 21 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 23 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 24 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

19 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 20 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

En région parisienne

LA DÉFENSE, Espérance, Fontaine. 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

SCEAUX, XV Festival (660-07-79). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

DANS LA VILLE BLANCHE (Sois). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

DARK CRYSTAL (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ESCRUC, MACHO ET GIGOLO (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'ÉTÉ MEURTRE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

FURYO (Jap. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA BELLE CAPTIVE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

CALIGULA, LA VÉRITABLE HISTOIRE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

CARBON 14, LE FILM (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE CHOIX DE SOPHIE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'HISTOIRE DE PIÈRE (France-Ital.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

201-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 22 juillet

25-52 : Lucernaire, 6 (544-57-34); Marquis, 6 (544-57-34); L'ÉTOILE BLEUE (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARCENT (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. L'ÉTOILE BLEUE (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière. L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARCENT (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LUDWIG-VERONIQUE (It. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA LUNE DANS LE CANTON (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LES MEILLEURS AMIS (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE MONDE SELON GARY (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

MON CURE CHEZ LES THÉÂTRIENNES (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE MUR (France-turc, v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

NANA LE DESIR (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

FLICKS DE CHOC (\*\*). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

CEL POUR CEL, film américain de Steve Carver. 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ESTYCHOSE II (\*\*). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

V. T. D. UN PIRATE SUR L'ATLANTIQUE, film français de Jean-Claude Roy. 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

EMMANUELLE (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ERASERHEAD (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

EXHIBITION (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE MONDE SELON GARY (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

NEW YORK NEW YORK (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA NUIT DE L'IGUANE (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE PROCÈS PARADISE (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA RANCUNE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

RIZ AMER (It. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

SEX O'Clock USA (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LETTERES D'AMOUR EN SOMALIE (v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

MAD MAX II (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LE MASQUE DE FUMANCHE (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

MÊME À L'OMBRE DU SOLEIL, LEUR TAFÉ SUR LA TÊTE (It. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

UNE FEMME À SA FEMME (Fr.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

MOYSE ET LE SANG DE LA TERRE (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

WOODSTOCK (A. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA DÉFENSE, Espérance, Fontaine. 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

SCEAUX, XV Festival (660-07-79). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

DANS LA VILLE BLANCHE (Sois). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

DARK CRYSTAL (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ESCRUC, MACHO ET GIGOLO (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

L'ÉTÉ MEURTRE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

FURYO (Jap. v.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

LA BELLE CAPTIVE (R. A.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

CALIGULA, LA VÉRITABLE HISTOIRE (A. J.). 20 h 30 : Les Femmes de Cléopâtre. 21 h 30 : Le Misanthrope de Molière. 22 h 30 : Le Misanthrope de Molière.

SOPHIA ANTIPOLIS

Hors des hordes

(93) 33-10-10

Soirées Sophia Antipolis

06560 Valbonne

COMEDIE FRANÇAISE

296.10.20

SPECTACLE MARIVAUX

La Seconde Surprise de l'Amour

avec

La Colonie

Jean-Pierre MIQUEL

Jusqu'au 31 juillet inclus

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

RICHARD GERE

VALERIE KAPRISKY

A BOUT DE SOUFFLE

"BREATHLESS"

MADE IN USA

Un film de JIM McBRIDE

UGC BIARRITZ - UGC DANTON - UGC BOULEVARD - UGC OPÉRA

PARAMOUNT MONTMARTRE - ROTONDE - MAGIC CONVENTION

UGC GARE DE LYON - CLICHY-PATHÉ - CRÉ BEAUBOURG

PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT ORLÉANS - 3 SECRETAN

Artel CRÉTEL - 4 Temps LA DÉFENSE - Alpha ARGENTAN

Fleuries SARCELLES - MARS MONTREUIL - Artel MARNE

PARAMOUNT LA VARENNE - Calypso VITRY CHATILLON

la première Television Pirate est nee!

Y'a-t-il un pirate sur l'antenne?

Y'a-t-il un pirate sur l'antenne?



# COMMUNICATION

Vendredi 22 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Au théâtre ce soir : L'Azalée, d'Y. Jaminque, mise en scène M. Roux, réal. P. Sabagh, avec N. Merson, A. Bertheau... La rencontre entre une femme libre, « indépendante », et un séducteur.
- 22 h 35 Journal.
- 22 h 45 Le jeune cinéma français de courts métrages.
- 23 h 05 Journal et cinq jours en Bourse.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



- 20 h 35 Série : Verdi. De R. Castellani. Mauvaise surprise pour le musicien, Nabucco n'en a pas programmé à la Scala, mais deviendra un peu plus tard un succès.
- 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : les romanciers best-sellers sont-ils heureux ? Sont invités : Guy des Cars (Le Crime de Mathilde), Patrice Laffont (Le Visiteur de l'étranger), Harold Robbins (Le Beau Parleur), Paul-Loup Sulitzer (Le Roi vert) et Sylvie Audoly (traductrice de : Maître du jeu, de S. Sheldon).
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 5 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : le Hebeille. Film français de G. Blain (1980), avec P. Norbert, M. Subor, I. Rosais, J.-J. Aublain, F. Michand, A. Jérôme. Un garçon de vingt ans, d'origine prolétaire, solitaire et farouche, vit de combines et de vols pour élever sa jeune sœur. Sa vie se déroule dans sa rencontre avec un

homme d'affaires homosexuel. Film du refus de toutes les compromissions sociales, de toutes les dominations. Portrait admirable d'un individualiste. Mise en scène où l'indignation, la violence, l'émotion sont intériorisées, un peu comme chez Breton.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Vendredi : Regarde pas la bouchée pleine. Magazine d'information d'A. Campa. Une enquête de Viola Stefan sur les « Soap Operas », les feuilletons américains regardés par 60 millions d'Américains cinq jours par semaine, 52 semaines par an ; répercussions économiques, avec des interviews de producteurs, de réalisateurs, etc.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 L'aventure : les Dents de la mort, de F. Rossi. L'expédition de biologistes marins au Canada, à la recherche des mammifères aquatiques.
- 22 h 50 Festival international du jazz à Juan-les-Pins. Une émission de Jean-Christophe Averty. Avec le pianiste Oscar Peterson, Nils Henning Orsted Pedersen, contrabasse, et Martin Drew, batterie.
- 23 h 15 Une minute pour une image, d'Agès Varda. Son album imaginaire.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Quatuor n° 4, de M. Tippet, par le Lindsay String Quartet sous la direction du compositeur au Festival de Tourcoing.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h, Stanislas Fumet ou la patience de Dieu, par M. Cazauro.
- 21 h 30, Black and blue : table ronde des journalistes.
- 22 h 30, Nuits magiques : le ciel à témoin.

## FRANCE-MUSIQUE

- En direct de Marseille et d'Alsace-Provence
- 21 h 30, Concert (en direct du théâtre du Pavillon de Vendôme) : symphonies Haydn et Liszt, de Mozart ; Concerto n° 22 pour piano et orchestre, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guschlbauer, avec B. Engerer, piano.
- 22 h 15 Fréquence de nuit : L'amour ; à 0 h 5, Gesualdo, la croisée, la dédicace.

Samedi 23 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h Série : Chéri Bibi. (Et à 12 h 45, 15 h 45, 16 h 45 et 17 h 45.)
- 12 h 15 La route buissonnière.
- 12 h 55 Face à Ses.
- 13 h Journal.
- 13 h 15 Série : Salvatore et les Mohicans de Paris, d'après A. Dumas, réal. B. Bordenet (rediff.).
- 14 h 40 Documentaire : Aventures inattendues.
- 15 h 15 Histoire naturelle : la chasse aux cerfs.
- 16 h Série : Les irréductibles.
- 16 h 30 Spiderman.
- 17 h Croque vacances. En balade à Chantilly.
- 18 h Trente millions d'amis.
- 18 h 15 Magazine auto-moto.
- 18 h 45 Jack spot.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super défi.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal (et à 22 h 45).
- 20 h 35 Jeu : L'assassin est dans la ville, de J. Antoine et J. Bardin, réal. G. Barrier. Une candidate est chargée de résoudre une énigme policière dont les protagonistes sont des comédiens amateurs.
- 21 h 50 Série : Shogun. D'après J. Clavel, réal. J. London. Avec R. Chamberlain, Y. Shimoda, A. Badel... Cruauté « japonaise », humiliations, les mésaventures du grand baron Blackthorne se poursuivent allégrement. Une saga bien réalisée, à l'américaine.
- 22 h 55 22, la rock. Émission de J.-B. Hebey. Funky music avec M. Jackson, Earth, Wind and Fire, S. Wonder, M. Gray.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 50 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 ANTIOPE.
- 11 h 40 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h Souvenirs-souvenirs. Avec les Beach boys.
- 12 h 30 Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Shérif fais-moi peur.
- 14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.
- 14 h 50 Les jeux du stade. Cyclisme : Tour de France ; tennis : Coupe de la Fédération ; athlétisme : championnat de France ; escrime : championnat du monde, à Vienne.
- 18 h Les carnets de l'aventure. « Cherchez la vague », de J.-P. Janssen ; « Aventure dans les Rocheuses », de P. Shatalov.

• M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, et le Syndicat national de radio-télévision (S.N.R.T.-C.G.T.) ont signé un protocole d'accord « pour la mise en application immédiate » d'une nouvelle annexe à la convention collective générale du 31 décembre 1976 concernant les artistes, musiciens et choristes de Radio-France. Trois cent soixante-dix personnes relèvent de cette annexe. La présidence de Radio-France « se félicite » de la teneur de ces accords.

• M. Jean-Louis Balandraud, ancien responsable de l'information au ministère puis au secrétariat d'Etat à l'environnement, vient d'être nommé, par M. André Holsen, P.-D.G. de FR 3, chef des services de cette société à Clermont-Ferrand. Pour sa part, M. Philippe Condard, ancien rédacteur en chef à Lille, devient sur sa demande, précho-tou - rédacteur en chef à Clermont-Ferrand.

**un cocktail pour un moment de charme**

Le Cardinal.

1/3 Campari.  
1/3 Gordon's Gin.  
1/3 Noilly Prat Dry.  
Frapper au zeste de citron.  
Servir glacé.

A 35 KM DE PARIS

**Venez vivre en famille le monde merveilleux de Saint-Vrain**

• LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE • LE MONDE DE LA FÊTE

AUTOROUTE A6 - SORTIE VERTY-CHÂTELLON - TEL. : 456.10.80

A TRAVERS L'EXEMPLE DE CANAL 5

## Une télévision « à l'américaine » s'implante en Italie

Rome. — Si la radio télévision italienne (RAI), proie des « lotissements » politiques, paraît vieillie et un peu essoufflée, les grandes chaînes de télévision privées, elles, débordent de dynamisme : elles font des bénéfices, s'arrachent les publicités et ont déjà capté plus de 40 % de l'écoute nationale, bien que, légalement, aucune d'entre elles ne puisse émettre sur l'ensemble du territoire. Surmont, elles se livrent désormais à une guerre sans merci qui conduira dans les prochaines années à des concentrations en quelques grands réseaux privés d'audience nationale.

L'absence de réglementation, depuis qu'en 1976 un arrêt de la Cour constitutionnelle reconnaissait, au nom de la liberté d'expression, le droit d'émission à l'échelon local, a en un effet « pervers » : la liberté a engendré la loi de la jungle, et les petites structures, de type associatives, ont dû plus ou moins s'incliner devant les chaînes puissantes attirant la publicité. Les statistiques de recensement des chaînes de télévision privées sont éloquentes : 1 208 en avril 1981, 950 au début 1982 et guère plus de 450 en automne dernier.

Les télévisions privées en Italie ne sont plus dans leur phase pionnière où le réseau de quartier transmettait le strip-tease d'une ménagère déléguée. Le chiffre d'affaires des plus grandes chaînes se compte par centaines de milliards de lire elles achètent à tout va sur le marché américain films et séries qui fixent le public devant son poste : en deux ans, dit-on, elles ont écumé la production cinématographique mondiale des trente dernières années. En outre, et sous leur impulsion, les investissements publicitaires en Italie sont désormais de l'ordre de ceux des pays les plus avancés. Les chaînes privées ont, enfin, acquis leurs lettres de noblesse au cours de la dernière campagne électorale en s'ouvrant largement aux hommes politiques : ceux-ci savent désormais la force qu'elles représentent, mais aussi que leur « indépendance » est peut-être à vendre.

### L'empire Berlusconi

Le cas de Canal 5, la première TV privée en Italie, est symptomatique de l'importance que prennent les chaînes commerciales. Canal 5 est en train de devenir un véritable empire. Lorsqu'en 1979, partie d'un petit réseau de télévision par câble de Milan, cette chaîne fut baptisée ainsi, c'était avec l'espoir qu'elle conserve sa cinquième position après la RAI (trois chaînes) et Télé-Monte-Carlo. Aujourd'hui, Canal 5, qui appartient à l'entrepreneur immobilier Silvio Berlusconi, devenu également un puissant patron de presse, talonne la chaîne 2 de la RAI en taux d'écoute. Sa force : quatre cents relais à travers la péninsule, vingt-sept stations et plus de 200 milliards de lire en retransmissions publicitaires en 1982. Un « spot » de trente secondes aux heures d'écoute maximale coûte 10 millions de lire avec une garantie de deux millions d'auditeurs. Chaque jour entre 8 h 30 et 23 heures, est contrôlé, grâce à deux mille six cents appels téléphoniques, le taux d'écoute de chaque émission.

Canal 5 n'a pas seulement pris de la publicité aux chaînes d'Etat : elle

### De notre correspondant

n aussi, comme ses concurrents, « décauché » à la RAI des « monstres » du petit écran : par exemple, le populaire présentateur Mike Bongiorno, qui lui « vaut » 6,2 millions de téléspectateurs par soirée et lui « coûte », dit-on, 1 milliard de lire par an... Quant à Milly Carlucci, une pulpeuse créature de « shows », son cachet horaire s'élève à 150 millions de lire. Prochain objectif de Canal 5 : faire un journal télévisé national. Mais là, il faut abattre le dernier monopole de la RAI et, par conséquent, avoir l'appui des politiciens qui sont quelque peu effrayés par ces médias qu'ils ne savent pas encore très bien comment contrôler. Canal 5 s'est déjà acquis les faveurs du parti social-démocrate en retransmettant en direct son congrès national.

Chaque année au printemps, le patron de Canal 5, M. Berlusconi, se rend à Los Angeles et achète pratiquement tout ce qu'il visionne : non pas des téléfilms soporifiques, mais ceux qui sont produits et présentés par les chaînes américaines (coût : de 25 à 35 millions de dollars). En fait, désormais, Canal 5 ne se contente plus d'acheter des programmes : un tiers de ceux-ci sont produits directement dans les quelques vingt studios ultramodernes qu'elle possède à travers l'Italie. Cet automne commencera, par exemple, le tournage d'un film avec Burt Lancaster et James Mason, coût : 45 millions de dollars. Dans son ascension pour se poser comme rival direct de la RAI, Canal 5 n'a d'abord dans son point de mire son concurrent le plus immédiat : Retequattro, propriété du groupe d'édition Mondadori, qui, avec ses 20 milliards de retransmissions en publicité par mois, est aussi une affaire qui va de l'avant ; elle est notamment associée à ABC, la troisième chaîne américaine, pour

des échanges de programmes. Une première opération de M. Berlusconi a consisté à soustraire à Retequattro l'acquisition d'une autre chaîne privée (Italia Uno qui perdait de l'argent), avec laquelle il a constitué un nouveau « network » : Rete Dieci-Italia Uno (au capital de 100 milliards de lire dont la moitié est souscrite par le public).

Jusqu'où peut aller l'entrepreneur M. Berlusconi ? L'empire qu'il est en train de bâtir autour de Canal 5 (il possède un hebdomadaire de télévision, *Sorrisi e Canzoni*, acheté 20 milliards de lire à la Rizzoli) a aussi des points faibles. Ses investissements cette année s'élèveront à 150 milliards de lire, alors qu'il a déjà 58 milliards de dettes sous forme d'anticipations sur des retransmissions en publicité. En outre, les annonceurs publicitaires commencent à s'inquiéter des proportions que prend la guerre des ondes entre les chaînes de TV privées. En particulier, ils veulent avoir une meilleure possibilité de contrôle des taux d'écoute et imposer des règles afin d'éviter qu'un bombardement anarchique de « spots » ne provoque dans le public un phénomène de rejet.

L'époque des télévisions privées, plus ou moins artisanales, alternatives, est révolue : progressivement, surtout au cours de ces dernières années, la loi du marché a conduit à des regroupements, à des concentrations en quelques grandes chaînes « nationales ». Leurs réseaux se développent sans cesse par l'interconnexion des stations locales. Même si, dans le futur, survivront quelques chaînes locales autonomes reflétant les préoccupations d'une région et de la vie quotidienne de ses habitants, c'est une télévision à l'américaine qui s'implante en Italie... A coups de milliards.

PHILIPPE PONS.

(Publicité)

TITULAIRES D'UN BACCALAURÉAT  
Préparez un **DIPLÔME NIVEAU III** en

**COMMUNICATION GRAPHIQUE**  
(Imprimerie)

Formations et inscriptions

INSTITUT SUPÉRIEUR NATIONAL DE L'ARTISANAT  
10, rue des Capucins, 57000 METZ - Tél. (8) 775-18-40

**VOUS ALLEZ VIVRE A L'ÉTRANGER ?**

*Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.*

**Le Monde**

réalisée à votre intention

**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

*Vous y trouverez chaque semaine les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction du Monde sur tous les grands et petits sujets de l'heure.*

Sur simple demande, vous recevrez un numéro SPÉCIMEN

Service des abonnements

**LE MONDE**  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23 - Poste 2381

**Le Monde**

Abonnements sont privés en Bretagne du Su

**DEMANDES D'EMPLOIS**

**occasions**

**PHOS LABROSSE**

TEL. : 260 05 39.

**propositions diverses**

**automobiles**

**divers**

CHART 205 305 505

**traduction**

**demande**

**capital**

**propositions co**

**A vend**

**Totalité du capi**

**d'une entrepr**

**de produits ci**

La Société de...  
propos...  
Autoc... et p... de la...  
un...  
PROF...  
et...  
PIERRE...  
CH

مكتبة النظم







Le Monde

## économie

## Le parti de la réussite

(Suite de la première page.)

Mais la chose des moyens dépend de nous. Il est évident : on ne peut conduire à bien la politique de modernisation de l'industrie et la bataille pour l'emploi avec les armes inadéquates de l'arsenal monétariste. On ne peut prescrire la diète sans les vitamines.

Seules une pensée ouverte et un empirisme constructif doivent guider l'action en ces temps incertains. La gauche n'a pas à s'excuser d'être aux affaires. Qu'elle exorcise les démons du dogmatisme, quand bien même ce dernier adopterait la rassurante, mais trompeuse apparence des idées convenues.

Personne ne songe à exiger des dirigeants conservateurs qu'ils conforment tous leurs actes au credo de l'orthodoxie. M<sup>rs</sup> Thatcher a dit, mais nettement, rené une grande partie des préceptes monétaristes. L'administration du président Reagan accentue sa croisade en faveur du libre-échange, tout en continuant à protéger un bon tiers du marché domestique par des barrières tarifaires et à utiliser le contingentement, comme vient de le montrer l'affaire des aciers spéciaux.

## Un grain d'aude

Seule une inopportune inclination à l'angélisme ou à la détection morale pourrait nous interdire d'user des possibilités d'esquive et de contre-attaque qui sont à la portée de la France. « La mauvaise honte et la timidité sont aussi dangereuses que l'imprudence et la témérité », remarquait Chesterfield.

Le pessimisme de l'intelligence doit fortifier l'optimisme de la volonté : les risques d'affaiblissement de notre potentiel productif, liés à une conception classique de la gestion économique, sont réels.

Depuis 1980, la conjonction internationale stagne ou fléchit. En France, les investissements risquent de diminuer pour le quatrième année consécutive. Les comptes de la nation soulignent l'ampleur de la chute de l'épargne des sociétés et l'explosion de leurs besoins financiers (6,9 % du P.I.B. en 1982 contre 5 % en 1981). Le resserrement du crédit accroît les difficultés des entreprises, et la perspective d'une croissance « zéro » en 1983 et en 1984 aggrave les incertitudes de l'emploi.

La propagation d'un climat de dé-mobilisation aggraverait nos handicaps. Ceux, traditionnels, de cette vieille France qui n'a pas son industrie. Et ceux, plus récents, hérités du septennat précédent : fragilité du tissu industriel, extrême déperdition de notre économie, perte de dynamisme.

Prévenons donc aux conséquences de toute nouvelle restriction de la de-

mande. L'appareil productif, déjà affaibli, supporterait mal une contraction accrue de la consommation qui affecterait, contrairement à ce qui est souvent affirmé, davantage nos entreprises que nos importations.

Dans les circonstances présentes, un grain d'aude et d'imagination serait une grande sagesse. La réussite — ou l'échec — de la politique de redressement se jouera aussi à la marge. Un point de pénétration du marché intérieur par les importations représente de 20 à 25 milliards de francs. Un point ou deux de croissance supplémentaire pourraient assurer le « bouclage » des finances publiques et du budget social de la nation.

La poursuite de certains projets de réindustrialisation est suspendue à la mobilisation de quelques milliards de francs d'investissement. Le pragmatisme recommande d'explorer toutes les possibilités qui peuvent nous permettre de « faire la différence ». Une affectation des fonds de réserve des compagnies d'assurances (350 milliards de francs) plus conforme à nos priorités industrielles ne se heurte qu'à certaines pesanteurs.

Prévenons donc un certain niveau de demande interne, avant toute levée de l'investissement.

L'effort d'investissement ne doit pas peser exclusivement sur les entreprises et les salariés français. Le « dossier France » est facile à plaider : on ne fera pas l'Europe en défaisant notre pays. Aggravée par la hausse du pétrole, puis par celle du dollar, la France se trouve en position de légitime défense dès lors que, depuis le 25 mars dernier, le dénouement intérieur, progressif, nous vit qu'à l'étranger.

## Desserrer les freins

Aussi des mesures limitées et temporaires peuvent être, à un moment donné, nécessaires : par exemple, le système du dépôt préalable à l'importation utilisé à trois reprises par l'Italie avec l'accord de la C.E.E. Une faible compression de certaines importations pourrait également renforcer la crédibilité du réajustement de notre balance commerciale. Dans le même temps, la production intérieure doit pouvoir suppléer rapidement une partie de l'offre extérieure dans les secteurs choisis par la politique industrielle.

Certains mécanismes de la politique monétaire financière aux effets contre-productifs doivent être progressivement révisés : il faudra desserrer les freins sans prendre le risque du dérapage.

Le raisonnement monétaire apparaît en effet plus sévère que celui suivi, hier, par la Grande-Bretagne.

Le niveau des taux d'intérêt place la production nationale dans une position d'infériorité face à la concurrence étrangère. Enfin, l'encadrement du crédit, qui seul au sein de l'O.C.D.E., nous constitue à pratiquement sous cette forme, constitue un facteur de sécheresse pour la profession bancaire.

Le capitalisme français ne vivra pas sans capitaux. Le secteur public national ne jouera son rôle d'entraînement au sein d'une économie mixte sans un financement régulier et suffisant de ses investissements.

Les instruments d'un nouveau type de régulation monétaire existent pourtant : instauration d'un système des réserves obligatoires, refinancement sélectif des banques en fonction des priorités du Plan... Ces nouvelles modalités peuvent favoriser, dès lors qu'une certaine orthodoxie paralysante recule, une baisse non négligeable des taux d'intérêt. De même, l'assouplissement de l'encadrement du crédit est indispensable au soutien de l'activité des P.M.E., des entreprises nouvelles ainsi qu'au redressement de l'investissement : il s'agit d'améliorer le moral des entrepreneurs avant même la situation des bilans.

## Pour une nouvelle alliance

Un recul décisif de l'inflation peut seul permettre l'utilisation de ces instruments au dynamisme productif. Sans revenir à un blocage généralisé et en libérant le plus rapidement possible les prix industriels, des mesures portant sur des secteurs sensibles peuvent nous permettre de respecter nos engagements pour 1983.

Complétée afin de préserver les ressorts du sursaut industriel, la politique de rigueur pourrait enfin susciter une mobilisation des forces vives du pays sur des objectifs positifs.

La situation appelle le rassemblement de ce « parti national d'industriel », souhaité par Claude Henri de Saint-Simon à l'aube de la révolution industrielle. La gauche, dans les circonstances présentes, doit faire triompher une nouvelle alliance pour la réussite de la France.

Pour rassembler les énergies, une ardeur nouvelle s'impose.

La perception claire des enjeux collectifs fera — seule — accepter les choix salvateurs : le budget pour 1984 doit traduire les priorités en faveur de l'industrie, de la recherche, de la formation. Les entreprises nationales doivent disposer des ressources justifiées par le rôle moteur qu'on entend leur faire jouer. Le D<sup>e</sup> Plan doit assurer l'allocation opti-

male de ressources de la nation, en fonction de ses priorités majeures.

Des arbitrages difficiles ne pourront être évités. Mais l'expérience enseigne qu'il ne faut pas trop se laisser aller à déprimer à tout le monde.

L'alliance que nous devons sceller doit assurer la convergence des efforts de tous les acteurs du redressement économique.

Aux nombreux industriels qui ne se reconnaissent pas dans les jeux du C.N.P.F., il s'agit d'apporter de nouvelles raisons d'espérer et d'entreprendre.

Dans cette perspective, on pourrait envisager d'assurer un traitement fiscal privilégié aux bénéfices investis dans l'entreprise. La forme actuelle de l'impôt sur les sociétés, qui pénalise les entreprises les plus productives, mériterait d'être réexaminée. Et pourquoi ne pas utiliser de façon plus efficace et plus novatrice les banques nationalisées, afin de promouvoir le financement du risque et du développement industriel ?

Aux organisations syndicales, au-delà d'une application exemplaire des lois Auroux et de la démocratisation du secteur public, on devrait offrir de nouvelles capacités d'initiative. Il leur appartient — dans le respect de leur vocation — de prendre toute leur place dans la gestion responsable de la bataille pour le redressement économique et l'emploi.

Les changements technologiques et les principaux choix d'investissement doivent pouvoir faire l'objet de négociations avec les représentants des travailleurs.

Les cadres aspirent à des responsabilités de gestion plus directes, mieux reconnues. Ils souhaitent que la collectivité s'interroge sur les limites d'une pression fiscale qui peut, à un certain niveau, entraîner des effets pervers. Pourquoi ne pas prendre en compte leurs préoccupations ?

A l'ensemble des salariés, il convient d'assurer, par une meilleure connaissance des revenus réels, la transparence de l'effort contributif des différents groupes sociaux.

Enfin, une réforme des droits de succession peut être un élément de moralisation du système fiscal, ainsi qu'une incitation à la mise en valeur des patrimoines : les rentes de situation, les anachronismes, doivent s'inciner devant l'intérêt général qui commande de privilégier l'avenir.

Le vaste dessin tracé par le président de la République bouscule bien des préjugés, des conformismes et des privilèges dans la société française. L'audace du réalisme est aujourd'hui la condition du salut public. Il n'y a pas d'autre politique pour la France que celle qui consiste à prendre tous les moyens de la réussite.

MICHEL CHARZAT.

## SOCIAL

## APRÈS L'ANNONCE DES SUPPRESSIONS

## Le gouvernement va entamer des négociations avec le groupe sur le plan social

L'annonce officielle, le 21 juillet, du prochain plan de suppressions d'emplois par la direction de Peugeot-Talbot a provoqué de vives réactions de la part de tous les partenaires syndicaux. Mais si le ton fut hostile, les actions de riposte pour le moment ont été limitées, en dehors de la grève générale à Poissy. A l'usine Talbot de La Rochelle, un débrayage a eu lieu à l'initiative de la C.S.L., de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Les licenciements sont refusés par la C.G.T., la C.S.L., la C.F.D.T. et F.O. La C.G.C. et la C.F.T.C. demandent pour leur part des mesures tendant à rendre la réduction des effectifs plus « sociale », plus « humaine ». Pour M. André Sainjon, secrétaire général des métaux C.G.T., au micro de Radio Monte-Carlo, le 21 juillet, « l'opération du groupe Peugeot est une grosse provocation à l'égard du gouvernement ». Mais M. Sainjon critique notamment M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, accusé d'accepter l'idée de certains licenciements à Talbot. L'intensité de la réaction.

Les réactions politiques se sont multipliées. Ainsi, M. Edgar Faure, au nom du conseil régional de Franche-Comté qu'il préside, a écrit au P.D.G. de Peugeot-Sociaux pour dire sa « vive inquiétude devant des décisions qui pourraient concerner la région ». M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a accusé devant la presse le 21 juillet, la C.G.T. de « casser volontairement l'outil de travail et l'outil industriel » aux usines Talbot. M. Pons a jugé scandaleux que M. Sainjon, responsable cégétiste, aille voir M. Fabius, ministre de l'Industrie (le 20 juillet) pour lui expliquer comment il faut régler le problème de l'emploi après avoir cassé l'emploi dans cette entreprise.

La concertation va s'ouvrir entre les différents partenaires et les trois ministères concernés (affaires sociales, industrie, économie et finances), a annoncé M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, le 21 juillet. M. Gallo a souligné l'« inquiétude » du gouvernement.

## VINGT-CINQ GRÉVISTES LICENCIÉS CHEZ DELSEY

Vingt-cinq salariés de la fabrique de valises Delsey de Montdidier (Somme) ont reçu, jeudi soir 21 juillet, une lettre de licenciement, avec mise à pied dès vendredi matin, pour « entrave à la liberté du travail ».

Du 24 juin au 19 juillet, une quarantaine de grévistes, sur les six cent cinquante salariés, avaient bloqué les portes de l'usine. Le travail avait repris le mardi 19 juillet, après vingt-quatre jours de conflit pour des revendications salariales. La C.G.T. a appelé à une manifestation vendredi après-midi 22 juillet.

Après l'annonce des licenciements chez Peugeot-Talbot, le gouvernement ne sera saisi officiellement de ce dossier qu'en septembre. Mais « il a entamé, ou va entamer des négociations avec le groupe P.S.A., notamment sur le plan social ». Enfin, « par rapport à certains commentaires politiques qui établissent une relation entre les mouvements sociaux dans l'entreprise et ces licenciements, ce n'est évidemment pas l'analyse que fait le gouvernement ». Sans plus attendre, M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, le 21 juillet, a déclaré que les mesures décidées par Peugeot-Talbot étaient d'ordre structurel (réorganisation de l'entreprise) et non conjoncturel (baisse actuelle des ventes et de la production) comme l'a présenté la direction. Dans le premier cas — revendiqué en particulier par la C.G.T. et la C.F.D.T. — le délai de réflexion des comités centraux d'entreprise est de quatre mois alors que dans le second, il n'est que d'un mois. A la puissance publique de trancher ce point d'analyse. — D. R.

## A Mulhouse

## LA SECTION D'ENTREPRISE DU P.S. RÉCLAME LA NATIONALISATION

(De notre correspondant.)

Mulhouse. — Trois cent trente-deux suppressions d'emplois au centre de Mulhouse : la pilule ici est moins amère qu'ailleurs lorsque l'on compare ce nombre à celui des salariés actuels (13 873). Mais de quoi demain sera-t-il fait ? La question est posée avec inquiétude par l'ensemble des syndicats, après dix années de paix sociale. Pas question d'apposer pourtant aux préretraites dans le cadre du F.N.E., mais les syndicats y mettent une condition essentielle : que les bénéficiaires obtiennent des conditions qui ne seraient pas inférieures à celles consenties en 1982, soit un minimum de 70 % du salaire.

Plans de formation, reconversion aux nouvelles techniques, réduction progressive du temps de travail à trente-cinq heures, autant de propositions des syndicats, alors que la C.G.T. demande qu'il soit mis un frein aux importations de véhicules.

Pour sa part, la section d'entreprise du parti socialiste, dans un communiqué, réclame l'embauche d'un nombre équivalent de jeunes, estimant que les préretraites de Peugeot sont inacceptables. Les socialistes de l'entreprise dénoncent « l'impossibilité d'un arrangement avec la direction de P.S.A. » et demandent, devant son incapacité de bien gérer, sa disqualification et la nationalisation du groupe. « Seule cette décision pourra libérer des forces créatrices qui, aujourd'hui, doivent se taire de peur de compromettre leur avenir. » — B. L.

## AGENCE EXCLUSIVE SÉRIEUSE

A remettre pour le département des YVELINES. Activité constante et de bon rendement. Idéal comme appoint pour comptable indépendant ou personne avec bonne formation commerciale et comptable désirant s'établir.

Capital initial nécessaire : 100 000 FF.

Écrire à Servan Fiduciaire S.A.

Case postale 867, CH-1001 LAUSANNE.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

## ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

## NUMÉRO 490/DIV.

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot n° 01 - Outillages manuels ;
- Lot n° 02 - Outillages de coupe.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 490/DIV. Confidentiel, à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 17 septembre 1983 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	7,7720 7,7740	+ 135 + 185	+ 265 + 340	+ 500 + 720
Som.	6,3013 6,3044	+ 150 + 190	+ 275 + 335	+ 435 + 760
Yen (100)	3,2406 3,2430	+ 159 + 180	+ 363 + 335	+ 872 + 935
DM	3,6089 3,6105	+ 178 + 210	+ 358 + 400	+ 958 + 1028
Fl.	1,2042 1,2059	+ 141 + 170	+ 285 + 320	+ 752 + 825
F.S. (100)	15,8042 15,8234	+ 301 + 500	+ 719 + 900	+ 1700 + 2110
F.S.	3,7089 3,7116	+ 221 + 250	+ 452 + 495	+ 1288 + 1395
L. (1 000)	5,0041 5,0067	+ 175 + 120	+ 378 + 285	+ 1512 + 1355
E.	11,8352 11,8425	+ 220 + 300	+ 439 + 625	+ 1027 + 1508

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/8	9/16	9/16	9/16	9/16	10/16	10/16	10/16	10/16
\$ E.-U.	5/8	9/16	9/16	9/16	9/16	10/16	10/16	10/16	10/16
DM	4/16	4/16	4/16	4/16	4/16	5/16	5/16	5/16	5/16
Fl.	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
F.S. (100)	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
F.S.	2/8	3/8	3/8	3/8	3/8	4/16	4/16	4/16	4/16
L. (1 000)	15	15	15	15	15	15	15	15	15
E.	9/8	9/8	9/8	9/8	9/8	9/8	9/8	9/8	9/8
E. imp.	12	12	12	12	12	12	12	12	12

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DU TOURISME

## ENTREPRISE DE GESTION TOURISTIQUE « EL-AURASSI »

## AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL

## N° 02.83 - D. EM. - MOQ.

Un avis d'appel d'offre international est lancé pour la fourniture de :

20 000 m<sup>2</sup> de moquette 100 % laine

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'entreprise de gestion touristique « El-Aurassi », Direction des Équipements et de la Maintenance BD FRANTZ FANON ALGER.

Les soumissions accompagnées des pièces reprises dans les cahiers des charges doivent parvenir sous double pli fermé, sans aucun signe d'identification de l'expéditeur et ne comportant que les mentions suivantes :

« Appel d'offre international n° 02 - 83 - D. EM. - MOQ. ne pas ouvrir ».

Le délai de réception des offres est fixé à 30 jours à compter de la parution du présent avis.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

## ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

## NUMÉRO 9026/DIV.

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Équipements pour ateliers d'entretien électro-froid et électro-mécanique.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 9026/DIV. Confidentiel, à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 17 septembre 1983 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

مكتبة النجلى



SOCIAL

D'EMPLOIS CHEZ PEUGEOT

Une logique patronale

Je n'ai nullement parlé de licenciements inévitables, j'ai simplement souligné l'insuffisance des fonds propres du groupe Peugeot, affirmait M. Jacques Delors, qui dénonçait ces industriels qui font trop tard appel à des capitaux extérieurs. La dernière augmentation de capital du groupe remonte à 1963...

M. Jacques Calvet, président d'Automobiles Peugeot, a été pourtant bien gardé de polémiquer avec le ministre de l'économie et des finances, comme avec quiconque. Prenant la parole le 21 juillet après les comités centraux d'entreprise, il se contenta de répondre que cela relevait du groupe P.S.A. — dont il est pourtant un vice-président — de l'influence croissante — et non d'Automobiles Peugeot...

On retiendra donc des « précisions » de la direction que « supprimer 7 371 emplois n'est pas une décision facile à prendre » ; « Nous sommes prêts, ajoute M. Calvet, à aider à la réinsertion dans leur pays des membres étrangers du personnel touchés par ces mesures » ; « Il n'y a pas une attitude politique de sabotage de l'action gouvernementale » ; « Ce serait un contresens de penser que cette décision signifie que le groupe a de nouvelles difficultés » ; « Il n'y a pas de jeu tactique dans une affaire comme celle-ci » ; « Le nombre

de départs n'est pas négociable ».

L'argumentaire du numéro « un bûle » du groupe est simple : « Une entité doit arriver à dégrader les moyens nécessaires à son développement ». Pour ce faire, il faut certes développer la dynamique commerciale et la gamme, ce qui a été fait, mais aussi accentuer les souplesses (mobilité plus grande entre les usines, amélioration du travail à temps partiel). Actuellement, Peugeot doit faire face à des difficultés à la grande exportation (Nigeria, Libye) et le marché national devrait perdre 7 % en 1983 — principalement au second semestre — et 7 % de nouveau en 1984. Cette conjoncture rend donc nécessaire les suppressions d'emplois. D'ailleurs, conclut-il, le ratio de véhicules produit par salarié restera inférieur, malgré cela, à ce qu'il était en 1978. Et puisque cette logique est impérative, M. Calvet n'imagine pas qu'elle puisse ne pas être partagée par les pouvoirs publics, voire par les syndicats, car « une épreuve de force serait suicidaire pour l'entreprise ».

On aurait aimé qu'au-delà du simple raisonnement il y ait une véritable explication de la méthode employée, du bouleversement d'une certaine qualité humaine — certes petitesse — qui jusqu'à présent, dans la firme de Sochaux, fait le personnel à l'entreprise. Les personnes d'entreprise se réuniront de nouveau le 8 septembre chez Talbot, la 9 chez Peugeot. Peut-être d'ici là...

B. D.

La pharmacie n'est plus ce qu'elle était

III. — La tentation de saint Antoine

par JOSÉE DOYÈRE

Fiers de leurs diplômes, commerçants malgré eux, les pharmaciens justifient du monopole justifié de la vente des médicaments. Les dangers que leur font courir la concurrence des pharmacies mutualistes, locales, sont au plan national très limités (Le Monde des 20 et 21 juillet). En revanche, le marketing de la parapharmacie les soumet à de multiples tentations. Peuvent-ils vraiment y résister ?

Les pharmaciens ont tort de se croire mal aimés du public. Chacun d'eux est continuellement en contact avec le public. Il est l'homme qui sait, le presque médecin qu'on ira consulter pour les affections bénignes, il est là, disponible. Il suffit de pousser la porte de sa boutique pour qu'il regarde le rougeur suspecte sur la joue d'un enfant et en juge la gravité. On ira solliciter son avis pour tous les bobos, tous les petits maux qui font le trame inquiétant du mal-être quotidien.

C'est là que se cache la tentation la plus grave pour ces hommes et ces femmes que l'on aurait tendance à percevoir pour des saints : la tentation d'exploiter — au sens le plus péjoratif du terme — le capital de confiance longuement accumulé.

Les spécialités « grand public », ces médicaments non remboursés par la Sécurité sociale, qui soignent les indigestions, les constipations, les hémorroïdes, les rhumes, le vilain bouton sur le front, la fatigue passagère, ou assurent l'hygiène dentaire ou cancérale, incitent à la réflexion sur le profit possible. Bien qu'imparfaitement contrôlés, la publicité pour ces médicaments est autorisée. En 1980, leur chiffre d'affaires au détail était de 2,85 milliards de francs et la publicité que leurs fabricants leur avaient consacrée de 120 millions de francs.

La publicité ! Chaque pharmacien l'a constaté : une campagne de publicité à la télévision a un effet multiplicateur immédiat sur les ventes du produit, et « donne une telle certitude à l'usage qu'il devient soudain à toute recommandation que le pharmacien voudrait lui faire, voire aux risques qu'il lui signale » (1).

De là à écouter les sirènes industrielles de la pharmacie, ou plutôt de la dermo-pharmacie — cette « cosmétologie scientifique » — et de l'alimentation des enfants, ou plutôt de la diététique infantile, il n'y avait qu'un pas, vite franchi. Les industriels, dans le domaine de la parapharmacie, se sont depuis longtemps substitués aux pharmaciens, mais n'oublient pas que la formule de base du Coca-Cola est née à la fin du siècle dernier dans une officine américaine...

L'officine-bazar

Dans le pire des cas, la pharmacie se transforme en officine-bazar, où l'on trouve tout un bric-à-brac parfois cocasse d'articles qui n'ont rien à voir avec les médicaments : gants pour faire la vaisselle, alpes périodiques pour chiens en chaleur, vibromasseurs, bipédiaux chauffants, vélos d'appartement, stimulo-seins, rasoirs électriques, lampes à bronzer... C'est ainsi que l'Union fédérale des consommateurs (2) a consacré au sujet, en janvier 1981, une enquête de son mensuel *Que choisir* ? et a poursuivi sur citation directe vingt-cinq pharmaciens parisiens en infraction avec l'article du code de la santé publique leur interdisant « de faire dans leurs officines un commerce de marchandises autres que celles figurant sur une liste arrêtée par le ministre de la santé, sur proposition du conseil national de l'ordre des pharmaciens ». Cet arrêté du 8 décembre 1943 donne une liste d'articles autorisés suffisamment vague pour avoir permis, quarante ans durant, toutes les dérives.

Le conseil de l'ordre continue à souligner qu'il n'a pas de pouvoirs de

police et ne peut que déconseiller la vente d'un article, mais n'est toujours pas de sa capacité de « proposition » pour limiter les excès. Une lettre du 18 octobre 1976 du chef du service central de la pharmacie et des médicaments du ministère de la santé au président du conseil de l'ordre précisait la portée de l'arrêté et donnait la liste des articles interdits à la vente (baignoires pour bébés, landaus, jouets, balances de ménage, sèche-cheveux, maillots de bain, trousse de toilette, disques, livres, appareils photographiques, etc.). Beaucoup de ces articles ont effectivement disparu des officines, mais ont été remplacés par d'autres, l'imagination n'ayant pas de limites...

Le poids économique de la parapharmacie est difficile à saisir, les branches industrielles concernées étant très variées. Selon le rapport de M. Sausse, en 1980, son chiffre d'affaires en France était de 4,47 milliards de francs hors taxes, auxquels il faut ajouter 789 millions de francs à l'exportation, les industries pharmaceutiques employant plus de 18 000 personnes.

En 1982, les ventes en pharmacie des industriels de la parfumerie ont atteint 948 millions de francs, en progression de 11,4 % sur 1981. Cela représente 8,5 % des ventes en France, tous circuits de distribution confondus, qui avoisinent 11,18 milliards de francs (+ 16,1 %). Trente-cinq industriels de la parfumerie fabriquent des produits destinés à la vente exclusive en pharmacie.

La vente exclusive en question

Dans les officines, les ventes de parapharmacie représentent un peu plus de 7,5 milliards de francs, soit 17 % de leur chiffre d'affaires global. Cette moyenne cache des disparités impressionnantes, les grandes pharmacies des centres villes et des quartiers d'affaires réalisant jusqu'à 40 % de leur chiffre d'affaires en parapharmacie, tandis que les officines rurales ou des régions connaissant de graves difficultés économiques ne lui doivent que 10 % de leurs ventes. Il serait faux de croire que le pôle pour la parapharmacie est un phénomène parisien : il est des chefs-lieux de canton où les linéaires et les présentoirs encombrant littéralement la part, pourtant importante, de l'affiche réservée au public, ainsi que le comptoir, dressant une véritable barrière d'incitation à l'achat d'impulsif entre le client et le pharmacien.

On est en présence de deux conceptions de la pharmacie d'officine. La traditionnelle, qui continue à faire la toile de fond des déclarations professionnelles, et qui reste celle de pharmaciens très motivés, conduit le praticien à être très vigilant envers la parapharmacie : il n'élimine de son rayon, qui n'en est pas moins rentable, les produits de maquillage et les gadgets pour le consacrer aux soins de la peau, à la diététique infantile et à l'hygiène. La conception commerciale conduit à adopter dans l'officine toutes les techniques de vente de pointe, dans l'organisation fonctionnelle du magasin, dans la mise à portée de la main du regard des produits les plus chers ou les plus utiles, selon le profil de la clientèle et ses ressources, tandis que les pensements et les laits pour bébés, d'une vente sûre, sont d'un accès moins aisé.

Dans ces pharmacies, la vitrine, pimpante, colle véritablement à l'actualité publicitaire du secteur et c'est souvent une petite appétissante sans qualification qui s'occupe de la clientèle ou du client (3) qui cherche un « conseil ».

Qu'est devenu dans ce cas le rôle du pharmacien ? La caduque et le déshonneur ne sont plus là que des faire-valoir d'une démarche où pharmacien et industriel sont complices

dans l'optimisation du profit. La marketing en la matière est roi. La mention « vente exclusive en pharmacie » pare le produit de vertus qu'il a peut-être, mais qui resteraient les mêmes s'il était vendu en parfumerie, dans un grand magasin ou proposé sur le rayon interminable d'un hypermarché. L'ennui en la matière, c'est que la mention « vente exclusive en pharmacie » est tout à fait illégitime, puisqu'elle s'apparente au refus de vente.

En juillet 1975, le directeur général de la concurrence et des prix (devenue depuis direction générale de la concurrence et de la consommation) précisait dans son Bulletin que, si le monopole de la vente des médicaments se justifiait pour des raisons de protection de la santé publique, l'extension de cette dérogation au droit commun pour de simples raisons de stratégie commerciale est anormale : « L'accent mis sur la vente en pharmacie (...) constitue une fausse garantie ou une fausse protection (...) de nature à induire le consommateur en erreur ». On n'est pas plus clair. Dans ce cas, des grands du commerce, spécialistes du discount ou vente à prix cassés, pourraient bien un jour n'attaquer aux produits courants vendus par les pharmaciens : M. Michel Leclerc, fils d'Edouard Leclerc, qui crée les centres qui portent son nom, à l'intention de le faire, et accumule pour l'instant les lettres de félicitation refusant de le livrer. S'il persiste, on peut s'attendre à de nouveaux procès...

Depuis le circulaire Fontanet du 31 mars 1980 qui avait fait le point sur l'interdiction du refus de vente, la guérite n'a guère cessé entre industriels et pharmaciens de grande surface, malgré les interventions répétées des pouvoirs publics en faveur d'une libre concurrence, jusqu'à la circulaire dite « Scrivener » (4) du 10 janvier 1978.

En général, ces conflits s'apaisent à la longue par la création de nouvelles marques, de nouvelles lignes de produits réservées à des circuits de distribution plus nobles, plus valorisants que les « usines à vendre ». En matière de parapharmacie, les intérêts financiers des industriels et des pharmaciens sont les mêmes, les marges bénéficiaires importantes s'appliquant à des produits chers au départ de l'usine.

Les pharmaciens ayant tenté de s'opposer à la vente des « P'tits Nestlé » dans le circuit alimentaire de grande diffusion, un accord entre la société des produits diététiques Nestlé-Guigoz, fabricant des aliments pour bébés, et la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France aboutit en novembre 1974 à la vente exclusive en pharmacie de certaines marques du groupe : la société des produits diététiques Nestlé-Guigoz devint même à cette occasion la société Diétone afin que les mots Nestlé et Guigoz ne voient plus, même sur des étiquettes, et constituent des marques bien distinctes. La puissante société alimentaire, ne pouvant renoncer à l'immense champ de développement des hypermarchés, avait trouvé le moyen de calmer les inquiétudes des pharmaciens et de conserver ce créneau étroit mais profitable.

M. Peckre, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, n'a pas varié depuis : il nous a confirmé que, si un industriel acceptait de vendre à une grande surface un produit qui leur est jusqu'ici réservé, les pharmaciens refuseraient de continuer à le commercialiser. Il n'a à aucun moment été question à ce sujet de la qualité de ce produit.

On est là bien loin de la fonction de protection de la santé publique qui est celle du pharmacien. Mais on est au cœur de ses soucis de rentabilité. Il faut s'y faire : l'art médical de la pharmacie restera indissolublement lié à un acte commercial, et, comme tel, soumis aux à-coups, au déshonneur peu nombreux, de la concurrence. Et il faudra que le pharmacien s'habitue à être estimé pour sa fonction

tion scientifique et critiqué lorsqu'il veut conserver un monopole commercial injustifiable.

FIN

Précision

LES INDEMNITÉS DE GARDE

A propos des indemnités de garde perçues par les pharmaciens et remboursées par la Sécurité sociale (Le Monde du 20 juillet), il faut préciser que de telles indemnités ne sont versées qu'aux pharmaciens effectuant la garde à volets fermés : c'est le cas généralement des pharmacies rurales. Dans les villes, ce système n'est pas appliqué uniformément, et certains départements, tels que le Var, y font exception. A Paris, en temps normal, les pharmacies de garde restent ouvertes le dimanche et les jours fériés. En revanche, en cas de réquisition préfectorale, comme en ce moment, la plupart des pharmaciens effectuent la garde à volets clos, et ne délivrent de médicaments que sur ordonnance.

RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES DÉPENSES DE SANTÉ EN JUIN

Fin juin, le rythme annuel de progression des dépenses de santé s'est établi à 14,2 % au lieu de 15,7 % fin mai, 15,1 % en avril, 15,4 % en mars, 16,8 % en février, 17,9 % en janvier et 17,5 % fin juin 1982. Malgré le léger dérapage observé en mai, la tendance au ralentissement de la hausse des dépenses de santé se confirme donc depuis le début de l'année.

En ce qui concerne les soins de santé, le taux de progression annuel est de 14,5 % fin juin (au lieu de 16 % en mai). Les remboursements aux établissements hospitaliers ont évolué au rythme de 14,2 % contre 15,9 % en mai.

Les autres postes de dépenses connaissent aussi une certaine décélération. Les honoraires du secteur privé progressent à un rythme de 14,9 % (soit 15,1 % pour les honoraires médicaux et 14,2 % pour les honoraires dentaires) au lieu 15,5 % fin mai. Dans leur ensemble, les prescriptions augmentent à un rythme annuel de 13,4 % (15 % fin mai). Les dépenses d'indemnisation pour les arrêts de travail liés à la maladie ont progressé au rythme de 10,3 % au lieu de 12,3 %.

Dans son communiqué du 21 juillet, le ministère des affaires sociales souligne que ces résultats s'inscrivent dans une évolution qui rapproche les dépenses de la Caisse d'assurance-maladie de l'objectif fixé par la commission des comptes de la Sécurité sociale pour 1983 — soit 13,5 % pour les dépenses totales d'assurance-maladie et 14 % pour les dépenses d'hospitalisation.

**ALGÉRIE**  
**PIÈCES DE RECHANGE**  
**CONTRE REMBOURSEMENT**  
Plus de 1000 références, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.  
Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.  
**MAFREX • 607-42-28**  
8, rue du Château-d'Eau, 75018 Paris

ÉTÉ 83 **CANADA** MONTREAL QUÉBEC **2 990 F**  
AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS

**PIANOS D'ÉTÉ**  
**CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS\***  
**HANLET**  
L'UNIVERS DU PIANO  
Paris 8<sup>e</sup>, 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré Tél. : 766.51.94  
Vélizy, 21, rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.53  
Vélizy, Centre Ciel « Vélizy 11<sup>e</sup> » Tél. : 946.26.37  
Orgeval, Centre Ciel « Art de Vivre » Tél. : 975.78.50  
Nancy-le-Grand, Centre Ciel « Arcades » Tél. : 305.20.79  
\*Après approbation du crédit par CREDIT TOTAL (société au capital de 20.000 F, inscrite au 21 mai 1983).

**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE MAROCAINE DE MEKNES**  
RUE AHMED AMINE — B.P. N° 206  
Tél. : 210-43 et 222-24  
Téléx : 41087 M.  
**MEKNES (MAROC)**

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Coopérative Agricole Marocaine (SCAM) de Meknès recevra jusqu'au 12 septembre 1983 à 12 heures, les offres pour l'étude, la fourniture, le transport et le montage de silos métalliques à réaliser dans les provinces de Meknès, Ifrane et Khénifra d'une capacité totale de 66 000 T.M.

Les offres à faire conformément aux conditions définies dans le cahier des charges devront être déposées ou transmises par voie postale à l'adresse sus-indiquée.

Retrait du cahier des charges à la même adresse, caution provisoire 100 000 DH.

Le Directeur de la SCAM  
signé R. DAUDI

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

Can the war be won ?  
The Economist carries a special analysis this week of the fighting in El Salvador.  
And it advises President Reagan how to win the war without sending in American troops.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# AFFAIRES

LE MAINTIEN D'UNE PRODUCTION D'ALUMINIUM EN FRANCE

## PUK annonce 855 suppressions d'emplois et 1 milliard de francs d'investissement

Pechiney-Ugine-Kuhlmann a annoncé le 21 juillet, un plan de modernisation de la production d'aluminium qui prévoit un investissement d'un milliard de francs dans l'usine d'électrolyse d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) et la suppression de 855 emplois d'ici 1985.

La capacité de production de l'usine savoyarde sera portée progressivement de 40 000 tonnes à 120 000 tonnes en 1985. Dans le même temps, les unités voisines de La Paz et de Sausse seront fermées (en 1983) tandis que les cuves d'électrolyse de Sabart (Ariège) seront progressivement arrêtées d'ici à 1985.

Un plan social a aussi été présenté par la direction, qui prévoit une demande de chômage avec le Fonds national de l'emploi (F.N.E.) pour permettre des départs en préretraite ainsi qu'un plan de formation destiné à faciliter les reconversions et les promotions internes. Les représentants syndicaux ont jugé ce plan insuffisant et manifesté leur

désapprobation en quittant le comité central d'entreprise le 21 juillet.

D'autre part, PUK doit mettre en œuvre des moyens importants destinés à préserver l'équilibre des bassins d'emploi en cause en recourant notamment à sa nouvelle filiale, la SOFIRE, qui participe au financement de projets industriels extérieurs au groupe.

Une première entreprise, la société GATE, fabricant de moteurs électriques, a pu, d'ores et déjà, être implantée dans la vallée de la Maurienne avec le concours du groupe et a créé 40 emplois.

## L'ÉTAT ACCORDE UNE AVANCE DE 26 MILLIONS DE FRANCS A MANUFACTURE

Le gouvernement a décidé d'accorder une avance de 26 millions de francs de la SCOPD-Manufacture.

Ajoutés aux 10 millions de francs déjà trouvés par ailleurs, voilà les 36 millions que devait obtenir la coopérative - de son côté -. Le protocole mis au point début mai 1983 prévoyait, en effet, que l'Etat lui prête 80 millions de francs, les banques 30 millions, si et seulement si - Manufacture trouvait à emprunter de son côté 36 millions à 5 % d'intérêt, sous garantie de l'Etat. La coopérative n'avait pu en réunir que 10, et tout était bloqué (Le Monde du 17 mai 1983).

Le gouvernement revient donc sur sa décision en avançant les fonds manquants. Un protocole devrait être signé en ce sens au cours des prochains jours. Remise sur les rails, Manufacture est-elle sauvée ? Ce sera très difficile, son marché (les armes de chasse) se rétrécit, avec la rigueur, bien inférieure aux prévisions. L'ao dernier, la SCOPD avait obtenu 85 millions d'aides, et cette année elle devrait donc trouver 146 millions d'aides et emprunts. Total : 230 millions pour préserver trois cent soixante-dix emplois auxquels tenait la C.G.T. : 620 000 francs par emploi, alors que la moyenne dans l'industrie pour créer un emploi est de 100 000 francs. - E. L. B.

### Nominations

● M. PIERRE MOINOT, président de chambre, a été nommé procureur général à la Cour des comptes.

[Né en 1920 à Fresnes (Deux-Sèvres), d'une famille d'enseignants, M. Pierre Moinot est licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures de phonétique. Il a été élu au début de l'an dernier à l'Académie française, au fauteuil de René Clair. M. Moinot a fait une grande partie de sa carrière à la Cour des comptes, après de brillants états de service dans la Résistance et lors des campagnes d'Italie et de France, où il fut blessé dans les Vosges. Il fut successivement conseiller technique au cabinet d'André Malraux, directeur général des arts et lettres, puis, dès 1971, membre du nouveau conseil d'administration de l'O.R.T.F. A la demande de M. Pierre Manry, il a présidé la commission d'orientation et de réflexion sur l'audiovisuel, créée le 6 juillet 1981, et fut, à ce titre, l'auteur du rapport du 15 octobre 1981 sur la décentralisation de l'O.R.T.F. M. Pierre Moinot a écrit plusieurs romans, entre autres *Armes et Bagages*, prix Charles-Vaillant (1952), *Le Sable vif*, prix des Libraires (1963), *Le Gesteur d'ombres*, prix Fémina (1979).]

● M. YVES NANOT est nommé président-directeur général d'Hutchinson, en remplacement de M. Guy de Massacré, qui n'aurait pas été reconduit dans ses fonctions.

● M. H.B. VAN LIEMT est nommé président du directoire des Dutch State Mines-D.S.M., groupe chimique néerlandais. Il succède à M. W.A.J.M. Bogaers, atteint par la limite d'âge.

● M. JEAN-BAPTISTE DOUMENG, P.-D.G. du groupe Interagra, a été nommé par décret administrateur de la Cofoca (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur). Nommé par décret du ministre de l'économie et des finances, à titre de personnalité qualifiée, M. Doumeng occupe un poste qui était resté vacant lors du renouvellement triennal intervenu en mai dernier. Le conseil de la Cofoca, composé de quinze membres dont cinq « personnalités qualifiées », a compétence pour les activités privées de la compagnie, c'est-à-dire les opérations qui ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat. Le nom de M. Doumeng pour ce poste avait été avancé à plusieurs reprises.

## LE MONDE diplomatique

### LE SCANDALE DE LA DISPERSION NAZIE DANS LE TIERS-MONDE (Ignacio Klich)

### UNE COCHILLA SANS ESPoir

(Jean-Claude Buhner, Mario Turpo Choquesuana, Hugo Neira, Manuel Scaza)

LE NUMÉRO : 10,50 F  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08  
Publication mensuelle du Monde  
(En vente partout)

# ÉTRANGER

## La Chambre des représentants ajourne son vote sur l'augmentation de la contribution américaine au F.M.I.

La Chambre des représentants des Etats-Unis a ajourné sine die son vote sur le projet de loi visant à autoriser les Etats-Unis à augmenter leur contribution (quote-part) au Fonds monétaire international. Cependant l'administration Reagan espère que la Chambre pourra se prononcer la semaine prochaine après que la Maison Blanche aura fait un nouvel effort de persuasion auprès des parlementaires. Cent trente représentants seulement sur quatre cent trente-cinq sont actuellement favorables au projet. Les opposants se recrutent tant parmi les républicains les plus conservateurs que parmi les démocrates de gauche. Alors que ceux-ci font valoir que les fonds correspondants seraient plus utilement dépensés aux Etats-Unis, ceux-là soutiennent que, sous couleur de donner au Fonds monétaire les ressources nécessaires pour aider les pays débiteurs du tiers-monde, l'augmentation des ressources du F.M.I. n'est en réalité qu'un moyen de dispenser les grandes banques de payer les conséquences de leur imprudence. Grâce aux nouveaux crédits qu'ils devraient recevoir du F.M.I. les pays débiteurs seraient en mesure de payer les intérêts qu'ils doivent aux grandes banques (à commencer par les grandes banques américaines) et d'obtenir de ces dernières des accords de rééchelonnement pour le remboursement du principal, faute de quoi, les banques en question seraient obligées de renoncer à leurs profits en provisionnant des créances devenues irrécouvrables.

Le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, avait, mercredi, envoyé un message à la Chambre pour déplorer ce « damoiseau ». L'emploi de millions d'Américains, la santé du système bancaire et les chances d'une reprise durable dépendent de la faculté qu'aura le Fonds monétaire d'assurer la stabilité du système financier international. Il est prévu que les ressources du F.M.I. doivent être augmentées de 47,5 %, soit d'environ 32 milliards de dollars dont le cinquième doit être fourni par les Etats-Unis. A quoi s'ajoute la contribution américaine à l'augmentation des accords généraux d'emprunt, qui est un autre moyen d'accroître les ressources du Fonds monétaire. Au total, c'est 8,5 milliards de dollars que les Etats-Unis sont appelés à mettre directement ou indirectement à la disposition de cette institution.

Les Américains cherchent par ailleurs à réduire leur contribution à l'Agence internationale pour le développement, filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans des prêts à long terme ne portant pas intérêt aux pays les plus pauvres. La Banque mondiale voudrait porter les ressources de l'A.I.D. à 16 milliards de dollars pour la période triennale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1984 contre 12 milliards pour la période précédente. Les propositions faites par les Etats-Unis à une conférence on fait place à un recul net si on fait abstraction des 2,8 milliards de nouveaux prêts consentis au Mexique et au Brésil.

Signalons enfin que, d'après les statistiques de la Banque des règlements internationaux relatives à l'activité bancaire au cours du premier trimestre de 1983, la progression des crédits octroyés aux pays du tiers-monde ainsi qu'aux pays de l'Europe de l'Est a fortement diminué et se situe actuellement à un niveau nettement inférieur à celui de l'année précédente.

### Aux Etats-Unis

## FORTE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU SECOND TRIMESTRE

Le croissance économique des Etats-Unis s'est fortement accélérée au second trimestre 1983, atteignant 8,7 % sur une base annuelle et en termes réels, soit le triple du premier trimestre et le taux le plus élevé depuis le premier trimestre 1981. Cette performance, très supérieure aux prévisions, indique que la reprise en cours sera aussi puissante que les précédentes, après une récession plus profonde qu'on ne l'estimait : entre le début de 1981 et la fin de 1982, la baisse de la production américaine avait été de 3 % et non de 2,2 %, selon les estimations précédentes.

Surtout, cette reprise est provoquée par un accroissement sensible des ventes, bien plus que des investissements : les consommateurs ont augmenté de 2,7 milliards de dollars leur recours au crédit en juin 1983, soit la hausse la plus forte depuis septembre 1981, ce qui constitue l'indice le plus significatif d'un retour à la confiance.

# CONJONCTURE

## Réduction du taux d'intérêt des Caisses d'épargne

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, ces deux objections sont levées. Le taux d'inflation est revenu en dessous de 9 % en rythme annuel, ce qui permet de réduire une rémunération pratiquement à vue et exonérée d'impôt, comme celle des

livrets des Caisses d'épargne (selon la tranche fiscale, elle représente l'équivalent de 11 % à 15 % pour les intérêts soumis à l'impôt). Par ailleurs, la diffusion du livret rose apparaît maintenant satisfaisante, le nombre des livrets d'épargne populaire est passé de 1,7 à 2,2 millions de fin 1982 à fin mai 1983, et le montant des dépôts ayant triplé à 22 milliards de francs. En maintenant à 8,50 % le taux de ces livrets, M. Delors désarme les critiques, y compris celles de M. Bergeron qui, tout en comprenant la logique de raisonnement de M. Delors, estime que les petits épargnants seront « pénalisés ». Ajoutons qu'en réduisant les taux des comptes sur livrets de banques le ministre va pouvoir exécuter complètement le marché qu'il avait passé avec ces établissements en janvier dernier, les obligeant à baisser de 0,50 % leur taux de base, en échange d'une diminution du taux de leurs réserves obligatoires, non rémunérées, et de celui de leurs comptes sur livret : cette dernière condition n'avait pu être remplie puisque la rémunération des comptes sur livret est liée à celle des

livrets des Caisses d'épargne, maintenue à son niveau antérieur.

Plus généralement, la décision prise par M. Delors s'inscrit dans un contexte général de baisse des taux, aussi bien de l'inflation que de celui du crédit. A cet égard, le ministre a beau jeu de souligner qu'à 7,50 %, puis 8,50 %, à partir d'octobre 1981, pour les Caisses d'épargne, face à 8,8 % d'inflation, les épargnants sont mieux protégés qu'à 7,50 % avec 14 % d'inflation avant le 10 mai 1981. Il est vrai que la bonne tenue actuelle du franc sur les marchés des changes, le cours du mark se maintenant depuis le 21 mars dernier au voisinage de son plancher, facilite une désescalade des taux français. Reste maintenant à faire baisser les taux d'intérêt à long terme, ceux des prêts des banques et ceux des obligations, encore très élevés pour ces derniers (aux alentours de 15 %) : comme l'a déclaré M. Delors, il s'agit de faire bénéficier de la lutte contre l'inflation ceux qui empruntent. Qu'il soit entendu !

FRANÇOIS RENARD.

### RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

## MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

## AVIS DE PRÉSÉLECTION

Le ministère de l'équipement envisage de lancer un appel d'offres international pour l'éclairage public de 50 km de routes à Tunis.

Pour pouvoir être présélectionnées les entreprises doivent répondre aux deux conditions ci-après :

- Avoir des références et une capacité technique pour ce genre de travaux.

- Proposer un crédit fournisseur.

Le montant des travaux est évalué à 2 000 000 de dinars tunisiens (Deux millions de dinars tunisiens).

Les entreprises désirant participer à l'appel d'offres devront faire acte de candidature avant le 18 août 1983 auprès de M. le Directeur régional de l'équipement de Tunis, 1, avenue Charles-Nicolas, 1006 Tunis.

Le dossier de présélection rédigé en langue française doit contenir toutes les justifications sur les références de l'entreprise et les conditions de financement.

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU CHER

2<sup>e</sup> DIRECTION - 1<sup>er</sup> BUREAU - Tél. (42) 24-14-85, poste 412

## AVIS AU PUBLIC

- Poste 400 KV de BELLEVILLE.  
- Lignes aériennes à 400 KV de Balais entre la centrale nucléaire et le poste (groupes 1 et 2) de BELLEVILLE.  
- Demande d'autorisation d'exécution et publicité de l'étude d'impact.

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative en vertu de la demande présentée par ELECTRICITÉ DE FRANCE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exécution des ouvrages électriques visés ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, les deux dossiers présentés par ELECTRICITÉ DE FRANCE comportent une étude d'impact.

Pendant deux mois, du lundi 1<sup>er</sup> août au samedi 1<sup>er</sup> octobre 1983 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- A LA PRÉFECTURE DU CHER A BOURGES (2<sup>e</sup> Direction - 1<sup>er</sup> Bureau - 1<sup>er</sup> étage, porte 33).

- Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures (excepté les jours fériés).

- Pendant les jours non ouvrables :

- Le samedi 27 août 1983 de 8 heures à midi.

- Le samedi 24 septembre 1983 de 8 heures à midi.

- A LA MAIRIE DE LERIE.

De mardi au samedi inclus de 9 à 12 heures (excepté le lundi et les jours fériés).

- A LA MAIRIE DE BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

De lundi au samedi inclus de 8 h 30 à 12 heures (excepté les jours fériés).

- A LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'INDUSTRIE RÉGION CENTRE, 16, rue Adèle-Lasson-Chenault, 45650 SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), division Énergie, 4<sup>e</sup> étage.

- Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera également déposé dans chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

BOURGES, le préfet, commissaire de la République.

Pour le commissaire de la République et par délégation : le secrétaire général, signé : Jacques LEGRAS.

## ENGINEERING : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle

ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347 21 32

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le Crédit Industriel et Commercial a tenu le 21 juillet une assemblée générale extraordinaire sous la présidence de M. Georges Dumas.

Cette assemblée a adopté les résolutions proposées par le conseil et portant sur la première phase des opérations de restructuration et de renforcement du Groupe C.I.C.

L'Etat et la compagnie financière de Suez font apport au C.I.C. du nombre d'actions de banques de son groupe adossées pour qu'il détienne 51 % de son capital.

Par ailleurs, l'Etat apporte au C.I.C. 100 % des actions de la Banque de l'Union Européenne.

Parallèlement, l'Etat et la Compagnie Financière de Suez procèdent à un ap-

port en numéraire de 300 millions de francs qui viendront, à due concurrence, renforcer les fonds propres de la Banque de l'Union Européenne.

Le Groupe C.I.C., tout en conservant sa structure décentralisée et en respectant la vocation et la personnalité de chacune des banques qui le composent, se voit ainsi renforcé dans les liens qui l'unissent aux banques régionales ainsi que par l'entrée de la Banque de l'Union Européenne dans la coopération à l'intérieur du Groupe fera l'objet d'un protocole.

En terme de ces opérations, le capital du Crédit Industriel et Commercial va se trouver porté de 571 à 1 038 millions de F, et ses fonds propres de 1 437 à 2 438 millions de F.

## Nouveau prêt à long terme B.N.P. en faveur des P.M.E./P.M.I.

La B.N.P. et le Crédit d'équipement des P.M.E. viennent de passer une convention ayant pour objet l'octroi de prêts à long terme aux P.M.E./P.M.I. quel que soit leur secteur d'activité.

Ces concours, consentis à des conditions inférieures à celles du marché financier, concernent également les commerçants et les prestataires de services pour leurs investissements n'ouvrant pas accès aux différentes formes de prêts adossés. L'enveloppe prévue pour 1983 s'élève à 200 millions de francs.

Ces prêts dénommés « B.N.P. Equipement P.M.E. », d'une durée

de huit à quinze ans et d'un montant de 200 000 à 3 000 000 de francs, pourront couvrir jusqu'à 70 % du montant hors taxes des investissements susceptibles d'être financés à long terme (investissements corporels ou incorporels). Ils sont consentis au taux de base de la B.N.P., majoré de 2 points (soit normalement 14,25 %). Des baux sont prévus pour limiter les variations trop importantes de taux.

Les dossiers de prêts sont instruits par les agences B.N.P., la décision et la gestion revenant au C.E.P.M.E.

## UNITED TECHNOLOGIES

### RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1983

Le chiffre d'affaires totalisé 7 249 millions de dollars contre 6 727 millions de dollars au premier semestre 1982.

Les ventes au gouvernement américain atteignent 2 516 millions de dollars, en progression de 11 % sur les 2 266 millions de dollars enregistrés au premier semestre 1982. Les ventes du secteur privé ressortent à 4 733 millions de dollars contre 4 461 millions de dollars au premier semestre 1982.

Le bénéfice net d'exploitation ressort à 250 millions de dollars contre 200,8 millions de dollars pour les six premiers mois de 1982, en progression de 24,5 %. Le bénéfice global pour le premier semestre 1982 s'élevait à 307,7 millions de dollars du fait de profits exceptionnels pour un montant de 107 millions de dollars.

Le bénéfice dilué par action se monte à 3,68 dollars contre 3,05 dollars (non compris 1,62 dollar de profits exceptionnels) pour le premier semestre 1982.

### SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

Le résultat d'exploitation de la Société Séquanaise de Banque pour le premier semestre 1983 s'élève, avant amortissements et impôts, à 26 165 000 de francs contre 24 040 000 de francs pour la période correspondante de 1982.

### DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire, T.T.C., pour le premier semestre de 1983, s'élève à 7 996 millions de francs, marquant ainsi une progression de 8,8 % sur celui réalisé lors de la même période de l'exercice précédent.

### AMREP

L'Union industrielle et d'entreprise, principale filiale opérationnelle d'AMREP, annonce l'appareillage le 16 juillet de Cherbourg pour Rio-de-Janeiro de la première plate-forme amfibie catamaran commandée par la société brésilienne Petrobras après des essais de réception en mer entièrement satisfaisants et transfert de propriété de vie à Petrobras.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 16,50 % juillet 1982.

Les intérêts courus du 12 août 1982 au 11 août 1983 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 16,50 % juillet 1982 seront payables, à partir du 12 août 1983, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre décaissement du coupon n° 1 et estampillage du certificat nominatif, après un retour à la source donnant droit à un avoir fiscal de 82,50 F (montant global : 825 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 123,70 F, soit un oct de 618,80 F.

## DATett

Précisons que le montant de la caution délivrée par la COFINCAU (voir le Monde daté 21 juillet 1983) atteint 3 560 000 F (et non 6 050 000 F).

مكتبة النجف



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

21 juillet

La hausse se poursuit

Amorçé quarante-huit heures plus tôt, le mouvement de hausse s'est poursuivi jeudi à la Bourse. Le démarrage avait pourtant été laborieux, mais, après un quart d'heure de cotation, quelques valeurs d'entrée de jeu favorites (Midi, Pernod, L'Oréal, BIC, Cédex, Méditerranée, Dumez, Générale Occidentale, Lafarge) ont pointé le nez. D'autres leur ont ensuite emboîté le pas, si bien qu'à la clôture l'indice a enregistré une avance de 1,2 %.

Beaucoup s'attendaient à mieux après le « boom » de Wall Street (voir ci-dessus) et l'annonce d'une forte contraction du déficit commercial en juin. Pour tout dire, le score réalisé est déjà révélateur du comportement des investisseurs. Cette séance était la dernière du mois pour la Bourse, et des ventes bénéficiaires se sont produites en liaison avec la liquidation générale.

Amrep, qui s'était distingué en montant de plus de 40 % depuis le début du mois, a fait légèrement machine arrière (-1,6 %). Le groupe Bouygues a démenti la rumeur selon laquelle il avait l'intention de racheter des actifs qui ont poussé le titre en avant, mais reconnaît avoir des conversations avec les dirigeants de cette affaire.

Déclatée sur la devise-livre, parvenue la veille à son plus haut niveau, cette monnaie de service s'est échangée entre 10,25 F et 10,30 F contre 10,33 F-10,45 F.

Nouvelle progression de l'or à Londres : 429,25 dollars l'once contre 428,25 et 426 dollars la veille respectivement en fin de journée et à midi.

À Paris, le lingot, en raison de la baisse du dollar pris comme unité de calcul, a peu varié : 106 150 F (contre 106 100 F) après 106 050 F. Reprise du napoleon à 681 F (+ 8 F), après 679 F.

NEW-YORK

Nervosité

Après son galop très remarqué, Wall Street s'est montré très nerveux jeudi. D'abord en hausse, les cours se sont ensuite redressés pour fléchir à nouveau. Finalement, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 229,36, soit 1,5 point au-dessus de son niveau précédent, après être tombé à 1 217,35 puis remonté à 1 236,49. Le bilan de la séance a été aussi tout juste positif. Sur 1 969 valeurs traitées, 874 ont monté, 751 ont baissé et 344 n'ont pas varié.

Une forte activité a continué de régner et 101,83 millions de titres ont changé de mains contre 109,3 millions la veille.

D'abondantes ventes bénéficiaires se sont produites, consécutives aux excès à la hausse connus mercredi. Le facteur technique a donc joué pleinement. Mais les opérateurs n'ont pas moins été tiraillés.

L'optimisme causé par M. Volcker et renforcé par la confirmation d'une vigoureuse reprise économique avec l'annonce d'une hausse de 8,7 % du P.N.B. durant le deuxième trimestre a quand même été sérieusement ébranlé par l'avertissement de M. Martin Feldstein, président des conseillers économiques de la Maison Blanche, sur la possibilité d'une hausse du « prime rate » bancaire à tout moment.

VALEURS	Cours de 20 juil.	Cours de 21 juil.
Alcoa	37 7/8	39 3/4
Amgen	44 1/8	45 1/8
Boeing	47 1/2	48 1/8
Deere & Co.	70 1/4	71 1/4
DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4
Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4
Exxon	70 1/4	71 1/4
General Electric	70 1/4	71 1/4
General Motors	70 1/4	71 1/4
IBM	70 1/4	71 1/4
Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4
McDonald's	70 1/4	71 1/4
Merck & Co.	70 1/4	71 1/4
Microsoft	70 1/4	71 1/4
Motorola	70 1/4	71 1/4
Oracle	70 1/4	71 1/4
Rockwell International	70 1/4	71 1/4
Schlumberger	70 1/4	71 1/4
Texas Instruments	70 1/4	71 1/4
United Technologies	70 1/4	71 1/4
Walt Disney	70 1/4	71 1/4
Westinghouse	70 1/4	71 1/4
Yale	70 1/4	71 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MONTEDISON.** - L'emprunt de 50 milliards de francs (250 millions de francs français) indexé sur le coût de la vie lancé le 21 juillet par le groupe chimique italien a été placé en moins de vingt-quatre heures. Cette souscription originale garantit à l'acquéreur de titres un intérêt de base de 4 % au-dessus des trois quarts de la variation de l'indice officiel des prix à la consommation. Soit, par référence à 1982, année durant laquelle l'inflation avait été de 16,3 %, un rendement effectif de 21,23 %, très largement supérieur aux rendements offerts par les bons du Trésor public (BOT), l'épargne la plus appréciée des Italiens.

**ALCAN ALUMINIUM.** - Retour au bénéfice au second trimestre avec un résultat net consolidé positif de 3 millions de dollars contre un déficit de 12 millions pour le premier trimestre. Pour les six premiers mois, les comptes font néanmoins ressortir une perte de 9 millions de dollars contre un bénéfice net de 17 millions de dollars en 1982 à pareille époque. Selon le président Culver, le groupe continue à ressentir les bienfaits de la hausse des prix. La demande s'accroît.

**SCHLUMBERGER.** - Baisse de 20 % du bénéfice net pour le deuxième trimestre : 255 millions de dollars contre 356 millions l'an dernier à pareille époque. Pour le premier semestre, le recul des profits (545 millions de dollars) est de 23 %. Dans le forage, l'activité a donné des signes de reprise en Amérique du Nord. Elle est soutenue au sud du Nord, au Moyen et Extrême-Orient.

INDICES QUOTIDIENS	INDICE, base 100 : 31 déc. 1982
Valeurs françaises	126,3
Valeurs étrangères	127,6
C.D. des changes de change	125,9
(base 100 : 31 déc. 1982)	
Indice général	125,7
Taux du marché monétaire	12,18
Effet prime de 22 juillet	12,18
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en yen)	239,48

BOURSE DE PARIS Comptant

21 JUILLET

VALEURS	% de variation	% de cotation	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2 418		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
5 %	41 10		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
10 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
15 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
20 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
25 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
30 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
35 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
40 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
45 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
50 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
55 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
60 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
65 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
70 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
75 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
80 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
85 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
90 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
95 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	
100 %	105 80		Dur-Lacoste	230 80	228	Pontier	170	170	Franco d'Arg.	74	

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4
Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8
Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8
Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4
DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4
Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4
Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4
General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4
General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4
IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4
Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4
McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4
Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4
Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4
Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4
Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4
Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4
Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4
Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4
United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4
Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4
Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4
Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4

Étrangères

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4	Alcoa	37 7/8	39 3/4
Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8	Amgen	44 1/8	45 1/8
Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8	Boeing	47 1/2	48 1/8
Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4	Deere & Co.	70 1/4	71 1/4
DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4	DuPont de Nemours	70 1/4	71 1/4
Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4	Eastman Kodak	70 1/4	71 1/4
Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4	Exxon	70 1/4	71 1/4
General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4	General Electric	70 1/4	71 1/4
General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4	General Motors	70 1/4	71 1/4
IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4	IBM	70 1/4	71 1/4
Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4	Johnson & Johnson	70 1/4	71 1/4
McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4	McDonald's	70 1/4	71 1/4
Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4	Merck & Co.	70 1/4	71 1/4
Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4	Microsoft	70 1/4	71 1/4
Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4	Motorola	70 1/4	71 1/4
Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4	Oracle	70 1/4	71 1/4
Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4	Rockwell International	70 1/4	71 1/4
Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4	Schlumberger	70 1/4	71 1/4
Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4	Texas Instruments	70 1/4	71 1/4
United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4	United Technologies	70 1/4	71 1/4
Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4	Walt Disney	70 1/4	71 1/4
Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4	Westinghouse	70 1/4	71 1/4
Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4	Yale	70 1/4	71 1/4

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour ces valeurs, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

derniers cours. Dans ce cas, cours-ci figureraient le lendemain dans la première section.															résultat, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.														
Compt.	VALEURS	Cours précédent.	Dernier cours.	Compt.	VALEURS	Cours précédent.	Dernier cours.	Compt.	VALEURS	Cours précédent.	Dernier cours.	Compt.	VALEURS	Cours précédent.	Dernier cours.														
2106	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2107	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2108	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2109	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2108	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2108	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2109	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2110	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2109	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2109	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2110	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2111	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2110	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2110	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2111	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2112	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2111	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2111	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2112	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2113	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2112	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2112	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2113	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2114	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2113	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2113	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2114	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2115	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2114	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2114	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2115	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2116	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2115	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2115	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2116	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2117	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2116	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2116	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2117	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2118	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2117	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2117	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2118	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2119	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2118	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2118	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2119	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2120	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2119	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2119	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2120	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2121	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2120	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2120	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2121	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2122	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2121	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2121	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2122	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2123	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2122	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2122	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2123	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2124	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2123	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2123	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2124	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2125	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2124	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2124	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2125	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2126	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2125	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2125	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2126	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2127	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2126	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2126	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2127	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2128	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2127	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2127	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2128	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2129	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2128	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2128	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2129	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2130	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2129	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2129	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2130	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2131	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2130	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2130	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2131	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2132	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2131	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2131	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2132	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2133	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2132	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2132	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2133	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2134	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2133	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2133	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2134	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2135	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2134	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2134	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2135	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2136	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2135	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2135	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2136	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2137	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2136	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2136	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2137	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2138	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2137	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2137	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2138	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2139	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2138	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2138	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2139	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2140	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2139	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2139	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2140	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2141	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2140	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2140	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2141	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2142	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2141	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2141	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2142	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2143	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2142	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2142	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2143	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2144	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2143	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2143	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2144	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2145	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2144	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2144	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2145	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2146	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2145	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2145	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2146	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2147	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2146	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2146	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2147	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2148	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2147	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2147	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2148	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2149	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2148	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2148	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2149	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2150	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2149	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2149	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2150	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2151	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2150	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2150	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2151	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2152	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2151	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2151	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2152	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2153	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2152	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2152	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2153	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2154	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2153	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2153	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2154	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2155	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2154	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2154	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2155	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2156	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2155	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2155	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2156	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2157	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2156	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2156	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2157	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2158	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2157	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2157	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2158	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2159	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2158	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2158	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2159	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2160	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2159	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2159	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2160	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2161	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2160	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2160	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2161	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2162	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2161	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2161	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2162	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2163	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2162	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2162	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2163	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2164	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2163	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2163	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2164	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2165	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2164	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2164	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2165	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2166	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2165	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2165	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2166	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2167	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2166	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2166	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2167	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2168	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2167	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2167	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2168	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2169	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2168	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2168	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2169	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2170	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2169	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2169	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2170	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2171	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2170	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2170	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2171	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2172	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2171	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2171	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2172	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2173	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2172	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2172	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2173	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2174	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2173	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2173	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2174	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2175	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2174	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2174	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2175	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2176	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2175	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2175	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2176	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2177	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2176	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2176	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2177	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2178	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2177	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2177	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2178	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2179	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2178	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2178	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2179	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2180	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2179	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2179	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2180	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2181	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2180	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2180	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2181	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2182	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2181	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2181	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2182	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2183	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2182	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2182	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2183	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2184	Alcoa	37 7/8	39 3/4														
2183	C.N.C. 3 1/2	2100	2122	2183	Alcoa	37 7/8	39 3/4	2184	Alcoa	37 7/8	39																		



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LA FRANCE ET SA JUSTICE : « La réconciliation nécessaire », par Daniel Aron ; « Réformer la justice du travail », par Laure Siré ; « Défense de Robert Badinter », par Daniel Soulez-Lavigne ; « Une erreur d'appréciation », par Raoul Béthelle ; « La loi sur le crime », par Maurice Cusson.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE  
- Tchad : trente soldats gouvernementaux tués par les rebelles près d'Abéché.
4. EUROPE  
- Espagne : M. Felipe Gonzalez relance le dialogue avec le gouvernement autonome basque.
4. AMÉRIQUES  
- Brésil : la « grève générale » du 21 juillet a surtout affecté São Paulo.
5. PROCHE-ORIENT  
- Liban : M. Gemayel affirme que son pays « ripostera » si les bombardements continuent.
5. ASIE  
- Chine : le Tibet révisité.

### POLITIQUE

6. La controverse sur les euro-missiles : le « leçon » de M. Mitterrand au P.C.F.

### SOCIÉTÉ

7. LES SUITES DE L'ATTENTAT D'ORLY.  
8. SCIENCES.  
SPORTS.  
9. EDUCATION.

### LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

11. RENDEZ-VOUS D'ÉTÉ : le Royal Tournoi de Londres.  
12. Châteaux en vacances.  
13. Hippisme ; Philatélie.  
14. Gastronomie.  
15. Jeux.

### CULTURE

16. LA ROUTE DES FESTIVALS : Avignon.  
- Cinéma : la reprise de Morocco, de Sternberg ; Psychos II, de Richard Franklin.  
18. COMMUNICATION : la chaîne de télévision Canal 5 en Italie.

### ÉQUIPEMENT

19. Les estivants sont privés de coquilles en Bretagne-Sud et en Normandie.

### ÉCONOMIE

- 20-21. SOCIAL : le gouvernement va entamer des négociations avec Peugeot sur le plan social ; « La pharmacie n'est plus ce qu'elle était » (III), par Josée Doyère.  
22. AFFAIRES.

**RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (10) :**  
- Environnement ; Météorologie ; Annonces classées (19) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (17) ; Mots croisés (15) ; Marchés financiers (23).

Le numéro de « Monde » daté 22 juillet 1983 a été tiré à 464 120 exemplaires

**Sanjaack**  
Femmes & Hommes  
97 Champs-Élysées  
A B C D E F H

## FACE A LA MENACE DE LICENCIEMENTS

### La C.G.T. demande au gouvernement de soutenir l'imprimerie Montsouris

Plusieurs dizaines de militants du syndicat du Livre C.G.T. de la presse parisienne et du livre ont pénétré jeudi 21 juillet, vers 15 heures, dans les bureaux du ministère de l'économie, des finances et du budget, rue de Rivoli à Paris, pour appuyer leurs revendications concernant la sauvegarde des emplois et la relance de l'imprimerie française grâce au concours des pouvoirs publics. La C.G.T. demande notamment au gouvernement de soutenir, par un prêt à long terme et à taux réduit, l'imprimerie ultra-moderne de Montsouris, à Massy-Palaiseau (Essonne), qui connaît actuellement des difficultés. « Ces exemplaires », selon la C.G.T., « sont destinés à des clients prestigieux : l'Express, le Point, Télérama, V.S.D. et s'est doté des derniers perfectionnements techniques au prix de lourds investissements ».

Le comité interministériel de restructuration industrielle, selon la C.G.T., subordonne son éventuelle intervention à trois cents licenciements sur un effectif de sept cents personnes. Le CIRI, pour sa part, conteste formellement la réalité de cette condition préalable.

### Des investissements trop lourds

L'imprimerie Montsouris, qui a filé le dépôt de bilan au début du mois, est une entreprise en sursis. Le cinquième « grand » de l'offset en France doit faire face, depuis trois ans, à d'importants investissements pour la modernisation de son parc machine (200 millions depuis 1980) alors que le marché est frappé par le marasme. Sa production, qui était de 145 millions de cahiers de trente-deux pages au premier trimestre en 1982 a reculé lors du premier trimestre 1983 à 136 millions - une régression qui menace le rétablissement de l'entreprise. Après une perte d'exploitation de 63 millions de francs en 1982, celle-ci comptait en effet sur un accroissement d'environ 20 % de sa production pour limiter son déficit, en 1983, à 64,5 millions. Le redressement prévu, au mieux pour 1985, est donc plus que compromis.

Pour affronter ce revers inattendu, le président-directeur général de Montsouris, M. Bruno Mommier avait sollicité un prêt participatif de 80 millions de francs auprès du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI, ex-CIASI). De son côté, le principal partenaire bancaire de l'entreprise, Indosuez, était sollicité pour assurer les échéances courantes. C'est l'octroi de ce prêt qui fait en ce moment l'objet d'une négociation entre Montsouris et le CIRI. Indosuez ayant pour sa part consenti une avance de 30 millions semblable. Ce ballon d'oxygène devrait permettre à l'imprimerie de traverser l'été sans trop d'embarras mais de graves échéances l'attendent à la rentrée.

Le CIRI, en effet, n'est pas disposé à intervenir sans que d'importantes mesures d'assainissement soient également prises. Les pouvoirs publics ne veulent plus, en effet, que se perpétue la politique suivie dans ce secteur, jusqu'à présent, jugée suicidaire.

L'imprimerie lourde de la presse est engagée depuis une dizaine d'années dans un cercle vicieux. L'inevitable renouvellement des rotatives entraîne un accroissement permanent des capacités de production.

Dans un marché qui, au mieux, ne connaît chaque année qu'une croissance modeste, la demi-douzaine de « grands » imprimeurs français se livrent une concurrence acharnée pour décrocher les commandes susceptibles d'augmenter leur chiffre d'affaires. Soucieux d'offrir un confort maximum à la clientèle toujours plus difficile des éditeurs, l'équipement des imprimeurs est, d'autre part, de plus en plus souvent conçu pour répondre aux fortes « pointes » mensuelles que représentent le tirage des périodiques. D'où de graves problèmes d'occupation de machines et de personnel dont les imprimeurs déplorent un « manque de souplesse ».

Ces problèmes de type industriel ont de graves répercussions financières. L'accroissement des capacités de production entre 1980 et 1982 provoquait un déficit d'emploi des machines. Pour l'ensemble de la profession, celles-ci pourraient débiter 470 000 tonnes alors que la demande n'est que de 370 000 tonnes. Ce « manque à travailler », qui arrive la concurrence, déjà rude de tout temps, a entraîné un véritable affaissement - de 25 % - des prix pratiqués.

Dans ce contexte, seules les plus grosses entreprises, et parmi elles les plus saines, ont une chance de faire face. D'autant que chacun sait dans la profession que de nouvelles machines plus sophistiquées, plus puissantes et plus rentables, en cours d'installation chez certains imprimeurs devraient, dès cet automne, rendre la situation encore plus tendue. Car la capacité de production atteindrait dès lors le double environ de la demande. C'est la raison pour laquelle M. Mommier réclame avec insistance une concertation interprofessionnelle et avec les pouvoirs publics pour éviter le pire. De l'aveu

de tous, en effet, le seul rattrapage des travaux réalisés à l'étranger, que réclament les ouvriers du Livre C.G.T. - travaux estimés à 60 000 tonnes, - ne serait plus suffisant pour sauver le secteur.

ÉRIC RHODE.

## LES RETOMBÉES DE L'AFFAIRE SERRE

### La coopérative de Camaret obtient le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites

Le juge d'instruction d'Angers, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Serre, a inculqué de « complicité d'escroquerie », jeudi 21 juillet, M. Roger Chavy, trente-sept ans, directeur de la SICA Millières d'Auxonne (Côte-d'Or), qui regroupe plusieurs coopératives de Buregnay et dont la SICA Aquitaine-Alimentaire, en dépôt de bilan, détenait 10 % du capital. Il a également inculqué de « recel d'abus de biens sociaux » et de « complicité d'escroquerie » M. Jean-Marie Decroocq, quarante-huit ans, P.-D.G. de la SATEMOD, société d'import-export de fruits et légumes à Brétigny-sur-Orge (Essonne). M. Decroocq, déjà inculqué pour la partie du dossier qui concerne la SICA Basse-Pleine de Lunel (Hérault), dont il était un des administrateurs, avait été emprisonné, puis libéré pour raisons de santé le 12 juillet.

D'autre part, le président du conseil d'administration de la coopérative de Camaret, M. Joël Bernard, a été déchargé de toutes les informations que nous avons publiées, sur la foi d'une dépêche d'agence (Le Monde du 22 juillet). Selon lui, « les achats effectués par M. Hamel (directeur général de la coopérative) ont été réalisés avant le dépôt de bilan de la SICA Aquitaine-Alimentaire. Par ailleurs, le conseil d'administration de

## PREMIÈRES GROSSESSES PAR DONS D'OVULES EN CALIFORNIE

Les équipes médicales de l'université de Californie annoncent que des grossesses sont en cours, l'une de quatre mois et l'autre de cinq semaines, à la suite de « dons d'ovules » réussis de femmes fertiles à des femmes stériles.

En janvier dernier, le département de gynécologie de l'université de Californie a annoncé qu'il avait décrit une technique simple de prélèvement d'ovules par simple « lavage » de la matrice chez des femmes fertiles, au moment de l'ovulation.

L'ovule ainsi prélevé était ensuite mis en contact avec des spermatozoïdes du mari d'une femme stérile et introduits dans l'utérus de celle-ci. La première grossesse obtenue à l'université de Californie était terminée par un avortement au bout de six semaines.

Les succès décrits dans le prochain numéro de *Lancet* étaient prévisibles, et ont été obtenus par la même méthode. Le docteur John Buster, qui dirige le groupe californien, a précisé que cette méthode s'applique aux femmes souffrant de stérilité par absence d'ovulation, ou d'une anomalie génétique conduisant à des avortements à répétition ou à la naissance d'enfants anormaux.

## A Bruxelles

### Le budget supplémentaire de la Communauté a été adopté contre l'avis de la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres du budget des Dix ont arrêté, dans la nuit du 21 au 22 juillet, à l'issue d'un vote, le budget supplémentaire 1983 de la Communauté. Après la fixation des prix agricoles en mai 1982, c'est la seconde fois que le conseil de la C.E.E. prend une décision d'une telle importance à la majorité qualifiée. Les Britanniques, qui demandaient une réduction des dépenses de soutien à la politique agricole commune (P.A.C.) prévues dans le budget soumis au scrutin, ont voté contre et les Danois se sont abstenus, mais pour des raisons institutionnelles.

Le budget supplémentaire présenté par la commission européenne comportait 1,8 milliard d'ECU (1 ECU = 6,87 F) pour les dépenses agricoles et 463 millions d'ECU pour les emprunts à verser au Royaume-Uni (385 millions) et à l'Allemagne fédérale (78 millions) au titre de l'engagement de leurs contributions au financement de la Communauté pour 1982.

Compte tenu des recettes envisageables d'ici à la fin de l'année (inférieure, sans doute, de 550 millions à

ce qui avait été initialement prévu, tous les États-membres souhaitaient une diminution du montant global proposé par Bruxelles.

Pour la délégation britannique, il n'était pas question de toucher au poste concernant leur compensation mais bien de couper dans les dépenses de la P.A.C. Les autres pays et l'Assemblée européenne, qui avait été consultée le 20 juillet, avaient une approche totalement différente. Considérant que l'effort pour l'Europe verte était urgent et correspondait à l'application du règlement communautaire, ils demandaient que la décision sur la question britannique soit reportée à la fin de l'année, lorsque les ressources seraient mieux appréciées.

Après deux jours de discussions laborieuses, la présidence grecque a proposé de passer au vote sur un texte qui prévoyait une diminution symbolique des dépenses agricoles (50 millions d'ECU) et une réduction relativement plus importante (93 millions d'ECU) des sommes à verser au Royaume-Uni et à la R.F.A.

MARCEL SCOTTO.

## En Tchécoslovaquie

### M. Lis, porte-parole de la Charte 77 condamné à quatorze mois de prison

Le procès de M. Ladislav Lis a eu lieu le jeudi 21 juillet, à Ceska-Lipa, en Tchécoslovaquie. Il a été condamné à quatorze mois de prison et trois ans d'assignation à résidence pour « incitation à la rébellion ». Une dizaine de diplomates occidentaux venus de Prague n'ont pas été admis dans la salle du tribunal et ont attendu devant le bâtiment, comme le correspondant de l'A.F.P. et ses amis de la Charte 77. Seule, sa femme a pu assister au procès. Celui-ci a constaté que son mari avait dû perdre au moins 25 kilos depuis son incarcération. Fondateur de l'Union de la jeunesse tchécoslovaque en 1945, secrétaire du comité du parti communiste pour la ville de Prague pendant le printemps de 1968, signataire de la Charte 77, dont il est l'un des porte-parole officiels depuis 1982, membre du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies, c'est-à-dire la section tchécoslovaque de la Fédération internationale des droits de l'homme), M. Lis, arrêté le 5 janvier 1983, avait été inculpé d'« actes criminels de rébellion » et de « détention illégale de deux sacs de maïs ». Cette dernière accusation a été abandonnée. Il est vrai que les nombreux comités existant en France étaient venus au printemps déposer aux pieds des grilles de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris de nombreux petits sacs de maïs « pour payer la rançon ».

Le 5 juillet dernier, plusieurs personnes avaient réussi à se faire recevoir à l'ambassade pour y remettre deux mille pétitions demandant la libération de ce défenseur des droits de l'homme. En effet, le seul crime commis par Ladislav Lis était d'avoir voulu créer un mouvement pacifiste indépendant dans son pays.

Mercredi 20 juillet, à la veille du procès, l'ambassade de Tchécoslovaquie était fortement gardée par des cordons de C.R.S., fusils à l'épaule et casque à la main (sans précédent) et par une dizaine de policiers en ci-

vil, sans oublier les policiers en tenue placés ici et là : plusieurs centaines de personnes appartenant au Comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie, dirigé par Artur London (auteur de *Avant*), au Comité international contre la répression, à celui du « 5 janvier », à celui de soutien à la Charte 77, à Enroute et action, et au Comité pour la libération de Uhl, Bettek, Wunsch et Lis, et des représentants du P.S. étaient venus scander des slogans demandant la libération de M. Lis et la fin des procès politiques en Tchécoslovaquie. Un nouveau rassemblement se tiendra le lundi 22 août, à 18 heures, à l'occasion du quinzième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de cinq pays du pacte de Varsovie, le 21 août 1968.

### BOMBARDEMENTS SUR L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Plusieurs avions libanais ont été abattus dans le bombardement de la zone de l'aéroport international de Khaldé, et une base aérienne de l'armée libanaise a été touchée, a annoncé le Voie du Liban, ce vendredi 22 juillet en fin de matinée, selon la radio phalangiste, quinze avions sont tombés dans le secteur de l'aéroport. Le trafic aérien a été suspendu et les employés de la tour de contrôle ont trouvé refuge dans des casernes. L'aéroport est situé près des localités maronitaines de Choueifat et de Khaldé, qui sont des zones d'habitat de réfugiés libanais. On ignore cependant encore d'où proviennent les tirs de ce vendredi. Les « maronites », américains, stationnés à l'aéroport, ont rapporté qu'un de leurs hommes avait été légèrement blessé.

### REMONTÉE DU DOLLAR :

7,78 F  
Ramené jeudi 21 juillet de 7,71 francs à 7,72 francs, et même un peu moins, le dollar s'est vivement rattrapé vendredi 22 juillet, repassant un peu au-dessus de 7,78 francs et flôtant à 7,59 DM à Francfort.

Et comme vin sur la table ?

**Champagne.**

pour un vrai déjeuner de vacances.

**VOLUPTÉ.**  
le sommeil ensemble à domicile  
**TIRELLI**  
matelas latex à « géométrie variable » sur sommier tapissier à lattes articulées.  
**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS  
Métro Parmentier - Téléphone : 357.48.95

**SCIENCES-PO**  
classe préparatoire  
NEUILLY  
QUARTIER LATIN  
CEPES  
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94  
745.03.19 enseignement supérieur privé

du jeudi 21 au samedi 23 juillet

**smalto**  
SOLDE

44, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>  
5, PLACE VICTOR-HUGO  
A MARSEILLE, 38, RUE ST-PERREOL  
A STRASBOURG, 22, PLACE KLEBER  
A DEAUVILLE, RUE GONTAUT-BIRON

SOLDES POUR ELLES  
5, PLACE VICTOR-HUGO

مكتبة الأمل